

Copy OP/la
YC219 ZY399 G E N E V A 521 7 1742Z ;
ONUC
LEOPOLDVILLE ; *e1*

INFCO 673 CHEVALIER DE VANTIELLINGEN. POINTS SAILLANTS COMMISSIONS
ET PLENIERE. 6 MAI MATIN. CINQUIEME COMMISSION. CETTE COMMISSION
A CREE UN GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DELABORER UN PROJET DE PRINCIPES
REGISSANT LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES. APRESMIDI.
PLENIERE. LA CONFERENCE REUNIE

P2

EN SEDANCE PLENIERE, A ENTENDU UNE DECLARATION DE M. RAUL PREDISCH,
SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE. IL A INSTAMMENT DEMANDE A TOUS
LES DELEGUES DE CONCENTRER LEURS TRAVAUX, AU COURS DES QUELQUES
SEMAINES QUI RESTENT, SUR LES QUESTIONS ESSENTIELLES AYANT UN RAPPORT
DIRECT AVEC

P3

LES EFFORTS QUI VISENT A REDUIRE LE DESEQUILIBRE DU COMMERCE INTER.
NATIONAL ET A AIDER LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT A ACCELERER
LA CROISSANCE DE LEUR ECONOMIE NATIONALE. DES IDEES QUI POUVAIENT
SEMELE QUOTE IMPOSSIBLES UNQUOTE IL Y A UN AN SEULEMENT, SONT
MAINTENANT ACCEPTEES, A DECLARE M.

P4

PREDISCH. LE MOMENT EST VENU POUR CETTE CONFERENCE, A-T-IL AJOUTE,
DE PRENDRE DES DECISIONS DE PRINCIPE QUI POURRONT ENSUITE ETRE
TRADUITES EN ACTION. L'ORATEUR A SUGGERE QUE LES MINISTRES DU
COMMERCE ASSISTENT AUX DEBATS AU MOINS PENDANT UNE SEMAINE AU COURS
DE LA PHASE FINALE

P5

P4

FREIBSCH. LE MOMENT EST VENU POUR CETTE CONFERENCE, A-T-IL AJOUTE, DE PRENDRE DES DECISIONS DE PRINCIPE QUI POURRONT ENSUITE ETRE TRADUITES EN ACTION. L'ORATEUR A SUGGERE QUE LES MINISTRES DU COMMERCE ASSISTENT AUX DEBATS AU MOINS PENDANT UNE SEMAINE AU COURS DE LA PHASE FINALE

P5

DE LA CONFERENCE, PARTICULIEREMENT LORSQUE L'ACTE FINAL SERA DISCUTE.

QUOTE NOUS DEVONS FAIRE L'EFFORT LE PLUS GRAND, ET LES MINISTRES EGALEMENT, POUR ARRIVER A UN ACCORD SEMICOLON MAIS EN TOUTE SINCERITE, JE PENSE QUE LA OU CELA NE SERA PAS POSSIBLE, NOUS

P6

DEVONS CLAIREMENT DIRE QU'IL Y A EU DESACCORD UNQUOTE A DECLARE M. FREIBSCH. AVANT CE DISCOURS, LA CONFERENCE AVAIT APPROUVE LES RECOMMANDATIONS DE SON BUREAU SUR LA PREPARATION DE L'ACTE FINAL ET DU RAPPORT DE LA CONFERENCE AINSI QU'UNE NOTE DE SON PRESIDENT SUR

P7

LA COMPOSITION DU COMITE DE REDACTION DE L'ACTE FINAL. TROISIEME COMMISSION. CETTE COMMISSION A ABORDE L'EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DES TREIZE PUISSANCES ENONCANT DES PRINCIPES DEVANT GUIDER LA COOPERATION FINANCIERE FOURNIE PAR DES PAYS INDUSTRIALISES DANS LE CADRE DE PROGRAMMES TANT BILATERAUX QUE MULTILATERAUX.

P8

LA COMMISSION A D'AUTRE PART ETE SAISIE D'UN PROJET DE RESOLUTION

PRESENTE PAR LE ROYAUME-UNI ET LA SUEDE, CONCERNANT LA CREATION D'UN SYSTEME D'ASSISTANCE QUI SERAIT GERE PAR L'ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT ET AURAIT POUR OBJECTIF DE RESOUDRE LES PROBLEMES POSES PAR LES MOUVEMENTS DEFAVORABLES

P9

DES RECETTES D'EXPORTATION QUI, EN RAISON DE LEUR NATURE OU DE LEUR DUREE, NE PEUVENT PAS ETRE RESOLUS SIMPLEMENT PAR DES MESURES D'AIDE A COURT TERME DANS LE CADRE DE LA

DUREE, NE PEUVENT PAS ETRE RESOLUS SIMPLEMENT
PAR DES MESURES D'AIDE A COURT TERME DANS LE CADRE DE LA
BALANCE DES PAYEMENTS. DIFFERENTS ORATEURS ONT QUALIFIE
CE PROJET QUOTE D'INITIATIVE CONSTRUCTIVE UNQUOTE.

P10

ILS ONT EN MEME TEMPS DEMANDE DES EXPLICATIONS SUR SES DISPOSITIONS.
CINQUIEME COMMISSION. LA SOUSCOMMISSION DES PAYS SANS LITTORAL A
ADOpte UN PREMIER PRINCIPE CONCERNANT LES DROITS DES PAYS SANS
LITTORAL.. CE PRINCIPE DELCARE QUE QUOTE LA RECONNAISSANCE DU DROIT
POUR TOUT ETAT SANS LITTORAL DACCEDER LIBREMENT

P11/21

A LA MER CONSTITUE UN PRINCIPE ESSENTIEL POUR LEXPANSION DU COMMERCE
ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE UNQUOTE (.TEXTE NON OFFICIEL).

0/1
C1/C2
C23B

Y

YC192 ZY343 GENEVA 739 6 1908Z;

ONUC LEOPOLDVILLE

INFCO 672. CHEVALIER DE VANBELLINGHEN. POINTS SAILLANTS
DES TRAVAUX DES COMMISSIONS.

5 MAI

MATIN APRESMIDI.

MATIN. DEUXIEME COMMISSION. CETTE COMMISSION A EXAMINE LES
MESURES QUI POURRAIENT ETRE PRISES DANS TROIS DOMAINES -
INVESTISSEMENT PRIVE, SECTEUR PUBLIC ET LIVRAISONS A CREDIT
02;

POUR ACCELERER LE PROCESSUS DE DIVERSIFICATION ET D'EXPANSION
DES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES EN PROVENANCE DES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. LA DISCUSSION A
EU POUR BASE TROIS PROPOSITIONS. UN PROJET PRESENTE PAR LA REPUBLIQUE
FEDERALE D'ALLEMAGNE CONTIENT DES PROPOSITIONS VISANT A
ENCOURAGER LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS PRIVES DANS;
P3;

LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ; UN PROJET COMMUN DE
L'AFGHANISTAN , DE L'INDONESIE, DE LA REPUBLIQUE ARABE
UNIE, DE LA SYRIE ET DE LA YOUGOSLAVIE A TRAIT AU ROLE
DU SECTEUR PUBLIC, LA PROPOSITION CONJOINTE DE LA GUINEE,
DE L'INDONESIE, DE LA REPUBLIQUE;

P4;

ARABE UNIE , DE LA ROUMANIE ET DE ZANZIBAR SUGGERE QUE LES
LIVRAISONS A CREDIT D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL SOIENT
REMBOURSABLES EN PRODUITS EXPORTES PAR LES PAYS BENEFICIAIRES.
LA COMMISSION A DISCUTE SEPARATEMENT CHACUNE DE CES PROPOSITIONS.

- 0438\$3,5, M.T.SWAMINATHAN (INDE) , A EXPRIME
L'ESPOIR QUE L'AUTEUR OU LES COAUTEURS DE CHAQUE
PROJET PRENDRONT CONTACT AVEC LES DELEGATIONS ;

P5

INTERESSEES EN VUE DE REVOIR LEURS SUGGESTIONS ET DE RENCONTRER

INTERESSEES DN VUE DE REVOIR LEURS SUGGESTIONS ET DE RENCONTRER
AINSI, DANS TOUTE LA MESURE DU POSSIBLE, LES DESIRS
EXPRIMES PAR D'AUTRES PAYS.

APRESMIDI. PREMIERE COMMISSION. LA COMMISSION A POURUUVI;
P6;

SA DISCUSSION SUR LES MESURES QUE PERMETTRAIENT DE STABILISER

LES MARCHES DES PRODUITS DE BASE. M.C. COREA (CEYLAN)

A PRESENTE UNE PROPOSITION CONCERNANT LES PRINCIPES ET POLITIQUES
QUE DEVRAIT CONSACRER A PRESENT UNE PROPOSITION CONCERNANT
LES PRINCIPES ET POLITIQUES QUE DEVRAIT CONSACRER UN
ACCORD GENERAL SUR LE COMMERCE DES PRODUITS DE BASE. L'ORATEUR
A SOULIGNE QUE,;

P7;

SELON LA PROPOSITION DE CEYLAN, DES ACCORDS PARTICULIER
DEVRAIENT ETRE NEGOCIES POUR UN AUSSI GRAND NOMBRE QUE POSSIBLE
DE PRODUITS DE BASE. L'OBJET DE CES ACCORDS DEVRAIT
ETRE PRINCIPALEMENT L'AUGMENTATION CONTINUE DES RECETTES REELLES
PROVENANT DES EXPORTATIONS, NOTAMMENT EN FIXANT DES PRIX
MINIMUM, EN ASSURANT L'ACCES;

P8;

AUX MARCHES, ET EN REGLEMENTANT, DANS LES CAS APPROPRIES,
L'UTILISATION DES EXCEDENTS.

TROISIEME COMMISSION. CETTE COMMISSION A DISCUTE LES PROPOSITIONS
SOUMISES PRECEDEMMENT PAR LA NIGERIA, LA RAU ET LA YOUGOSLAVIE
VISANT AU REAMENAGEMENT DE L'ENDETTEMENT EXTERIEUR DES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. DEUX;

P9;

AUTRES PROJETS DE RESOLUTION ONT ETE PRESENTES A LA COMMISSION
AU COURS DE LA SEANCE. LE PREMIER A POUR AUTEUR LE PAKISTAN ET
VISE A ALLERGER LES DIFFICULTES QUE SUCITENT, POUR LA VALANCE
DES PAYEMENTS DES PAYS EN VOIES DE DEVELOPPEMENT, A)
LES TRANSFERTS DE CAPITAUX PRETERS;

P10;

DANS LE CADRE D'ARRANGEMENTS PREVUS PAR LES PROGRAMMES
D'AIDE BILATERALE, ET B) L'OCTROI DE CREDITS PAR LES
PAYS INDUSTRIALISES AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT A L'
OCCASION DE LIVRAISONS FAITES A CES DERNIERS. LE SECOND PROJET
PRESENTE PAR L'ARGENTINE, CEYLAN, LE CHILI, LA COLOMBIE

P11;

L'EQUATEUR, LES ETATSUNIS, L'INDE, L'INDONESIE,
LE MEXIQUE, LA NIGERIA, LA RAU, LA SYRIE ET LA YOUGOSLAVIE
EST UN ENONCE DES PRINCIPES GENERAUX DONT DEVRAIT S'INSPIRER
LA COOPERATION FINANCIERE FOURNIE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
PAR LES PAYS INDUSTRIALISES.

L'EQUATEUR, LES ETATSUNIS, L'INDE, L'INDONESIE,
LE MEXIQUE, L'ALGERIE, LA RAU, LA SYRIE ET LA YOUGOSLAVIE
EST UN ENONCE DES PRINCIPES GENERAUX DONT DEVRAIT S'INSPIRER
LA COOPERATION FINANCIERE FOURNIE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
PAR LES PAYS INDUSTRIALISES.

QUATRIEME COMMISSION.;

P02;

LES

REPRESENTANTS DE LA BULGARIE ET DE LA FRANCE ONT PRIS LA
PAROLE SUR LA QUESTION DES DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES.
RAPPELONS QUE LA CONFERENCE EST SAISIE DE TROIS PROJETS DE
RESOLUTION EMANANT RESPECTIVEMENT DE LA TCHECOSLOVAQUIE,
DE LA POLOGNE ET DE L'URSS, DE L'ALLEMAGNE, DU GHANA;

P13;

DE L'INDONESIE, DE L'ALGERIE ET DE LA SYRIE, ET DE DIX-NEUF
DELEGATIONS DE L'AMERIQUE LATINE. M.N. STEFANOV
(BULGARIE) DECLARE QUE CES PROJETS AVAIENT DES ELEMENTS
COMMUNS, PUISQU'ILS ENVISAGEAIENT TOUT LA CREATION QUE
D'UNE NOUVELLE ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE.

IL EST;

P14;

DONC POSSIBLE, A-T-IL INDIQUE, D'ARRIVER A UNE RECOMMANDATION
CONJOINTE. M.M. VIAUD (14-13) A DECLARE QU'IL
CONVIENT D'ETABLIR D'ABORD UN CODE DE PRATIQUES COMMERCIALES
ET DE RECHERCHER UN DENOMINATEUR COMMUN, IL SERA POSSIBLE,
UNE FOIS CE PROBLEME JURIDIQUE PREALABLE ETUDIE, DE;

P15/39

DETERMINER QUEL TYPE D'ORGANISATION REpondrait LE MIEUX
AUX BESOINS. L'ORATEUR A SUGGERE QUE LA COMMISSION S'OCCUPE
TOUT D'ABORD D'ETABLIR UN COMITE PERMANENT DU COMMERCE,
IL A EGLEMENT MARQUE SON ACCORD DE PRINCIPE SUR DES CONFERENCES
PERIODIQUES DU COMMERCE"

Y

C104 ZY191 GENEVE 399 5 1719Z;

ONUC LEOPOLDVILLE;

INFCO 671 . CHEVALIER DE VANBELLINGHEN. POINTS SAILLANTS
DES TRAVAUX DES COMMISSIONS.

4 MAI MATIN APRESMIDI.

MATIN. PREMIERE COMMISSION. LA COMMISSION, APRES
UN DEBAT GENERAL, A REVOYE LA QUESTION DES MESURES DE
FINANCEMENT COPENSATOIRE A LA TROISIEME COMMISSION AFIN QU'ELLE
ETUDIE ;

P2;

LES ASPECTS TECHNIQUES DE CE PROBLEME.

CINQUIEME COMMISSION. LA BULGARIE A PRESENTE A LA COMMISSION
UN PROJET DONT ELLE EST

COAUTEUR AVEC LA BIELORUSSIE , CUBA, LA MONGOLIE, LA
POLOGNE, LA ROUMANIE, LA TCHECOSLOVAQUIE, L'UKRAINE
ET L'USSR. CE PROJET CONCERNE LES MESURES;

P3;

PROPOSES A ELIMINER ''L'INFLUENCE DU COLONIALISME SUR LES
ECONOMIES ET LE COMMERCE EXTERIEUR DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT''.
LE YEMEN S'EST JOINT AUX COAUTEURS DU PROJET. SELON CE PROJET
LA CONFERENCE CONDEMNERAIT, COMME MANIFESTATIONS DE COLONIALISME
LES ''ACCORDS COMERCIAUX INEQUITABLES IMPOSES AUX PAYS
EN;

P4;

VOIE DE DEVELOPPEMENT'' ET LES PAYS DEVELOPPES SARAIENT INVITES
A ACCORDER DES CREDITS AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT A UN
INTEREST NE DEPASSANT PAS TROIS POURCENT, LE REMBOURSEMENT
POUVANT ETRE FAIT SOUS FORME DE BIENS PRODUITS PAR LES ENTREPRISES
CREES GRACE A CES CREDITS. LES PAYS DEVELOPPES;

P5;

SARAIENT INVITES A REMBOURSER LES DITES ENTREPRISES

PROFITS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

APRESMIDI. TROISIEME COMMISSION. LA COMMISSION A TERMINE SON PREMIER EXAMEN DE DEUX PROPOSITIONS RESPECTIVEMENT PRESENTEES PAR L'INDONESIE ET LA ROUMANIE ET RELATIVES AU REMBOURSEMENT DE LA FOURNITURE DE BIENS D'EQUIPEMENT;

P6;

EN MARCHANDISES PRODUITES PAR LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. LA COMMISSION A SUGERE QUE LES AUTEURS DE CES DEUX PROPOSITIONS SE CONSULTENT EN VUE D'ARRIVER A UN ACCORD SUR UN TEXTE COMMUN. LES DELEGUES ONTEGALEMENT ETE SAISIS DE TROIS NOUVEAUX PROJETS DE RECOMMANDATIONS, PRESENTES PAR;

P7;

LEURS AUTEURS RESPECTIFS. LE PREMIER PROJET, DONT LES COAUTEURS SONT LA NIGERIA, LA RAU ET LA YOUGOSLAVIE, CONCERNE LE REAMENAGEMENT OU LA CONSOLIDATION DE L'ENDETTEMENT EXTERIEUR GLOEAL DE CHACUN DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. LE DEUXIEME, PRESENTE PAR CEYLAN , EST RELATIF A;

P8/49

UNE ETUDE DES INCIDENCES MONETAIRES INTERNATIONALES DES DECISIONS
DE LA CONFERENCE. LE TROISIEME APTUR AUTEUR LE MAROX ET A TRAIT A LA CREATION D'UN FONDS D'EXPANSION EN VUE DE FAVORISER LES EXPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET LEURS IMPORTATIONS DE PRODUITS ESSENTIELS ET D'EQUIPEMENT.

YC322 ZY 577 GENEVA 467 08 1814Z

ONUC

LEOPOLDVILLE

IFCOU674. CHEVALIER DE VANBELLINGHEN. POINTS SAILLANTS
DES TRAVAUX DES COMMISSIONS. 7 MAI APRESMIDI. QUATRIEME
COMMISSION. M. GARDNER (ETATSUNIS) A PRESENTE UNE
PROPOSITION VISANT A LA CREATION, DANS LE CADRE DES NATIONSUNIES,
UNE CONFERENCE COMMERCIALE INTERNATIONALE PERIODIQUE
QUI SE REUNIRAIT TOUS

P2

LES TROIS ANS, ET D'UNE COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL.
LES COAUTEURS DU PROJET SONT LE CANADA, LES ETATSUNIS,
LE JAPON, LES PAYSBAS, LE ROYAUMEUNI ET LA SUEDE.
EN PRESENTANT CE PROJET, M. GARDNER A DECLARE QU'IL
NE S'AGISSAIT PAS D'UNE PROPOSITION OCCIDENTALE,

P3

NI D'UNE PROPOSITION ORIENTALE, NI D'UNE PROPOSITION
D'UN PAYS DEVELOPPE OU EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, MAIS
BIEN D'UNE SYNTHESE VISANT A SERVIR LES INTERETS DE TOUS.
EN RESUME, LE PROJET DE RESOLUTION, COMPORTANT SEPT PAGES,
CREERAIT UNE CONFERENCE PERIODIQUE QUI SERAIT UN CENTRE DE

P4

DISCUSSIONS EN VUE DE L'EXAMEN SUIVI DES PROBLEMS DU
COMMERCE INTERNATIONAL. LA CONFERENCE FERAIT RAPPORT A
L'ASSEMBLEE GENERALE PAR L'INTERMEDIAIRE DU CONSEIL
ECONOMIQUE ET SOCIAL. SA TACHE PRIMORDIALE SERAIT D'ENCOURA-
GER LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL, NOTEMMENT
DANS SES RAPPORTS AVEC LE PROGRES ECONOMIQUE DES PAYS EN

P5

VOIE DE DEVELOPPEMENT. LA NOUVELLE COMMISSION DU COMMERCE

COMPRENDRAIT TRENTEQUATRE MEMBRES ELUS PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, AUQUEL LA C SERAIT RAIPORT. LA COMMISSION ASSURERAIT LA CONTINUITE DU TRAVAIL DE LA CONFERENCE. ELLE SE REUNIRAIT AU MOINS UNE FOIS L'AN. SUR LA BASE DE

P6

RAPPORTS FOURNIS PAR LE GATT, LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL TRANSMETTRAIT AUX PARTIES CONTRACTANTES DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS FONDEES SUR L'EXAMEN DE CES RAPPORTS PAR LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL. M. GARDNER A AJOUTE QUE LES ETATSUNIS NE VOYAIENT PAS LA POSSIBILITE D'ARRIVER, DANS UN AVENIR PREVISIBLE,

P7

A LA RATIFICATIONS D'UNE NOUVELLE ORGANISATION DU COMMERCE PAR LES PRINCIPALES NATIONS COMMERCANTES QUI SERAIENT APPELEES A EN ASSUMER LES PRINCIPALES OBLIGATIONS. IL EXISTE DEJA TROP D'INSTITUTIONS DONT LES ACTIVITES NE SONT PAS CONVENABLEMENT INTEGREES, A-T-IL DECLARE. AU COURS DE LA DISCUSSION QUI A SUIVI, LE

P8

DELEGUE DE L'AUTRICHE A ANNONCE QU'IL SOUTIENDRA LE PROJET, ALORS QUE M.G.PMARVADIEV (URSS), APPUYE PAR LE DELEGUE DE LA TCHECOSLOVAQUIE, S'EST OPPOSE A LA PROPOSITION QUI, A-T-8) DECLARE, LOIN DE CONDUIRE A DES SOLUTIONS RADICALES, N'ABOUTIRAIT S QU' A LA CREATION D'UNE AUTRE

P9

COMMISSION PLACEE SOUS L'AUTORITE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. OR, A AJOUTE L'ORATEUR, LA NECESSITE D'UNE NOUVELLE INSTITUTION POUR LE COMMERCE A ETE CLAIREMENT ENONCEE DANS TOUS LES AUTRES PROJETS DE RESOLUTION SOUMIS A LA QUATRIEME COMMISSION. EN FAIT, A-U-IL ESTIME, LES COAUTEURS DE

P10 / 17

LA NOUVELLE PROPOSITION TENTENT DE REGENERER LE GATT ET LE TRANS-
FORMER EN UN ORGANE DES NATIONSUNIES..

YC364 ZY478 GENEVA 322 36 1922Z;

ONUC LEO;

INFCO 669 CHEVALIER DE APERT . SEANCES 29 AVRIL MATIN APRES-
MIDI . MATIN . CINQUIEME COMMISSION . LA TCHECOSLOVAQUIE A PRE-
SENTE UN PROJET DE REOLSTION CONCERNANT LAPPLICATION DU PRINCIPE
DEGALITE AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE PAYS A SYSTEMES ECONO-
MIQUES ET SOCIAUX DIFFERENTS . SON DELEGUE A SOULIGNE PAR AI-
LEURS ;

P2 ;

LA RELATION QUI EXISTE ENTRE LE COMMERCE EST /OUEST ET LA CAPA-
CITE DES PAYS SOCIALISTES DE DEVELOPPER LEUR COMMERCE AVEC LES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPMENT .

APRESMIDI . TROISIEME COMMISSION . LA COMMISSION ADISCUTE DU
PROBLEME DU VCEDIT FOURNISSEUR ;

P3 ;

ET A EXAMINE TROIS SOLUTIONS PROPOSEES PAR LES DELEGATIONS DE
TURQUIE, DE BELGIQUE ET DESPANGNE . LA COMMISSION AVAIT EXAMINE
AUPARAVANT UNE PROPOSTION DE LA SYRIE RECOMMANDANT LA TRANSFOR-
MATION DU FONDS PECIAL DES NATIONS UNIES EN UN FONDS DE DEVELO-
PPMENT DU CAPITAL , PROPOSITION APPUYEE PAR LA HONGRIE.;

P4 ;

EN CE QUI CONCERNE LE PROBLEME DU CREDIT FOURNISSEUR , LA COMMI-
SSION EST SAISIE DE TROIS PROJETS . LES DELEGUES DE LA GRECE ,
DU MALI, DU LIBERIA , DE LA SYRIE ET DE LA NIGERIA ONT FAIT
REMARQUER QUE LES TROIS PROJETS ETUDIES NE DIFFERAIENT PAS TROP
ET ;

P5 ;

ONT INVITE LEURS AUTEURS A ESSAYER DE TROUVER UN TEXTE DE COM-
PROMIS .

QUATRIEME COMMISSION . LE DELEGUE DE LARGENTINE , AU NOM DE
DIXNEUF PAYS DAMERIQUE LATINE, MA PRESENTE UN NOUVEAU PROJET DE
RECOMMANDATION TENDANT A LA CREATION DUNE ORGANISATION
INTERNAT

ONALE DU COMMERCE DANS LE CADRE DES NATIONSUNIES .;

S1/****P6;

CE NOUVEAU PROJET DE RECOMMANDATION PROPOSE , A TITRE DE TRANSITION DES REUNIONS PERIODIQUES DE LA CONFERENCE DU COMMERCE ET LA CREATION DUN CONSEIL T DUN SECRETARIAT . LE DELEGUE DE CUBA A FAIT REMARQUER QUE SA DELEGATION N'AVAIT PAS ETÉ CONSULTÉE PAR LES AUTRES PAYS DE L'AMÉRIQUE LATINE ;

P7 /22

LE DELEGUE DE LURSS A RAPPELÉ QUE LE PROJET DE RÉSOLUTION DES PAYS SOCIALISTES SUR CETTE QUESTION A ÉTÉ DÉPOSÉ LE PREMIER "

COL 669 29 "

YC172 ZY358 GENEVA 315 29 1548Z ;

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 667. CHEVALIER DE PAX. SEANCES 28 AVRIL MATIN APRES-
MIDI MATIN. PREMIERE COMMISSION. LE REPRESENTANT DE
LEQUATEUR, SOUTENU PAR CEUX DE LA COLOMBIE ET DE URUGUAY,
A PRESENTE UNE SERIE DE PRINCIPES GENERAUX QUI DEVRAIENT
GOUVERNER LE FONCTIONNEMENT DUN ;

P2 ;

SYSTEME DE PAIEMENTS COMPENSATOIRES. DEUXIEME COMMISSION.
AU COURS DE LA DISCUSSION OUVERTE SUR LES MESURES DESTINEES
A OUVRIR PLUS LARGEMENT LES MARCHES DES PAYS DEVELOPPES AUX
EXPORTATIONS DES PRODUITS MANUFACTURES ET SEMIFINIS DES PAYS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, LE DELEGUE DES ETATSUNIS A REAFFIRME
LE POINT DE ;

P3 ;

DUE DE SON GOUVERNEMENT, A SAVOIR QUIL NE CONVIENT DE SECARTER
DU PRINCIPE DE NONDISCRIMINATION DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL
QUAU CAS OU CETTE NECESSITE EST EVIDENTE. LES DELEGUES DE PIELO-
RUSSIE, DE BULGARIE ET DE HONGRIE SE SONT PRONONCES EN FAVEUR
DES ACCORDS DE COMMERCE ;

P4 ;

A LONG TERME QUILS CONSIDERENT COMME DES MOYENS DACCROITRE
LE VOLUME DU COMMERCE ENTRE LES PAYS A ECONOMIE PLANIFIEE
ET LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. TROISIEME COMMISSION.
LA COMMISSION A CONTINUE SA DISCUSSION SUR DEUX PROJETS DE
RESOLUTIONS TENDANT A TRANSFORMER LE FONDS SPECIAL DES ;

05 ;

NATIONS UNIES ET A ETENDRE SES ACTIVITES. LES REPRESENTANTS
DE LAUSTRALIE, DU CANADA ET DES ETATSUNIS ONT EXPRIME LOPINION

QUIL SERAIT PREFERABLE DE RENFORCER LES INSTITUTIONS EXISTANTES,
NOTAMMENT EN ACCROISSANT LES CONTRIBUTIONS AU FONDS SPECIAL,
PLUTOT QUE DE CREER DE NOUVELLES INSTITUTIONS. ;

P6 ;

APRESMIDI. PREMIERE COMMISSION. CETTE COMMISSION A TERMINE
SA DISCUSSION GENERALE SUR LA QUESTION DU FINANCEMENT COMPENSATOIRE.
LE DELEGUE DE LURSS A ESTIME QUIL APPARTENAIT AUX PAYS CAPITALISTES
DEFFECTUER LES VERSEMENTS COMPENSATOIRES, CAR LES FLUCTUA-
TIONS DE PRIX DECOULENT DU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME CATE CAPITALISTE
UVM ET =

P7 ;

LES PLANS COMPENSATOIRES NE SAURAIENT CONCERNER LES PAYS
SOCIALISTES. LE DELEGUE DU ^{JAPON A ANNONCE QUE} ~~JAPON~~ SA DELEGATION
~~NE SOUTIENDRAIT PAS~~ LE PRINCIPE DE PAYEMENTS COMPENSATOIRES.
LE DELEGUE DE CUBA A DECLARE QUE LA NECESSITE DUN ~~EXAMEN~~ TEL SYSTEME
ETAIT GENERALEMENT RECONNUE. LE REPRESENTANT DU DANEMARK A ;

P8 ;

ESTIME QUE LA QUESTIION DEVAIT ETRE EXAMINEE DANS LE CADRE
DE LA LIBERALISATION EN GENERAL. CINQUIEME COMMISSION. LE
DELEGUE DE LALGERIE A PARLE DE LEXPANSION DU COMMERCE ENTRE
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, LE DELEGUE DU GHANA DES
PROBLEMES QUI SE POSENT ENTRE PAYS EN VOIE DE ;

P9 ;

DEVELOPPEMENT ET PAYS A ECONOMIE PLANIFIEE, ET CELUI DE LA
POLOGNE, DU COMMERCE ENTRE LEST ET LOUEST. AU COURS
DE LA DISCUSSION QUI SEST INSTAUREE, LE DELEGUE DES ETATS-
UNIS A REPROCHE AU DELEGUE DE LA POLOGNE DAVOIR INTRO-
DUIT DANS SON INTERVENTION DES ;

P10 ;

ARGUMENTS DE GUERRE FROIDE ET SEST DECLARE SURPRIS DAPPRENDRE
QUE LES ECONOMIES DE MARCHÉ SEFFORCAIENT DE REALISER UN
EQUILIBRE COMMERCIAL AVEC LES PAYS A ECONOMIE PLANIFIEE.
LE DELEGUE DE LA POLOGNE A REPONDU QUIL AVAIT TENTE DEXPLIQUER
QUE LE DESSEIN DE RALENTIR LA CROISSANCE ;

P11/15 ;

ECONOMIQUE DES PAYS SOCIALISTES NE POUVAIT PLUS DESOIRMAIS
JUSTIFIER QUE SOIENT MAINTENUES DES MESURES DISCRIMINATOIRES "

YC338 ZY585 GENEVA 831 01 1636 ;

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 676.

CHEVALIER DE APERT. SEANCES 30 AVRIL MATIN APRESMIDI
MATIN. DEUXIEME COMMISSION. LE DELEGUE DE L'INDE A
PROPOSE UNE SERIE DE RECOMMANDATIONS TENDANT A ACCROITRE
LA PART DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DANS LE COMMERCE

INTERNATIONAL DES PRODUITS MANUFACTURES ET SEMI FINIS. ;

P2 ;

LE DELEGUE DE LA YOUGOSLAVIE A ENUMERE LES OBJECTIFS QUE DOIVENT
VISER LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT EN MATIERE DE TARIFS
PREFERENTIELS. LE DELEGUE DE LA COLOMBIE A EXPOSE LES RAISONS
POUR LESQUELLES LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ONT BESOIN
D'UN REGIME PREFERENTIEL. LE DELEGUE ;

P3 ;

DE LA MALAISIE A DEMANDE QUE L'ON TIENNE COMPTE DES DIFFI-
CULTES SPECIALES QU'EPROUVENT CERTAINS PAYS EN VOIE DE
DEVELOPPEMENT A MARCHÉ DOMESTIQUE ET A BASE INDUSTRIELLE
ETROITS SEMI COLON IL KONVIENDRAIT DE VEILLER A CE QUE CES
PAYS DISPOSENT D'AUTANT D'AVANTAGES QUE LES PLUS AVANCES
DES ;

P4 ;

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. PARA CINQUIEME COMMISSION.
FRACKET EXPANSION DU COMMERCE INTERNATIONAL ET INCIDENCES
DES GROUPEMENTS ECONOMIQUES REGIONAUX FRACKET PARA LA
COMMISSION A EXAMINE CING NOUVEAUX PROJETS DE PROPOSITIONS
AYANT TRAIT AU CHAPITRE 10 DE L'ORDRE DU JOUR COLON
EXPANSION DU COMMERCE INTERNATIONAL ET SON IMPORTANCE ;

P5 ;

POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. PARA LE DELEGUE DE LA
COLOMBIE A PRESENTE UN PROJET DONT LES CONCLUSIONS SONT
RELATIVES AU COMMERCE INTERNATIONAL DANS SES RAPPORTS AVEC
LES INSTITUTIONS, LES POLITIQUES ET LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT NATIONAL. CE PROJET A POUR COAUTEURS
75 PAYS D'AFRIQUE, ;

75 PAYS D'AFRIQUE, ;

P6 ;

D'ASIE, D'AMERIQUE LATINE, AINSI QUE LA YOUGOSLAVIE
PRACKET E/CONF.46/C.5/L.18 PRACKET. SES CONCLUSIONS
FONT ETAT DU FAIT QUE LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ONT,

~~DEPUIS QUELQUES ANNEES, EU RECOURS DE PLUS EN PLUS A LA~~
PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE. PARA LE DEUXIEME PROJET ;

P7 ;

PRACKET E/CONF.46/C.5/L.19 PRACKET PRESENTE PAR LE
CONGO PRACKET LEOPOLDVILLE PRACKET, LA HONGRIEN LE
MEXIQUE ET LA ROUMANIE TRAITE DE L'IMPORTANCE DES ACCORDS
COMMERCIAUX A LONG TERME ET RECOMMANDE QUE LA PRATIQUE
EN SOIT REPANDUE LE PLUS POSSIBLE. L'URSS A PROPOSE DES
AMENDEMENTS AU PROJET DE ;

P8 ;

CONCLUSIONS ELABORE PAR 75 PAYS SUR LE POINT COLON ETUDE DES
TENDANCES DU COMMERCE MONDIAL ET DE DES PERSPECTIVES PRACKETDCE/CONF.46
DE RECOMMANDATION A ETE PROPOSE PAR L'ESPAGNE PRACKET
E/CONF.46/C.5/L.22 PRACKET. IL RECOMMANDE LA
CREATION D'UN CENTRE DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ;

P9 .

QUI, EN COOPERATION AVEC LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,
AIDERAIT LES PAYS DANS LA PREPARATION DE LEURS PLANS ET LEUR
FOURNIRAIT TOUTES LES INFORMATION NECESSAIRES SUR LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT. PARA APRES MIDI. PREMIERE
COMMISSION PRACKET PROBLEMES INTERNATIONAUX DES PRODUITS
DE BASE PRACKET PARA LES ;

P10 ;

ORATEURS ONT SOULIGNE L'IMPORTANCE DU ROLE QUE LES ACCORDS
INTERNATIONAUX SUR LES PRODUITS DE BASE JOUENT DANS LE
DOMAINE DE LA STABILISATION DES MARCHES. DES DELEGUES ONT
INSISTE POUR QUE CERTAINS ACCORDS DEVIENNENT DES INSTRUMENTS
PLUS DYNAMIQUES DE CROISSANCE ECONOMIQUES. PARA LES
REPRESENTANTS DE LA JAMAIQUE, ;

P11 ;

DE LA COLOMBIE ET DE LA BIRMANIE ONT CRITIQUE LE PLAN FRANCAIS
D'ORGANISATION DES MARCHES POUR LE MOTIF QUE, SELON
CE PLAN, L'ORGANISATION PRECEDERAIT LA STABILISATION,
~~ET A CAUSE DES TRAITEMENTS PREFERENTIELS ET DU PROTECTION-~~

NISME AGRICOLE PRATIQUES PAR LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPE-
ENNE. PARA LE ;

P12 ;

REPRESENTANT DU LIEN A FAIT L'ELOGE DU PLAN FRANCAIS
EN RAISON DE SON CARACTERE GLOFAL. PARA TROISIEME COMMISSION

P12 ;

REPRESENTANT DU LIBAN A FAIT L'ELOGE DU PLAN FRANCAIS
EN RAISON DE SON CARACTERE GLOIAL. PARA TROISIEME COMMISSION
TRACTET COMMERCE INVISIBLE ET FINANCEMENT DE L'EXPANSION
DU COMMERCE INTERNATIONAL TRACKET PARA CETTE COMMISSION
A ETUDIE UNE PROPOSITION DU SENEGAL VISANT A LA CREATION
D'UN QUOTE FONDS DE ;

P13 ;

CONFIRMATION UNQUOTE. PARA SELON UNE PROPOSITION INDONE-
SIENNE TRACKET E/CONF.46/C.3/L.16 TRACKETN LA
CONFERENCE RECOMMANDERAIT QUE LES PAYS DEVELOPPES ET LES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT CONCLUENT DES ACCORDS AYANT
POUR OBJET DE METTRE SUR PIED DES UNITES DE PRODUCTION QUI
SERAIENT LA PROPRIETE EXCLUSIVE DES PAYS EN VOIE DE ;

P14 ;

DEVELOPPEMENT SUR LE TERRITOIRE DESQUELS ELLES SERAIENT
CONSTRUITES. LE CO-CONTRACTANT ETRANGER SERAIT
REMUNERE POUR SON ASSISTANCE FINANCIERE ET SA COOPERATION
TECHNIQUE AU MOYEN DE MARCHANDISES PRODUITES PAR CES UNITES
DE PRODUCTION. PARA QUATRIEME COMMISSION TRACKET DISPOSITIONS
INSTITUTIONELLES TRACKET PARA SELON LE REPRESENTANT DU
CANADA, LA CREATION ;

P15 ;

D'UNE NOUVELLE ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE
PRESENTERAIT DES DIFFICULTES INSURMONTABLES. DE FUTURES
CONFERENCES SUR LE COMMERCE DEVRAIENT PASSER EN REVUE, LES
PROGRES ACCOMPLIS DANS LE DOMAINE DES ECHANGES. UN COMITE
PERMANENT SERAIT ETABLI, QUI FERAIT DES RECOMMANDATIONS
AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL - OU A ;

P16 ;

~~LA CONFERENCE ELLE MEME. LA COMPOSITION DU BUREAU DE LA~~
CONFERENCE ACTUELLE POURRAIT SERVIR DE BASE POUR LA CONSTITU-
TION DU NOUVEAU COMITE PERMANENT. IL Y AURAIT LIEU D'
ETABLIR DES LIENS ENTRE LES COMMISSIONS OU ORGANISMES EXISTANTS
ET LE NOUVEAU COMITE, AUQUEL LE GATT SERAIT INVITE A ;

P17/31 ;

FAIRE RAPPORT DE TEMPS A AUTRE. UN DIRECTEUR GENERAL
PERMANENT DIRIGERAIT LA SECTION DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES
ECONOMIQUES ET SOCIALES QUI, AU SECRETARIAT, ASSISTERAIT
LE COMITE PERMANENT. ENDALL "

YC173 ZY359 GENEVA 113 29 1544Z ;

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFO 668. CHEVALIER DE PACE. REVUE PRESSE SUISSE.

LA GAZETTE DE LAUSANNE DU 29 AVRIL, SOUS LE TITRE QUOTE
LE PANIER DE CRAPES DE LAFRIQUE UNQUOTE, PUBLIE UNE LETTRE
DE M. NGUVULU, MINISTRE CONGOLAIS DU TRAVAIL ET DE LA
PREVOYANCE SOCIALE. ;

F2 ;

A M. JOHNSON, MINISTRE FEDERAL DE LA REPUBLIQUE DE LA
NIGERIA. CE DOCUMENT EMPRUNTE A LA REVUE QUOTE PROBLEMES
AFRICAINS UNQUOTE EST RESUME PAR LA GAZETTE DE LAUSANNE
DANS LE SOUSTITRE SUIVANT QUOTE SI LES POUVOIRS PUBLICS,
LES CAPITALISTES, LES PAYSANS ET LES OUVRIERS NARRIVENT ;
P3/13 ;

PAS A SE METTRE DACCORD, NOUS NEN SORTIRONS JAMAIS UNQUOTE "

COL 668 29 "

ONUC

LEOPOLDVILLE

ACTION

MILITARY

INFCO 664. CHEVALIER DE APERT. SEANCES 24 AVRIL MATIN
APRES-MIDI. MATIN. PREMIERE COMMISSION. LE DELEGUE
DU COSTARICA, APPUYE PAR CELUI DU CHILI. A ESTIME QUE LES
ACCORDS INTERNATIONAUX SUR LES PRODUITS DE BASE DEVRAIENT
PERMETTRE UNE AUGMENTATION DES SALAIRES PAYES DANS

P2

LE SECTEUR AGRICOLE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.
LE REPRESENTANT DE L'INDONESIE A PARTAGE L'OPINION DE LA
FRANCE SELON LAQUELLE LE COMMERCE INTERNATIONAL NE PEUT ETRE
LIBRE COMPLETEMENT AU LIBRE JEU DES FORCES DE MARCHE. LA
DELEGATION DE LA PAU A MARQUE SON ACCORD SUR

P3

LA PLUPART DES VUES EXPRIMEES PAR LA FRANCE. SELON LE
REPRESENTANT DE LA NOUVELLE ZELANDE, SI LE LIBRE ACCES ET
DES CONDITIONS COMMERCIALES FAVORABLES ETAIENT ASSURES, ON
POURRAIT ARRIVER A DES NIVEAUX SATISFAISANTS POUR LES PRIX DES
PRODUITS DE BASE.

DEUXIEME COMMISSION. LES DELEGUES DU BRESIL

P4

DE L'INDE, DE LA JAMAIQUE, DU LIBERIA ET DE LA NIGERIA
ONT EXPRIME LA DECEPTION QUE LEUR A CAUSEE LE PLAN BRASSEUR
(BELGIQUE). LE DELEGUE DE L'Australie A DECLARE QUE SA
DELEGATION ESTIME QUE LES SYSTEMES PREFERENTIELS PEUVENT
FAVORISER L'EXPANSION DES EXPORTATIONS DES

P5

PRODUITS MANUFACTURES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.
LE DELEGUE DE L'ITALIE A DECLARE QU'IL PARTAGEAIT LES VUES
DU DELEGUE DE LA BELGIQUE SUR LES AVANTAGES D'UN SYSTEME
PREFERENTIEL SELECTIF. LE REPRESENTANT DE LA CIGL A RAPPELE
QUE LES CONSEQUENCES DE NOUVEAUX AJUSTEMENTS DES STRUCTURES

P6

ECONOMIQUES SUR LES INDUSTRIES ET SUR LES TRAVAILLEURS DOIVENT
ETRE PREVUES, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LE REEMPLOI
DES TRAVAILLEURS ET LES COMPENSATIONS QUE CELA IMPLIQUE.
CINQUIEME COMMISSION. L'IRAN A PRESENTE UN PROJET INVITANT
LE DIRECTEUR GENERAL DE L'UNESCO A ENTREPRENDRE UNE ETUDE
FAISANT RESSORTIR

P1

LES RAPPORTS DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE L'ED CATION
ET LES PRESENTANT COMME UN FACTEUR D'ACCELERATION DU DEVELOP-
PEMENT ECONOMIQUE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
APRESMIDI. PREMIERE COMMISSION. LA COMMISSION A REPRIS
LA DISCUSSION SUR L'ABOLITION DES OBSTACLES AU COMMERCE
INTERNATIONAL ET L'ORGANISATION DES MARCHES.

P8

LE DELEGU

P7

LES RAPPORTS DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE L'EDUCATION
ET LES PRESENTANT COMME UN FACTEUR D'ACCELERATION DU DEVELOP-
PEMENT ECONOMIQUE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
APRESMIDI. PREMIERE COMMISSION. LA COMMISSION A REPRIS
LA DISCUSSION SUR L'ABOLITION DES OBSTACLES AU COMMERCE
INTERNATIONAL ET L'ORGANISATION DES MARCHES.

P8

LE DELEGUE DE L'ALGERIE A MARQUE SON ACCORD AVEC LA THESE
FRANCAISE, SELON LAQUELLE LE LIBERALISME NE PEUT CONTRIBUER
EFFICACEMENT AU PROGRES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT,
ET S'EST DECLARE EN FAVEUR DE L'ABOLITION DES TARIFS
DOUANIERS, DES MESURES DISCRIMINATOIRES D'ORIGINE POLITIQUE

P9

ET DES SUBVENTIONS.

TOISIEME COMMISSION. UN PROJET DE RECOMMANDATION QUI RENVOIE
POUR ETUDE A LA BANQUE MONDIALE LA PROPOSITION D'ISRAEL
RELATIVE AU FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, A

ETE ADOPTE PAR 39 VOIX CONTRE UNE (RAU) AT 17

ABSTENCTIONS. LA COMMISSION A CONTINUE LA DISCUSSION

P10

DE LA PROPOSITION DE LA TUNISIE VISANT A LA CREATION D'UN
FONDS D'ASSURANCE-CREDIT MULTILATERALE ET DE D'AUX
PROPOSITIONS VISANT A LA TRANSFORMATION DU FONDS SPECIAL
DES NATIONS UNIES, L'UNE PRESENTEE PAR LES DELEGATIONS D
DANEMARK, DE LA FINLANDE, DE L'ISLANDE, DES PAYS BAS

P11

ET DE LA NORVEGE, ET L'AUTRE PAR LA SYRIE.

ET DE LA NORVEGE, ET L'AUTRE PAR LA SYRIE.

QUATRIEME COMMISSION. LE REPRESENTANT DU GHANA A PRESENTE,
AU NOM DE LA BIRMANIE, DU GHANA, DE L'INDONESIE, DE
LA NIGERIA ET DE LA SYRIE, DES PROPOSITIONS QUI, A-T-IL
DECLARE

P12/48

CONSTITUENT UN PROJET DE COMPROMIS INCORPORANT LES MESURES
MINIMA QUE LA CONFERENCE DEVRAIT ADOPTER. CES PROPOSITIONS
PREVOIENT QU'UNE CONFERENCE, SEMBLABLE A CELLE ACTUELLEMENT
REUNIE, SERAIT CONVOQUEE TOUTS LES TROIS ANS. LE GATT DEVRAIT
ETRE AMENDE ET DEVENIR LA COMMISSION SUR LES TARIFS DOUANIERS.

COL 664 24 5917

RERAN P7 (

| | |
|----------|----------|
| RECEIVED | ACTION |
| CIVILIAN | MILITARY |
| 1947 | 11:32 |

YC51 ZY 92 GENEVA 63 27 1925Z

ONUC

LEOPOLDVILLE

INFCO 665. CHEVALIER DE APERT. REVUE PRESS SUISSE.

LA TRIBUNE DE GENEVE DES 25/26 AVRIL RAPPORTE QU'AU COURS D'UNE CONFERENCE, M. KNECHT, ANCIEN CHEF DE LA POLICE DE GENEVE, A DECLARE QUE LES NOIRS DU CONGO SONT SANS HAINE POUR LES

P2/13

BLANCS ET QU'IL FAUDRA CINQUANTE ANS AVANT QU'ILS ARRIVENT
A MAITRISE LEURS PROBLEMES.

COL 665 23/26

9.....VV

C/ 3B
YC97 ZY 201 GENEVA 731 28 1801Z

ONUC

LEOPOLDVILLE

INGCA 666

CHEVALIER DE PACK. SEANCES 27 AVRIL MATIN APRESMIDI
MATIN. PREMIERE COMMISSION. LES REPRESENTANTS DE L'-
ARGENTINE, DE CEYLAN, DE L'INDE, DU MAROC ET DE LA
YUGOSLAVIE ONT EXPRIME LEUR APPUI POUR UN SYSTEME INTERNATIONAL
DE FINANCEMENT COMPENSATOIRE. LE

P2

DELEGUE DES ETATSUNIS A ESTIME QUE LA QUESTION NE DEVAIT PAS
ETRE ETUDIEE ISOLEMENT, MAIS DANS LE CADRE DU FINANCEMENT
DU DEVELOPPEMENT EN GENERAL. M. SYDNEY DELL, DU SECRE-
TARIAT DE LA CONFERENCE, A RAPPELE QUE LE FONDS MONETAIRE
INTERNATIONAL ETAIT PRET A ACCROITRE SON AIDE

P3

AUX PAYS QUI, SANS QUE CELA NE LEUR SOIT IMPUTABLE, SONT
AFFECTES PAR DES FAISSES A COURT TERME DE LEURS RECETTES
D'EXPORTATION.

DEUXIEME COMMISSION. LA COMMISSION A ENTENDU DIFFERENTES
PROPOSITIONS VISANT A ELARGIR LES DEBOUCHES QUE PRESENTENT
LES PAYS INDUSTRIALISES - QU'IL S'AGISSE

P4

DE PAYS A ECONOMIE DE MARCHE OU DE PAYS A PLANIFICATION ECONOMIQUE
CENTRALE- POUR LES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES
ET SEMIFINIS EN PROVENANCE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.
EN CE QUI CONCERNE LES PAYS A ECONOMIE DE MARCHE, M.
KEISUKE ARITA(JAPON) A PRESENTE

P5

UN SYSTEME PREFERENTIEL TEMPORAIRE, BASE SUR UNE SELECTION
PRODUIT PAR PRODUIT, QUI DEVRAIT ETRE ACCEPTE PAR TOUS LES
PAYS DEVELOPPES ET DEVRAIT S'APPLIQUER A TOUS LES PAYS EN
VOIE DE DEVELOPPEMENT SANS DISCRIMINATION. DE SON COTE M.
K.G. TRETZAKOV (URSS) A DECRIT UN

P6

PROGRAMME VISANT A AUGMENTER LES ACHATS, PAR LES PAYS A
PLANIFICATION ECONOMIQUE CENTRALE, DE BIENS MANUFACTURES
ET SEMIFINIS EN PROVENANCE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.
TROISIEME COMMISSION. LA COMMISSION A MIS EN DISCUSSION UNE
PROPOSITION PRESENTEE PAR LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'-
ISLANDE.

P7

TRANSFORMATION DU FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES. UN ECHANGE DE VUES A SUIVI AU SUJET DU PROBLEME DE LA BALANCE DES CREDITS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT AVEC LES PAYS SOCIALISTES. A L'OUVERTURE DE LA SEANCE,

P8

LE DELEGUE DE CUBA A CONDAMNE L'"AGRESSION ECONOMIQUE DES ETATSUNIS CONTRE CUBA", AGRESSION QUI, SELON LUI, EST EN CONTRADICTION AVEC LA CHARTE DES NATIONSUNIES ET L'ESPRIT DE LA CONFERENCE. LA COMMISSION A ENTENDU LE DELEGUE DE LA BIELORUSSIE SOUTENIR UNE PROPOSITION TENDANT A

P9

LA CONSTITUTION D'UN FONDS DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL SOUS L'EGITE DES NATIONSUNIES, FONDS QUI SERAIT DESTINE A ELIMINER LES DERNIERS VESTIGES DU COLONIALISME ET QUI PERMETTRAIT DE RENDRE DISPONIBLE DES CREDITS A UN TAUX D'INTERET NE DEPASSANT PAS TROIS POURCENT, AINSI QUE L'A SUGGERE

P10

LA DELEGATION DE L'UNION SOVIETIQUE. LA RECOMMANDATION DES SEPT PAYS CONCERNANT LA CREATION D'UN FONDS POURRAIT ETRE CONCILIEE AVEC LA RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE A CE SUJET. LE DELEGUE DU LIBAN A ESTIME QUE LA MEILLEURE SOLUTION CONSISTE A TRANSFORMER LE FONDS SPECIAL DES NATIONSUNIES

P11

EN UN FONDS DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL. APRES-MIDI. PREMIERE COMMISSION. LES DELEGUES DE L'- AFGHANISTAN, DE LA BIRMANIE, DU CHILE, DE LA JAMAIQUE, DE LA MAURITANIE, DU MEXIQUE ET DE LA TURQUIE ONT APPORTE LEUR APPUI AU PROJET TENDANT A CREER UN

P12

SYSTEME DE COMPENSATION FINANCIERE.

TROISIEME COMMISSION. LE GROUPE DE TRAVAIL DES TRANSPORTS

MARITIMES A ELU SON PIREU. CE GROUPE EXAMINERA SPECIALEMENT LES POINTS SUIVANTS:

A) COUTS DES TRANSPORTS; EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES TAUX DE FRETS.

B) FONCTIONNEMENT DES SYSTEMES D'ENTENTES

P13

DES COMPANIES TRANSATLANTIQUES.

C) LES SYSTEMES PREFERENTIELS ET DISCRIMINATOIRES DANS LES TRANSPORTS MARITIMES.

D) FLOTTES NATIONALES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

DES TAUX DE FRETS.

E) FONCTIONNEMENT DES SYSTEMES D'ENTENTES

P13

DES COMPANIES TRANSATLANTIQUES.

C) LES SYSTEMES PREFERENTIELS ET DISCRIMINATOIRES DANS LES
TRANSPORTS MARITIMES.

D) FLOTTES NATIONALES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

CINQUIEME COMMISSION. SOUSCOMMISSION DES PAYS SANS LITTORAL.

CETTE SOUSCOMMISSION EST

P14

CHARGEE D'ELABORER UNE CONVENTION INTERNATIONALE AFIN D'-
ASSURER LA LIBERTE DE TRANSIT DES PAYS SANS LITTORAL ET
DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS A CET EFFET A LA CINQUIEME
COMMISSION. UN PROJET DE RESOLUTION DE LA BOLIVIE ET DU
PARAGUAY SUGGERE QU'UN NOUVEL ACCORD INTERNATIONAL SUR
LES DROITS DES

P15/31

PAYS SANS LITTORAL SOIT NEGOCIE SOUS LES AUSPICES DES NATIONSUNIES
ET QU'UN COMITE SPECIAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-
UNIES ETUDU D'URGENCE LES BESOINS PARTICULIERS DES PAYS
SANS LITTORAL.

COL 666 27

| ACTION | |
|----------|----------|
| CIVILIAN | MILITARY |
| DP1 | |

YC199 ZY392 G E N E V A 383 22 1828Z

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 658 CHEVALIER CDE APERT. SEANCES 21 AVRIL MATIN

APRESMIDI, MATIN. PREMIERE COMMISSION. LE REPRESENTANT DU

LIBERIA, S'EXPRIMANT AU SUJET DU PROGRAMME PRESENTE PAR 39

PAYS ET CONCERNANT L'ELIMINATION DES OBSTACLES AU COMMERCE

INTERNATIONAL ET L'ABOLITION DES PRATIQUES DISCRIMINATOIRES,

P2

A PROPOSE QUE LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT REGULARISENT
LEURS EXPORTATIONS. LE DELEGUE DES ETATSUNIS A DEMENTI
CATEGORIQUEMENT LES RAPPORTS DE PRESSE SELON LESQUELS SON PAYS
AURAIT RECENTEMENT ENVISAGE DES MESURES PREFERENTIELLES EN FAVEUR
DES PAYS D'AMERIQUE LATINE. LES ETATSUNIS, A-T-IL
AJOUTE, NE CROIENT

P3

PAS QU'UN SYSTEME DE PREFERENCES LIANT CERTAINS GROUPES
DE PAYS INDUSTRIALISES ET CERTAINS GROUPES DE PAYS EN VOIE DE
DEVELOPPEMENT, SOIT DANS L'INTERET DES UNS OU DES AUTRES.
DEUXIEME COMMISSION. M. J.R.D. GILDEA (ROYAUMEUNI)
A PRECONISE DES MESURES

P4

RELATIVES A L'ELIMINATION DES BARRIERES COMMERCIALES. IL
S'AGIT DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES AUX IMPORTATIONS, DES
TARIFS ET DES PREFERENCES. AU SUJET D'UN SYSTEME PREFERENTIEL,
IL A ESTIME QUE L'IDEE AVAIT DE LA VALEUR DANS LA MESURE OU
IL S'AGIRAIT DE REDUIRE LE PLUS

P5

VITE POSSIBLE LA PROTECTION DES INDUSTRIES DOMESTIQUES A
L'EGARD DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, ET NON SI L'
ON VOULAIT ETABLIR ET ESSAYER DE MAINTENIR DES MARGES PREFEREN-
TIELLES CONTRE LES PAYS AVANCES. CINQUIEME COMMISSION. LA
COMMISSION A DECIDE DE CREER UN GROUPE DE TRAVAIL DONT

P6

LE DELEGUE NIGEROIS A PROPOSE QUE LE MANDAT SOIT AINSI DEFINI;
"ELABORER UN PROJET
DE DOCUMENT SUR LES PRINCIPES REGISSANT LES RELATIONS
COMMERCIALES INTERNATIONALES ET LES POLITIQUES COMMERCIALES
DE NATURE A CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT." LES DELEGATIONS DE
L'AUSTRALIE, DE LA FRANCE ET DE LA

P7

GRECE ONT EMIS L'AVIS QUE LA COMMISSION DEVRAIT D'ABORD
ENGAGER UN DEBAT GENERAL PORTANT SUR ES PRINCIPES ET DECIDER
ENSUITE DE LA COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL. APRES-MIDI.
PREMIERE COMMISSION. LE DELEGUE DU MAROC A RECOMMANDE A LA
COMMISSION, QUI POURSUIT L'EXAMEN DU

P8

POINT E) DU CHAPITRE ONZE DE L'ORDRE DU JOUR: "MESURES
EN VUE D'ELIMINER LES ENTRAVES AU COMMERCE INTERNATIONAL,"
QUE L'ON FIXE, DANS LES PAYS INDUSTRIALISES, UN TONNAGE
GLOBAL DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS PRIMAIRES EN PROVENANCE
DES PAYS EN VOIE DE

P9

DEVELOPPEMENT. LE DELEGUE DU LIBAN A DEMANDE QU'UNE PROPORTION
A FIXER, DE CES PRODUITS, SOIT IMPORTEE EN FRANCHISE DE TOUTS
DROITS DE DOUANE PAR LES PAYS INDUSTRIALISES. LE DELEGUE DE
LA SYRIE A DEMANDE NOTAMMENT QUE LES PAYS A ECONOMIE PLANIFIEE
ACROISSENT LEURS IMPORTATIONS EN

P10

PROVENANCE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. LA COMMISSION
A PROCÉDÉ À UNE DISCUSSION DU POINT D) DU MEME CHAPITRE : " MESURES
DE STABILISATION DES MARCHES DE PRODUITS PRIMAIRES À DES PRIX
ÉQUITABLES ET REMUNÉRATEURS, Y COMPRIS LES ACCORDS RELATIFS
AUX PRODUITS DE BASE." TROISIEME

P11

COMMISSION. LA COMMISSION A EXAMINE DEUX PROJETS DE RESOLUTIONS, D'UNE PART CELUI PRESENTE PAR LA RAU SUR

L'ELEVATION DU TAUX DE CROISSANCE DE LA DECENNIE DES NATIONS UNIES, ET D'AUTRE PART CELUI PRESENTE CONJOINTEMENT PAR QUATRE PAYS AFRICAINS, QUATRE PAYS ASIATIQUES ET QUATRE PAYS

P12

LATINOAMERICAINS; D'APRES CE DERNIER PROJET, LES RESSOURCES DE CHANGE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SERAIENT AUGMENTEES D'AU MOINS UN POURCENT DU REVENU ANNUEL NATIONAL, GRACE A UNE CONTRIBUTION DES PAYS INDUSTRIALISES. LES DELEGUES DE EDE LA F

P12

LATINOAMERICAINS; D'APRES CE DERNIER PROJET, LES RESSOURCES DE CHANGE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SERAIENT AUGMENTEES D'AU MOINS UN POURCENT DU REVENU ANNUEL NATIONAL, GRACE A UNE CONTRIBUTION DES PAYS INDUSTRIALISES. LES DELEGUES DE MTDE LA FRAU NNEIN , DE L'ITALIE,

P13

DU JAPON, DES PAYS BAS ET DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, TOUT EN SE DECLARANT PARTISANS DE L'AUGMENTATION LA PLUS GRANDE POSSIBLE DU TAUX DE CROISSANCE, INDICQUERENT TOUS QU' UN DES MOYENS SERAIT QUE LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT FASSENT DE PLUS GRANDS EFFORTS QUI

P14

DEVRAIENT ALLER DE PAIR AVEC UN MEILLEUR AMENAGEMENT DES RESSOURCES DISPONIBLES. L'OBJECTIF DU TAUX DE CROISSANCE, ONT-ILS SOULIGNE, DOIT ETRE FIXE PAYS PAR PAYS, PLUTOT QUE SUR UNE BASE D'ENSEMBLE. LES DEUX PROJETS DE RESOLUTION

ONT ETE APUYES PAR LES DELEGUES DES PAYS

P15

SUIVANTS: CAMEROUN, CUBA, MALI, MAROC, ROUMANIE, SENEGAL, TANGANYIKA ET TURQUIE. QUATRIEME COMMISSION. LE

P15
SUIVANTS: CAMEROUN, CUBA, MALI, MAROC, ROUMANIE,
SENEGAL, TANGANYIKA ET TURQUIE. QUATRIEME COMMISSION. LE
DELEGUE DE LA REPUELIQUE FEDERALE DE L'ALLEMAGNE S'EST
FELICITE DE CONSTATER QUE L'ON SE DISPOSE A REVISER LE GATT DE
MANIERE A REpondre AUX VOEUX

P16

LEGITIMES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. SA DELEGATION
N'ESTIME PAS NECESSAIRE DE CREER UNE NOUVELLE ORGANISATION DU
COMMERCE MONDIAL. EN CE QUI CONCERNE LE COMMERCE DES PAYS
INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE, IL A DECLARE QU'UN
TRAVAIL UTILE AVAIT DEJA ETE ACCOMPLI DANS LE CADRE

P17

DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE, ET IL A SOUHAITE
QUE CE TRAVAIL SE POURSUIVE. IL A AJOUTE QUE, TOUTEFOIS,
LE COMMERCE DES PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE PLANIFIEE POURRIAT
AUSSI ENTRER DANS LE CADRE D'UN FUTUR COMITE PERMANENT DU
COMMERCE, COMME L'A

P18/33

SUGERE M. RAUL PREISCH. SON GOUVERNEMENT ACCEPTE LES
PROPOSITIONS EN FAVEUR DE CONFERENCES PERIODIQUES DU COMMERCE
SOUS L'EGIDE DES NATIONSUNIES ET D'UNE COMMISSION
PERMANENTE ASSISTEE D'UN SECRETARIAT INDEPENDANT "

| ACTION | |
|----------|----------|
| CIVILIAN | MILITARY |
| 21 | |

YC410 ZY665 GENEVA 24 173 107 24 1735Z ;

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 663 CHEVALIER DE APERT. REVUE PRESSE SUISSE. LE
CORRESPONDANT A LONDRES DU JOURNAL DE GENEVE DU 24 AVRIL NOTE
QUE M. TSCHOMBE A ETE ACCUEILLI A LONDRES COMME UN PERSONNAGE
IMPORTANT. IL A DECLARE QU'IL NE RETOURNERAIT PAS AU CONGO
TANT QUE LE GOUVERNEMENT ;

P2 ;

ADOULA NAURAIT PAS DONNE EFFET AU PLAN D'U THANT QUI RECOMMANDE
UNE CONSTITUTION FEDERALE ET UNE AMNISTIE GENERALE. SELON CET
ARTICLE, M. TSCHOMBE ENTRETIENDRAIT DES TROUPES EN VUE
D'INTERVENIR APRES LE DEPART DE LONUC. L'AUTEUR CITE LES OPINIONS
DE DIVERS JOURNAUX ANGLAIS QUANT AUX CHANCES DE M. ;

P3/7 ;

TSCHOMBE ET A CELLES DE M. ADOULA "

COL 663 24 D'U THANT "

YC411 ZY666 GENEVA 537 24 1735Z ;

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 662 CHEVALIER DE APERT. SEANCES 23 AVRIL MATIN
APRESMIDI. MATIN. TROISIEME COMMISSION. LES MEMBRES DE
LA COMMISSION SONT CONVENUS DE DEMANDER A LA BANQUE INTERNATIONALE
POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT DE FAIRE CONNAITRE
LE DELAI DANS LEQUEL IL LUI SERAIT POSSIBLE D'ACHEVER ;

P2 ;

UNE ETUDE SUR LA PROPOSITION ISRAELIENNE CONCERNANT LA MISE EN
OEUVRE D'UN PLAN DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT. LA COMMISSION
A EGALEMENT POURSUIVI SON ETUDE D'UNE PROPOSITION DEMANDANT QUE

SOIT ETABLI UN FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES CHARGE DE
FINANCER DES PLANS DE DEVELOPPEMENT NATIONAUX ET REGIONAUX,
PARTICULIEREMENT DANS ;

P3 ;

LES PAYS SE TROUVANT AU DEBUT DU PROCESSUS DU DEVELOPPEMENT,
LES RESSOURCES DU FONDS PROVIENDRAIENT DE
CONTRIBUTIONS ANNUELLES VOLONTAIRES, AINSI QUE D'UNE PARTIE DES
ECONOMIES RESULTANT DU DESARMEMENT. CETTE PROPOSITION A RECU
L'APPUI DES REPRESENTANTS DE L'ETHIOPIE, DU NEPAL, DE LA ROUMANIE
ET DE L'URSS. ;

P4 ;

CINQUIEME COMMISSION. LA SOUSCOMMISSION DES PAYS SANS LITTORAL
CREEE LE 31 MARS PAR LA CINQUIEME COMMISSION, A TENU SA
PREMIERE REUNION PUBLIQUE, FAISANT SUITE A CING REUNIONS
PRIVEES. SELON SON MANDAT, CETTE SOUSCOMMISSION EST CHARGEE
DE ELABORER UNE CONVENTION INTERNATIONALE AFIN D'ASSURER LA LIBERTE
DE ;

P5 ;

TRANSIT DU COMMERCE DES PAYS SANS LITTORAL ET DE SOUMETTRE
DES RECOMMANDATIONS DANS CE SENS A LA COMMISSION. LA SOUSCOMMISSION
EST COMPOSEE DE 40 PAYS. LORS DE SA PREMIERE SEANCE,
ELLE A ELU M. ABDUL HAKIM TAJIKI (AFGHANISTAN) PRESIDENT,
M. GUIDO BRUNNER (REPUBLIQUE FEDERALE) ;

ELLE A ELU M. ABDUL HAKOM TAJIKI (AFGHANISTAN) PRESIDENT,

M. GUIDO BRUNNER (REPUBLIQUE FEDERALE ;

P6 ;

DALLEMAGNE) VICE-PRESIDENT ET M. YAYADIAKITE (MALI)

RAPPORTEUR. PARMI LES PAYS SANS LITTORAL QUI ONT PARLE EN
FAVEUR DE LA CONVENTION, SE TROUVAIENT L'AFGHANISTAN, LA
BOLIVIE, LE MALI, LA MONGOLIE, LE NEPAL, LE PEROU,
LA SUISSE ET LA TCHECOSLOVAQUIE. PARA APRESMIDI. ;

P7 ;

PREMIERE COMMISSION. APRES AVOIR ENTENDU LE DELEGUE DU PAKISTAN
COMMENTER FAVORABLEMENT LE PLAN FRANCAIS D'ORGANISATION DES MARCHES,
LA COMMISSION A REPRIS A L'EXAMEN LA QUESTION DES OBSTACLES AU

COMMERCE INTERNATIONAL. UN CERTAIN NOMBRE DE PRECISIONS ONT
ETE DEMANDEES AUX AUTEURS DU PROGRAMME PROPOSE PAR 39 NATIONS
ET CERTAINES ;

P8 ;

MODIFICATIONS ONT ETE SUGGEREES. PARA LA COMPOSITION DU
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PRODUITS SYNTHETIQUES ET LES PRODUITS
DE SUBSTITUTION A ETE APPROUVEE. IL COMPREND LES TREIZE MEMBRES
SUIVANTS : CEYLAN, CHILI, ETATS-UNIS, INDONESIE,
LIBERIA, MALAISIE, MEXIQUE, OUGANDA, PAYS-BAS V

P9 ;

PHILIPPINES, SUEDE ET URSS. PARA TROISIEME POLOGNE
COMMISSION. LA COMMISSION A EXAMINE TROIS PROPOSITIONS RELATIVES
A LA CREATION D'UN FONDS DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL SOUS LEGIDE
DES NATIONS UNIES PAREN OU A LA TRANSFORMATION PROGRESSIVE DE
L'ACTUEL FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES UNPAREN, PUIS DEUX ;

P10 ;

PROPOSITIONS CONCERNANT L'ASSURANCE-CREDIT, ET ENFIN UNE
PROPOSITION SUGGERANT LA CREATION D'UN FONDS DE GALISATION DES
INTERETS. PARA CINQUIEME COMMISSION. DE NOUVELLES
DECLARATIONS RELATIVES AU COMMERCE INTERNATIONAL DANS
SES RAPPORTS AVEC LES INSTITUTIONS, LES POLITIQUES ET LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL PAREN POINT 10C
UNPAREN ONT ETE FAITES ;

P11/37 ;

A LA COMMISSION. LE PRESIDENT, SIR DONALD WALKER PAREN AUSTRALIE
UNPAREN A DEMANDE AUX DELEGATIONS DE FAIRE DES PROPOSITIONS
CONCRETES AU SUJET DES POINTS 10 A ET 11, ETC. DE L'ORDRE
DU JOUR. ENDALL. "

| ACTION | |
|----------|----------|
| CIVILIAN | MILITARY |
| opi | |

CI

| | |
|--------------|--|
| RECEIVED TO: | |
| S.P. | |
| C.P.D. | |
| C.F.P. | |
| C.O.B. | |
| MILITARY | |

YC298 ZY483 GENEVA 786 23 1735Z ;

ONUC LEOPOLDVILLE ;

INFCO 661 . CHEVALIER DE APERT . SEANCES 22 AVRIL MATIN

APRESMIDI . MATIN . PREMIERE COMMISSION . M.A.

PHILIP (FRANCE) A DECLARE QU'AFIN QUE LES PRODUCTEURS
DE MATIERES PREMIERES RECOIVENT DES PRIX JUSTES , REMUNERATEURS
ET STABLES , LA FRANCE ESTIME QU'UNE AMELIORATION APPRECIABLE ;
P2 ;

DEVRAIT ETRE APPORTEE AU NIVEAU DE LA PLUPART DE CES PRIX ,
EN COMPARAISON AVEC CEUX PRATIQUES SUR LES MARCHES INTERNATIONAUX
EN 1962 . EN CE QUI CONCERNE LES MATIERES PREMIERES INDUSTRIELLES,
LES PRIX DEVRAIENT ETRE STABILISES A UN NIVEAU QUI , BIEN
QUE REMUNERATEUR , N'ACCELERERAIT PAS ;

P3 ;

LE PROCESSUS DE SUBSTITUTION . COMME ALTERNATIVE AUX ACCORDS
SUR LA STABILISATION DES PRIX , L'ORATEUR A ENVISAGE UN
SYSTEME DE TAXES SUR LES IMPORTATIONS , QUI PERMETTRAIT

LA CREATION D'UN FONDS DE DEVELOPPEMENT COMMUN A TOUS LES PAYS
EXPORTATEURS , OU A UN GROUPE DE CEUX-CI ;

P4 ;

SEULEMENT . A L'OBJECTION QUE LE PLAN FRANCAIS ETAIT TROP
DIRIGISTE , L'ORATEUR A REPLIQUE QUE LE LIBERALISME PUR
ETAIT DEFAILLANT . TROISIEME COMMISSION . LA COMMISSION
A REPRIS SA DISCUSSION DE LA PROPOSITION ISRAELIENNE CONCERNANT
UN PLAN DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT . LES REPRESENTANTS
DE LA BELGIQUE ;

P5 ;

DE L'ESPAGNE , DES ETATS-UNIS , DE L'ETHIOPIE , DE LA FRANCE ,
DE L'INDONESIE , DU PAKISTAN , DES PAYS-BAS , DE LA
REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE , DU ROYAUME-UNI ET D
SIERRA LEONE ONT EXPRIME DES RESERVES SUR DEVENTUELS EFFETS
DES ORGANISATEURS QUE LE PLAN POURRAIT ;

P6 ;

DES ORGANISATEURS QUE LE PLAN POURRAIT ;

P6 ;

AVOIR SUR LES MARCHES MONDIAUX DE CAPITAUX ET SUR LE COURANT DE CAPITAUX D'INVESTISSEMENTS EN DIRECTION DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT , ET ONT ESTIME QUE LE PLAN POURRAIT CONSTITUER UN FARDEAU POUR LES BUDGETS DES PAYS INDUSTRIALISES . CEPENDANT , TOUS SE SONT ACCORDES A RECONNAITRE QUE ;

P7 ;

LA PROPOSITION OFFRAIT UN INTERET SUFFISANT POUR FAIRE L'OBJET D'ETUDES PLUS APPROFONDIS PAR UNE INSTITUTION FINANCIERE INTERNATIONALE , TELLE QUE LA BANQUE MONDIALE . APRES-MIDI . DEUXIEME COMMISSION .

A COMMISSION A POURSUIVI SON ETUDE DES MESURES PROPRES A ELAGIR , SUR LES MARCHES DES PAYS DEVELOPPES , ;

P8 ;

LES DEBOUCHEES POUR LES EXPORTATIONS DES PRODUITS MANUFACTURES ET SEMIFINIS EN PROVENANCE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT .

TROISIEME COMMISSION . LA COMMISSION A EXAMINE LE PROJET DE PROPOSITION D'ISRAEL CONCERNANT UN PLAN DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT . ELLE A ENTAME LA DISCUSSION D'UN PROJET DE PROPOSITION ;

P9 ;

DE LA TUNISIE CONCERNANT LA CREATION D'UN FONDS DE CREDIT D'ASSURANCES MULTILATERAL . ELLE A , D'AUTRE PART , ENTENDU LES EXPLICATIONS DU DELEGUE DE LA BANQUE INTERNATIONALE SUR LE ROLE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE , COMPRENANT LA BANQUE , LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE ET ;

P10 ;

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT : CES

EXPLICATIONS PORTAIENT SUR LE ROLE DE CES ORGANISMES DANS LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT . LA COMMISSION EXAMINERA , LORS DE SA PROCHAINE SEANCE , UN PROJET DE PROPOSITION PRESENTE CONJOINTEMENT PAR L'ETHIOPIE , L'ITALIE , LE PAKISTAN ET LA YOUGOSLAVIE , ;

P11 ;

SUGGERENT LE RENVOI DE LA RECOMMANDATION D'ISRAEL A LA BANQUE MONDIALE POUR ETUDE PLUS APPROFONDIE . AU SUJET DE CETTE PROPOSITION , LE REPRESENTANT DE LA BANQUE MONDIALE A

SOULIGNE LA COMPLEXITE DU MARCHE MONDIAL DES OBLIGATIONS , LEQUEL POURRAIT AVOIR DES REACTIONS IMPREVISIBLES ET DEFAVOURABLES A LA DISCUSSION ;

P12 ;

POURRAIT AVOIR DES REACTIONS IMPREVISIBLES ET DEFAYOURABLES
A LA DISCUSSION ;

P12 ;

DUN TEL PLAN CONCERNANT LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT QUI
SERAIT ALIMENTE PAR LA VENTE DOBLIGATIONS . IL A DEMANDE
QUE TOUTE ACTION SOIT DIFFEREE JUSQUA CE QUE LA BANQUE AIT
FAIT CONNAITRE LE RESULTAT DE SON EXAMEN DE LA QUESTION .
CINQUIEME COMMISSION . LA COMMISSION A ;

P13 ;

EXAMINE LES RAPPORTS EXISTANT ENTRE LE COMMERCE INTERNATIONAL

ET LES PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT . LE DELEGUE DE
LUNESCO A SOULIGNE L'IMPORTANCE DE L'EDUCATION ET DE LA SCIENCE
POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LE ROLE DU COMMERCE INTERNATIONAL
QUI CONTRIBUE A AUGMENTER LES MOYENS DE LA ;

P14 ;

SCIENCE ET L'EDUCATION . M. GJESDAL , REPRESENTANT DE LUNESCO ,
A SOULIGNE LA RELATION DIRECTE QUI EXISTE DUNE PART ENTRE
L'EDUCATION ET LA SCIENCE ET , D'AUTRE PART , ENTRE CELLES-CI
ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE . LE DELEGUE DE LA NOUVELLE-
ZELANDE A DECLARE ;

P15 ;

QUE L'ELIMINATION PAR L'URSS DES TARIFS SUR LES IMPORTATIONS DES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT , ANNONCEE PAR CE PAYS ,
NE MANQUERAIT PAS D'AVOIR UN EFFET QU'ON NE PEUT COMPARER AVEC
CELUI QU'ENTRAINERAIT UNE EVENTUELLE MESURE SIMILAIRE PRISE
PAR LES PAYS A ECONOMIE DE ;

P16/36 ;

MARCHE . LE DELEGUE DE L'URSS , ENFIN , A RAPPELE QUE
SON PAYS AVAIT SIGNE RECENTEMENT UN ACCORD COMMERCIAL AVEC LA
NOUVELLE-ZELANDE , QUI COMPRENAIT NOTAMMENT LA CLAUSE DE LA
NATION LA PLUS FAVORISEE . "

1964 APR 23 AM 7:51

O. N. U. O.

REPORT OF LIAISON DELIVERED TO:

C. A. D.

C. A. D.

C. A. D.

C. A. D.

C. A. D.

C. A. D.

C. A. D.

C. A. D.

RECEIVED

1/6

YC233 ZY355 GENEVA 51 22 1828Z;

ONUC

NEOPOLDVILLE;

INFCO 659 CHEVALIER DE APERT . REVUE PRESSE SUISSE . LE JOURNAL
DE GENEVE DU 22 AVRIL RELEVE QUE, LORS DE SA DERNIERE
CONFERENCE DE PRESSE , M. THANT " A CONFIRME QUIL EST DECIDE A
RETIER LE DERNIER CASQUE BLEU DU CONGO AVANT LE 30 JOIN."

COLL 659 22 30"

| | |
|-------------------------------------|--------------------------|
| ACTION | |
| CIVILIAN | MILITARY |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

YC78 ZY148 (UN) GENEVA 580 21 1218Z ;

ONUC LEO ;

INFCO 657 CHEVALIER DE APERT. SEANCES 20 AVRIL
MATIN APRESMIDI. MATIN. PREMIERE COMMISSION. LE DELEGUE
DE L'ETHIOPIE A PRESENTE CE MATIN, AU NOM DE 39 NATIONS, UN
PROGRAMME DECRIVANT LES MESURES ET LES ACTIONS A PRENDRE EN VUE
D'ABOLIR LES OBSTACLES ;

P2 ;

AU COMMERCE INTERNATIONAL, ET TENDANT A L'EXPANSION DES
MARCHES POUR L'EXPORTATION DE PRODUITS PRIMAIRES, L'AUGMEN-
TATION DE LEUR CONSOMMATION ET LES IMPORTATIONS DANS LES PAYS
DEVELOPPES. TROISIEME COMMISSION. LE DELEGUE DE LA RAU A
PRESENTE UN PROJET REVISE DE LA PROPOSITION VISANT A FIXER ;

P3 ;

A CING POURCENT LE TAUX DE CROISSANCE PAR TETE QUI DEVRAIT ETRE
ATTEINT PAR LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT A LA FIN DE LA
DECENNIE. SELON CETTE PROPOSITION L'ACTUEL TAUX DE CING
POURCENT MINIMUM DE CROISSANCE ANNUELLE DU REVENU NATIONAL
GLOBAL DANS LES PAYS EN VOIE ;

P4 ;

DE DEVELOPPEMENT, ENVISAGE COMME OBJECTIF DE LA DECENNIE, EST
INSUFFISANT. LA COMMISSION A DECIDE DE DIFFERER SA DECISION
SUR LE PROJET REVISE JUSQU'A CE QU'ELLE AIT PRIS CONNAISSANCE
D'UNE RESOLUTION PRESENTEE CONJOINTEMENT PAR LES DELEGATIONS
DE BIRMANIE, CAMEROUN, CEYLAN, CHILI, ;

;

P5 ;

GUATEMALA, INDONESI

P5 ;

GUATEMALA, INDONESIE, NIGERIA, OUGANDA, PANAMA, PARAGUAY, RAU ET
SYRIE. LE NOUVEAU PROJET DE RESOLUTION SERA MIS EN DISCUSSION
CET APRESMIDI. QUATRIEME COMMISSION. CE MATIN, LES DELEGUES DE
LA BELORUSSIE, DE L'INDONESIE, DU MALI, DE LA ROUMANIE ;

P6 ;

ET DE ZANZIBAR SE SONT PRONONCES EN FAVEUR DE LA CREATION D'UNE NOUVELLE ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE DONT TOUS LES ETATS SERAIENT MEMBRES. LES DELEGUES D'ISRAEL ET DE LA TURQUIE ONT APPUYE LA CREATION D'UN COMITE PERMANENT DU COMMERCE ET LA CONVOCATION DE CONFERENCES PERIODIQUES SOUS ;

P7 ;

L'EGIDE DES NATIONS UNIES. APRES-MIDI. PREMIERE COMMISSION.

LE DELEGUE DE LA JAMAIQUE A PRESENTE UNE PROPOSITION TENDANT A CE QUE L'ON RECONNAISSE PLEINEMENT LE DROIT DES PAYS PRODUCTEURS DE MATIERES PREMIERES DE TRANSFORMER CELLES-CI POUR LA VENTE SUR LES MARCHES MONDIAUX. GROUPE DE TRAVAIL ;

P8 ;

SUR LES PRODUITS SYNTHETIQUES. CE GROUPE COMPRENDRA LES PAYS SUIVANTS : CEYLAN, CHILI, ETATS-UNIS, INDONESIE, LIBERIA, MALAISIE, MEXIQUE, OUGANDA, PAYS-BAS, PHILIPPINES, POLOGNE, ROYAUME-UNI, SUEDE ET URSS. IL AURA POUR MANDAT L'ETUDE DES EFFETS PRODUITS SUR ;

P9 ;

LE COMMERCE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT PAR LE REMPLACEMENT DE PRODUITS NATURELS PAR DES PRODUITS SYNTHETIQUES. IL ELABORERA DES CONCLUSIONS ET DES RECOMMANDATIONS A CE SUJET. DEUXIEME COMMISSION. LA COMMISSION A DE NOUVEAU ENVISAGE LES MESURES A PRENDRE EN VUE DE L'EXPANSION DES MARCHES ;

P10 ;

DES PAYS DEVELOPPES AFIN DE FAVORISER LES EXPORTATIONS DES PRODUITS MANUFACTURES ET SEMI-FINIS DES PAYS EN VOIE DE DEVEL-

OPPEMENT. TROISIEME COMMISSION. LA COMMISSION A ENTENDU UN DEBAT SUR LE PROJET DE RESOLUTION PRESENTE CONJOINTEMENT PAR QUATRE PAYS AFRICAINS, QUATRE PAYS ASIATIQUES ET QUATRE PAYS D'AMERIQUE LATINE, ;

P11 ;

VISANT A L'ACCROISSEMENT DES RESSOURCES EN DEVISES ETRANGERES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT (VOIR RESUME SEANCES 20 AVRIL MATIN). AU DEBUT DE LA REUNION, LE DELEGUE DE LA TUNISIE AVAIT PRESENTE UN PROJET DE RESOLUTION VISANT A RESOUDRE CERTAINS DES PROBLEMES QUI SE POSENT AUX ;

P12/30 ;

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT EN CE QUI CONCERNE L'OBTENTION DE CREDITS ET LEUR REMBOURSEMENT SUR UNE BASE BILATERALE, REGIONALE OU MULTILATERALE. CE PROJET SERA DISCUTE MERCREDI "

| ACTION | |
|-------------------------|----------|
| CIVILIAN | MILITARY |
| <i>Per</i> <i>OK</i> | |

D.P. ✓
 C.I. ✓
 C.R. ✓
 C.F. ✓
 C.G. ✓
 C.H. ✓
 C.I. ✓
 C.J. ✓
 C.K. ✓
 C.L. ✓
 C.M. ✓
 C.N. ✓
 C.O. ✓
 C.P. ✓
 C.Q. ✓
 C.R. ✓
 C.S. ✓
 C.T. ✓
 C.U. ✓
 C.V. ✓
 C.W. ✓
 C.X. ✓
 C.Y. ✓
 C.Z. ✓

YC66

74/75 GENEVA 21 20 1941 Z ;

UNATIONS NY ;

UNUC LEO ;

UNGVA 1241 INFO FIELDSEV YOUR 1421

GLEO 37 SCHOELIKOPF

REMY GORGE ARRIVING LEOPOLDVILLE 22 APRIL 05.45 FLIGHT
SN 311.

MARX

COL 1241 1421 37 22 05.45 311

| ACTION | |
|----------|----------|
| CIVILIAN | MILITARY |
| DP1 | |

| INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO: | |
|---------------------------------|---|
| S.R.S. | ✓ |
| DIV. 0 | ✓ |
| C.A.S. | |
| C.F.D. | |
| C.F.C. | |
| C.F.M. | |
| C.O.S. | |
| MILITARY DESK | |

3B

Wg
C/CM

YC8 ZY 8 GENEVA 398 20 10552

ONUC

LEOPOLDVILLE

INFCO 656 CHEVALIER DE APERT. SEANCES 17 AVRIL MATIN
APRESMIDI.

MATIN. TROISIEME COMMISSION. SUR LA NECESSITE DE
CREER UN FONDS DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES, LE
REPRESENTANT DE LA POLIVIE, PARLANT AU NOM DE DIXNEUF
PAYS DE L'AMERIQUE LATINE, ET LES

P2

REPRESENTANTS DE CEYLAN, DE L'ETHIOPIE, DU GHANA,
DE LA NIGERIA, DE L'UGANDA, DU PAKISTAN, DE LA
REPUBLIQUE ARABE UNIE, DU SIERRA LEONE, DU YEMEN ET
DE LA YOUGOSLAVIE, ONT EXPRIME L'OPINION QUE DE LA DECISION
POURRAIT DEPENDRE L'AVENIR DES NATIONS UNIES

P3

COMME INSTRUMENT EFICACE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.
LES REPRESENTANTS DES ETATSUNIS ET DU ROYAUMENI ONT MAINTENK
QU'IL VAUDRAIT MIEUX ELARGIR LES INSTITUTIONS DE PRET
EXISTANTES. LE REPRESENTANT DE L'ITALIE A ESTIME QUE PA
DISCUSSION POURRAIT CONDUIRE A UN ACCORD SUR LES PRINCIPES
QUI POURRAIENT ULTERIEUREMENT PERMETTRE LA CREATION

P4

DU SUNFED. UN GROUPE DE PAYS, COMPRENANT LES PAYS SCANDINAVES
ET LES PAYSAS, A ANNONCE SON INTENTION DE PRESENTER UN
PROJECT DE RESOLUTION CONJOINT SUR CE SUJET LA SEMAINE PROCHAINE.
LA COMMISSION S'EST ACCORDEE SUR LE MANDAT DE SON GROUPE

PROJECT DE RESOLUTION CONJOINT SUR CE SUJET LA SEMAINE PROCHAINE.
LA COMMISSION S'EST ACCORDEE SUR LE MANDAT DE SON GROUPE
DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT MARITIME,

P5

QUI COMMENCERA SES DELIBERATIONS LE 27 AVRIL. SOIXANTE PAYS
ONT DEMANDE DE FAIRE PARTIE DE CE GROUPE. APRESMIDI. PREMIERE
COMMISSION. LE DELEGUE DU PAKISTAN A ANNONCE CET APRESMIDI
LA PRESENTATION D'UN PROGRAMME DE MESURES CONCRETES VISANT
A L'ABOLITION DES OBSTACLES AU COMMENCE INTERNATIONAL PAR
SA DELEGATION,

P6

LES PAYS D'AMERIQUE LATINE SIGNATAIRES DE LA CHARGE D'ALTA
GRACIA ET DIXNEUF PAYS D'AFRIQUE ET D'ASIE. LE DELEGUE
DU DANOMEY AYANT FAIT REMARQUER QUE LES PAYS AFRICAINS FRANCOPHONES

N'AVAIENT PAS PARTICIPE A LAPRESENTATION DU PROGRAMME
QUI NE LEUR AVAIT PAS ETE SOUMIS EN FRANCAIS, LE DELEGUE
DU

P7

AKISTANA REPONDU QUE CE PROGRAMME N'ETAIT
PAS PRESENTE AU NOM DES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE.
QUATRIEME COMMISSION. LA PLUPART DES ORATEURS AYANT PRIS
LA PAROLE CET APRESMIDI SE SONT PRONONCES EN FAVEUR DE CONFERENCES

DU COMMERCE PERIODIQUES QUI SE TIENDRAIENT SOUR LES AUSPICES
DES NATIONSUNIES ET QUI DISPOSERAIENT

P8/48

D'UN COMITE PERMANENT ET D'UN SECRETARIAT. AU COURS DE
DEBAT, LE DELEGUE DE COSTARICA AYANT MENTIONNE LA CHARTE
D'ALTA GRACIA COMME REPRESENTATIVE DES VUES DE L'AMERIQUE
LATINE, LES DELEGUES DE CUBA ET DE LA JAMAIQUE SE SONT
ELEVES CONTRE CETTE PRETENTION.

COL 656 1727

T

Ci

| | |
|-----------|----------|
| ACTION | |
| CIVILIAN | MILITARY |
| <i>22</i> | |

| | | | | | |
|--------|---|--|------|--|--|
| S.R.C. | ✓ | | | | |
| C.H.G. | ✓ | | | | |
| <hr/> | | | | | |
| C.P.A. | | | (92) | | |
| C.F.O. | | | | | |
| C.F.O. | | | | | |
| C.F.O. | | | | | |
| C.O.S. | | | | | |

FILE

W. H. C. C.

City

City

COL 654

YC389 ZY814 IQQUU

ATHINAI GS763 53 18 1840

LT

UNATIONS GENEVE

M92 FOR POLGAR ONUC LEOPOLDVILLE YOUR LEOMISC 87
DOUBLE ROOM AND BATH RESERVED KING GEORGE HOTEL FROM
ONE TO FIVE MAY FOR MR AND MRS DORSINVILLE WILL BE MET
AT AIRPORT BUT UNFORTUNATELY LINNER ABSENT IN ROME
PLEASE NOTE THAT OFFICES CLOSED ON GOOD
FRIDAY AND EASTER MONDAY

ATHOMNIPRESS

COL M92 87 ✓

YC252 ZY515 GENEVA 948-16 1321Z;

ONUC LEO;

INFCO 653 CHEVALIER DE APERT. SEANCES 15 AVRIL MATIN APRES-MIDI 16 AVRIL MATIN . 15 AVRIL MATIN DEUXIEME COMMISSION . LA CREATION DUNE INSTITUTION SPECIALISEE POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL A ETE PROPOSEE A LA COMMISSION PAR LES PAYS D'AMERIQUE LATINE SIGNATAIRES DE LA CHARTE DALTA ;

P2 ;

GRACIA . M.J.S. EDOO, GHANA,

A SUGGERE QUE LA CONFERENCE ETUDIE LA CREATION , DANS LE CADRE DES NATIONS UNIES, DUN CENTRE DE PROMOTION ET D'INFORMATION COMMERCIALES, DONT LES ACTIVITES SERAIENT PLUS LARGES QUE CELLES QUI SONT PREVUES POUR LE CENTRE COMMERCIAL DU GATT .;

P3 ;

M. D. M. MAGOMAEV, URSS, A PROPOSE DIFFERENTES DISPOSITIONS, NOTAMMENT LOCTROI DE DROITS D'EXPLOITATION FAVORABLES POUR LA PRODUCTION SOUS BREVET (MESURE QUI, SELON L'ORATEUR, FACILITERAIT L'INDUSTRIALISATION DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT)

. M. MAGOMAEV A EG-

ALEMENT DEMANDE QUE SOIENT ETUDIEES SUR LE PLAN ;

P4 ;

INTERNATIONAL DES MESURES PROPRES A RENDRE PLUS AISE LOCTROI DE PRETS ET DE CREDITS AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT M. D.A. VOVKO (UKRAINE) A SOUTENU LA PROPOSITION DE LA TCHECOSLOVAQUIE, DE LA POLOGNE ET DE L'URSS TENDANT A LA CREATION DUNE ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE .;

P5;

M. J.A. MACPHERSON, CANADA, A SOUHAITE QUE LA CONFERENCE PROC- EDE A UNE EVALUATION COMPLETE DE TOUT CE QUI PEUT DEJA ETRE UTILISE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, AVANT QUE

~~ON ADOPTE DE CONCLUSIONS SUR LA PROPOSITION VISANT~~

A LA CREATION DUNE INSTITUTION INTERNATIONALE EN CE DOMAINE.

P6;

TROISIEME COMMISSION. LA COMMISSION A EXAMINE CE MATIN LES PROPOSITIONS DE LA RAU (OBJECTIF DE LA DECENNIE) ET D'ISRAEL (CREATION DUN PLAN DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT). LE DELEGUE DU ROYAUME UNI A ESTIME QU'IL SERAIT PLUS INDIQUE DE TRANSMETTRE LA PROPOSITION DE LA RAU A LA ;

P7;

27;
CINQUIEME COMMISSION QUI A POUR ATTRIBUTION L'EXPANSION
DU COMMERCE INTERNATIONAL ET INCIDENCES DES GROUPEMENTS ECO-
MIQUES REGIONAUX. LES DELEGUES DES ETATS UNIS ET DU JAPON
ONT SOULIGNE QUE CETTE QUESTION DOIT ETRE ABORDEE PRUDEMENT.
ONZE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT MEMBRES DE LA COMMISSION
ONT DECLARE QU'A LEUR AVIS, ;

P8;

CELLE-CI EST COMPETENTE POUR EXAMINER CE PROBLEME. CE SONT LA
BULGARIEN LA COTE D'IVOIRE, LE CAMEROUN, L'ESPAGNE, L'ETHIOPIE,
LE GUATEMALA. LE NEPAL, LE PAKISTAN, LE SIERRA LEONE,
LA SYRIE ET LA TUNISIE. LE DELEGUE DE LA YOUGOSLAVIE QUI
PRESIDAIT ;

P9;

A FAIT REMARQUER QU'UNE COMMISSION EST COMPETENTE POUR DISCU-
TER TOUTES QUESTIONS SOULEVEES PAR UNE DELEGATION AU COURS
DES DISCUSSIONS. IL A PROPOSE QUE LE DEBAT SUR CE POINT DE
L'ORDRE DU JOUR SOIT RENVOYE ET A INVITE L'AUTEUR DE LA RESOL-
UTION A PROCEDER A DES CONSULTATIONS AVEC LES AUTRES;

\$1/\$\$P10;

DELEGATIONS . 15 AVRIL APRES-MIDI. TROISIEME COMMISSION .
LA COMMISSION A PRISE EN CONSIDERATION LA PROPOSITION QUI LUI
AVAIT ETE SOUMISE LE MATIN PAR LE DELEGUE DE LA RAU CONCERNANT
L'OBJECTIF DE LA DECENNIEE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOP-
PEMENT . LE DELEGUE DE LA NIGERIA A DEMANDE QUE ;

P11 ;

LA RAU SUGGERE DES PROPOSITIONS CONCRETES DE NATURE A FOURNIR
LES RESSOURCES NECESSAIRES POUR ATTEINDRE UN TAUX MINIMUM DE
CROISSANCE ANNUELLE DU REVENU PAR CAPITA DE 5 PERCENT . LA PRO-
POSITION DE LA RAU A RECU L'APPUI DE L'INDE, DE LA YOUGOSLAVIE,
DE L'ETHIOPIE, DE CEYLAN, DU ;

PW ;

SIERRA LEONE, DE L'ARABIE SAOUDITE ET DE L'AFGHANISTAN . LE DELE-
GUE DU BRÉSIL A FAIT REMARQUER QUE, SELON DES ETUDES FAITES DANS
SON PAYS, IL NE LUI EST PAS POSSIBLE DE PARTAGER L'OPTIMISME
DU DELEGUE DE LA RAU .

16 AVRIL MATIN . DEUXIEME COMMISSION . LE ;

P13 ;

DELEGUE DE CUBA A TENU A SOULIGNER QUE SA DELEGATION
N'APPUYAIT PAS LA PROPOSITION FAITE LE MATIN PAR LE DELEGUE
DE COLOMBIE ET L'APRES-MIDI PAR LE DELEGUE DE L'ARGENTINE AU
NOM DES PAYS DE L'AMERIQUE LATINE. LE DELEGUE DE LA COMBIE A FA-
IT REMARQUER QUE LE PROJET DE ;

P14 ;

RESOLUTION EN CAUSE . VISANT A LA CREATION D'UNE INSTITUTION

IT REMARQUER QUE LE PROJET DE ;

P14 ;

RESOLUTION EN CAUSE, VISANT A LA CREATION DUNE INSTITUTION SPECIALISEE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL , AVAIT ETE PRESENTE AU NOM DES SEULS PAYS D'AMERIQUE LATINE SIGNATAIRES DE LA CHARTE ALTA GRACIA. LE DELEGUE DE LINDE A DEMANDE QUE LA CONFERENCE CONTRIBUE A LA MISE EN OEUVRE IMMEDIATE DU PROGRAMME ;

P15 ;

DACTION DU GATT VISANT A LA SUPPRESSION DES TARIFS DOUANIERS ET AUTRES ET QUE LE KENNEDY ROUND CREE UN TARIF SPECIAL VISANT LES MARCHANDISES IMPORTEES PAR LES PAYS INDUSTRIALISES ET PROVENANT DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. QUATRIEME COMMISSION . LES DELEGUES DE L'UKRAINE ET DE LA HONGRIE ONT ;

P16 ;

RESOLUTION CONJOINT DE LA POLOGNE, DE LA TCHECOSLOVAQUIE ET DE L'URSS. LE REPRESENTANT DU ROYAUME-UNI S'EST PRONONCE CONTRE

~~LA CREATION DUNE NOUVELLE INSTITUTION, MAIS ;~~

P17 ;

EN FAVEUR DUN REMANIEMENT DES ORGANISMES ACTUELS AINSI QUE DE CONFERENCES PERIODIQUES SUR LE COMMERCE. UN COMITE PERMANENT DEVRAIT REPRENDRE LES FONCTIONS DES COMMISSIONS OCCUPANT ACTUELLEMENT DU COMMERCE DES PRODUITS DE BASE, ET ETRE RESPONSABLE VISAVIS DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL . LE DELEGUE DE MONACO A SOUTENU ;

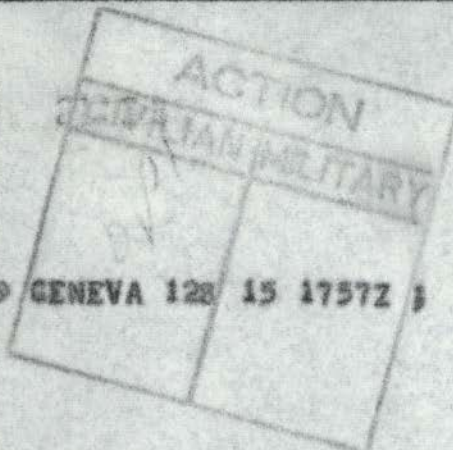
11/111118 ;

CETTE DECLARATION LE DELEGUE DE L'ESPAGNE A DECLARE QU'IL NE S'OPPOSAIT PAS EN PRINCIPE A LA CREATION DUNE NOUVELLE ORGANISATION MONDIALE MAIS, EN ATTENDANT QUELLE SOIT MISE SUR PIED, L'ESPAGNE SE RALLIE AUX PROPOSITIONS DE M. FRIEDRICH CONCERNANT L'ORGANISATION DE CONFERENCES PERIODIQUES ET DUN COMITE PERMANENT ;

P19/48 ;

LE REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE DE COREE A PRECONISE LA REUNION DUNE CONFERENCE SUR LE COMMERCE TOUTS LES DEUX ANS. LE REPRESENTANT DU PEROU A RAPPELE QUE SON GOUVERNEMENT AVAIT SIGNE LA CHARGE ALTA GRACIA, DANS LAQUELLE SONT CONSIGNEES DES PROPOSITIONS PRECISES SUR LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL "

COL 653 15 16 15 15 5 16 "



YC264 2Y439 GENEVA 128 15 1757Z ;

ONUC LEO ;

INFCO 652 CHEVALIER DE APERT. REVUE PRESSE SUISSE. LE
PROJET DE CONSTITUTION DU CONGO EST EXAMINE PAR L'EDITORIALISTE
DES BASLER NACHRICHTEN QUI ECRIT QUE LE MODELE DE CETTE
CONSTITUTION EST CELUI DE LA CINQUIEME REPUBLIQUE FRANCAISE.
MALGRE TOUTES LES RESERVES QUI S'IMPOSENT, L ON PEUT ;
P2 ;

CONSTATER QU'ENFIN DES FORCES SE MANIFESTENT A NOUVEAU AU
CONGO QUI NE VEULENT PAS SIMPLEMENT LAISSER ALLER LES CHOSES
LIBREMENT ET DONT ON PEUT ESPERER QU'ELLES AURONT LEUR MOT A
DIRE. LE CORRESPONDANT DE LA NEUE ZURCHER ZEITUNG A LEOPOLD-
VILLE ESTIME QU'IL S'AGIT D'UN COMMENCEMENT PROMETTEUR, ;
P3/28 ;

MAIS MEME SI LA CONSTITUTION EST BIEN REDIGEE, AU CAS OU
L' ON NE TROUVE PAS LES HOMMES RESPONSABLES NECESSAIRES,
ELLE NE SERA QU'UN CHIFFON DE PAPIER "

COL 652 "

| ACTION | |
|----------|----------|
| CIVILIAN | MILITARY |
| OK | |

| ACTION | |
|----------|----------|
| CIVILIAN | MILITARY |
| OK | |

YC112 ZY252 GENEVA 224 14 1719Z ;

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 651 CHEVALIER DE VANDERLINDEN. SEANCES 16 AVRIL

APRESMIDI 13 AVRIL APRESMIDI 16 AVRIL. QUATRIEME COMMISSION

LE REPRESENTANT DES ETATS-UNIS A DECLARE QUE SA DELEGATION

SOUTENAIT LES PROPOSITIONS FAITES PAR M. RAUL PRETISH,

SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE, TENDANT A LA CONVOCATION

PERIODIQUE ;

P2 ;

DE CONFERENCES SUR LE COMMERCE, A LA CREATION DUN COMITE PERMANENT ET DUN SECRETARIAT. LE DELEGUE DE CUBA A DEMANDE A LA COMMISSION DELABORER DES PROPOSITIONS POUR UNE ORGANISATION UNIVERSELLE DU COMMERCE. CINQUIEME COMMISSION. LA TCHECOSLOVAQUIE A DEMANDE LADOPTION DE PRINCIPES DESTINES A REGIR LES RELATIONS ;

P3 ;

DU COMMERCE INTERNATIONAL, PRINCIPES QUELLE A DEJA SOUNIS A LA CONFERENCE, CONJOINTEMENT AVEC LA POLOGNE ET LURSS. 13 AVRIL. TROISIEME COMMISSION. LA COMMISSION A TERMINE SON DEBAT GENERAL. LES DECLARATIONS DES DELEGUES ONT PORTE PRINCIPALEMENT SUR LES SYSTEMES POSSIBLES DE COMPENSATIONS FINANCIERES AU DEFICIT ;

P4 ;

DES EXPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. CINQUIEME COMMISSION. LA COMMISSION A POURSUIVI SON DEBAT GENERAL LES ORATEURS ONT DEMANDE QUE LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT BENEFICIENT DE TERMES DECHANGES PLUS FAVORABLES , DE LACCES AUX MARCHES DES PAYS AVANCES, DE PREFERENCES SANS RECIPROCITE, ;

P5/24 ;

DUNE AIDE ET DE CAPITAUX PLUS ABONDANTS, DE LA CREATION DUN FINANCEMENT COMPENSATOIRE ET DUNE STABILISATION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE. "

COL 651 10 13 10 13 "

| | |
|----------|----------|
| ACTION | |
| CIVILIAN | MILITARY |
| 081 | |

C23B

Cal

INVESTED TO

23B

YC21 ZY70 GVA 98 13 1547Z

ONUC LEOPOLDVILLE ;

INFCO 650 CHEVALIER DE RALAIMINOATRA . LA NATIONAL ZEITUNG
DE LALE PUBLIE UN ARTICLE DE SON CORRESPONDANT DE MADRID ,
CONSACRE A ALBERT KALONDJI , QUI VIT ACUTELLEMENT AVEC SA
FAMILLE A BARCELONE . CELUI CI , QUI NE SEMBLE PAS AVOIR
DE SOUCIS FINANCIERS , VOIT SOUVENT ;

P2/48 ;

SON AMI TSCHOMBE A MADRID POUR DISCUTER AVEC LUI DE LEURS
PLANS D AVENIR . IL ESPERE EN EFFET POUVOIR UN JOUR REVENIR
EN MAITRE AU KASAI . ENTRE TEMPS IL ECRIT UN LIVRE COLON QUOTE
LE CONGO , SON PASSE , SON PRESENT ET SON AVENIR UNQUOTE "

COL 650 "

| | |
|-------------------------------------|----------|
| ACTION | |
| CIVILIAN | MILITARY |
| <i>DP</i> <i>DP</i> <i>DP</i> | |

YC334 ZY705 (UN) GVA 111 10 1722 ;

ONUC LEO ;

INFCO 649 CHEVALIER DE VANDERLINDEN STOP MAINTENANT QUE

DEBAT GENERAL TERMINE NE VOUS INVERRONS NOUVELLES TRAVAUX
COMMISSIONS QUE LORSQUE LES CIRCONSTANCES LE JUSTIFIERONT PARA
MIEUX APRES MIDI EN QUATRIEME COMMISSION PAREN DISPOSITIONS
INSTITUTIONNELLES UNPAREN DIAZ CARNEIRO PRESIL A SOUMIS PROPOSITION
POUR CREATION ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE STOP
IMPLIQUERAIT ;

P2 ;

MISE SUR PIED D UN QUOTE CONSEIL DE SECURITE ECONOMIQUE
UNQUOTE DE 21 MEMBRES POUVANT RECOMMANDER CERTAINS PRIVILEGES
COMMERCIAUX OU SANCTIONS ECONOMIQUES SI SECURITE ECONOMIQUE
COLLECTIVE MENACEE STOP EN ATTENDANT CARNEIRO RECOMMANDE
REUNIONS PERIODIQUES DE CONFERENCES DES UNATIONS SUR LE
COMMERCE STOP CET APRES MIDI EN DEUXIEME COMMISSION LA ;

P3/11 ;

PROPOSITION DU PRESIL A ETE APPUYEE PAR ARGENTINE ET CAMEROUN
ENDALL ;

COL 649 21"

| ACTION | |
|---------------------------|----------|
| CIVILIAN | MILITARY |
| <i>[Handwritten mark]</i> | |

| INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO: | |
|---------------------------------|--------------------------------|
| S.P. | <i>[Handwritten checkmark]</i> |
| C.P. | <i>[Handwritten checkmark]</i> |
| C.P.G. | <i>[Handwritten checkmark]</i> |
| C.F. | <i>[Handwritten checkmark]</i> |
| C.F.G. | <i>[Handwritten checkmark]</i> |
| C.G. | <i>[Handwritten checkmark]</i> |
| <i>[Handwritten signature]</i> | |

YC257 ZY303 GENEVA 996 9 01500 2 ;

ONUC LEO ;

INFCO 647 CHEVALIER DE VANPELLINGHEN EXTRAITS DU COMMU-

NIQUE DU 8 AVRIL APRES MIDI . M. ALBERTO SOLA ,

SECRETAIRE EXECUTIF DE L ASSOCIATION LATINO AMERICAINE DE

LIBRE ECHANGE , RAPPELLE QUE L ORGANISATION AU NOM DE LA-

QUELLE IL PREND LA PAROLE , A DEJA MIS EN PRATIQUE CERTAINS ;

P2 ;

PRINCIPES SEMBLABLES A CEUX QUE RECOMMANDERA PROBABLEMENT LA

CONFERENCE SEMI COLON NOTAMMENT LES PARTICIPANTS DE LASSOCI-

ATION N EXIGENT PAS LA

STRICTE RECIPROCITE ENTRE PAYS PARVENUS A DES NIVEAUX DIF-

FERENTS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE . PARA M .

~~MM RIEDRICH~~ , ~~MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE LA~~

REPUBLIQUE SUD AFRICAINE INSISTE SUR L IMPORTANCE ;

P3 ;

DU FACTEUR HUMAIN DANS LES PROBLEMES DU COMMERCE ET DU DEVE-

LOPPEMENT , ESTIMANT QU IL EST MALENCONTREUX DE TRANS-

PLANTER LES TECHNIQUES LES PLUS MODERNES DE PRODUCTION DES

PAYS INDUSTRIALISES SANS LES ADAPTER AUX PAYS QUI DOIVENT LES

UTILISER . L ARATEUR ESTIME QU IL EST IMPORTANT DE MAIN-

TEINIR UN EQUILIBRE ;

P4 ;

ENTRE LES INFRASTRUCTURES ET LE DEVELOPPEMENT DES PRINCIPALES

BRANCHES DE PRODUCTION .

L ASSISTANCE ETRANGERE LUI PARAIT PARTICULIEREMENT REQUISE

LORSQU IL S AGIT DE METTRE SUR PIED DES SERVICES SOCIAUX TELS

CEUX DE LA SANTE , DE L EDUCATION ET DU LOGEMENT , ET

ELLE N EST QUE PLUS ;

P5 ;

P5 ;

P5 ;

P5 ;

EFFICACE , AJOUTE T IL , SI ELLE PEUT ETRE INTE-
GREE DANS DES MESURES PRISES PAR LE PAYS ASSISTE LUI MEME .
LES INDUSTRIES NOUVELLES ONT BESOIN DU CAPITAL ETRANGER ET
DE L AIDE QUI PEUT ETRE DONNEE POUR LA FORMATION DES CADRES.
DES ACCORDS REGIONAUX PEUVENT ORGANISER "

P6 ;

LES MARCHES INTERIEURS . IL SOUHAITE QUE , TOUT EN
SE REFORMANT SUR CERTAINS POINTS , LE GATT CONTINUE SES
ACTIVITES . PARA M . GUISEPPE BOGLIETTI, REPRESENT-
ANT DE LA FEDERATION SYNDICALE MONDIALE , DECLARE QUE LES
TRAVAILLEURS ATTACHENT LA PLUS GRANDE IMPORTANCE A L EXPANSION
DU COMMERCE MONDIAL ET ;

P7 ;

A CE QU IL SE FASSE SANS DISCRIMINATION . IL REGRETTE QUE
LA PART DU LION DANS LE COMMERCE MONDIAL REVienne AUX CARTELS
INTERNATIONAUX . CETTE QUESTION DEVRA ETRE EXAMINEE PAR

LA CONFERENCE . L EXPANSION DU COMMERCE MONDIAL NE SAURAIT
ETRE PAR ELLE MEME UNE SOLUTION A TOUS LES ;

P8 .;

PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX SEMI COLON IL FAUT
UN CHANGEMENT DE STRUCTURE , COMPRENANT DES REFORMES AG-
RAIRES . SA DELEGATION SE RALLIE AUX PROPOSITIONS QUI
ONT ETE FAITES EN FAVEUR D ACCORDS COMMERCIAUX PRODUIT PAR
PRODUIT . L INSTITUTION QUI REMPLACERA LE GATT DEVRA
ETRE UNIVERSELLE . PARA M .. ATED ;

P9;

SHEIKH , MINISTRE DU COMMERCE ET DE L INDUSTRIE DE
L ARABIE SAOUDITE , SE CELCARE INTERESSE PAR LA MISE SUR
PIED D UN TYPE DE COMPENSATION FINANCIERE QUI SE RAPPROCHERAIT
DE CELUI QUE PRATIQUE DEJA LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL .
L ARABIE SAOUDITE S EFFORCE DE DIVERSIFIER SON ECONOMIE ;

P10 ;

~~PROBLEMESECONOMIQUES~~ DOUANIERS , AINSI
QU A TOUTE MESURE ETABLISSANT UN SYSTEME PREFERENTIEL POUR
LES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES . PARA M .

P10 ;

SA DELEGATION APPUIERA TOUTE MESURE TENDANT A LA REDUCTION
ET A L ELIMINATION DES TARIFS DOUANIERS , AINSI
QU A TOUTE MESURE ETABLISSANT UN SYSTEME PREFERENTIEL POUR
LES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES

P41 5

GERE , ET METTRE EN OEUVRE DES REFORMES AGRAIRES ,
AINSI QUE D AUTRES MESURES PROGRESSISTES . PARA M .
WYNDHAM ;

P12 8

WHITE , SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION INTERIMAIRE
DE
ANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE (114-55)

33333777777777777777777777

PERE F12 AGAIN

912

WHITE , SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION INTERIMAIRE
DE L ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE (GATT) ? -
SOULIGNE QUE L AIDE NE PEUT PAS REMPLACER LE COMMERCE .
LES RESTRICTIONS QUI FRAPPENT LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPE-
MENT DOIVENT ETRE REDUITES . IL SOUHAITE
QUE CETTE CONFERENCE SERVE LE PRESTIGE ;

P12 READ LINE 2 AT END (GATT) A SOULIGNE ETC

9913 1

DES NATIONS UNIES . LES REALISATIONS DU GATT , DIT-IL ,
SONT PEU DE CHOSE AUTRES DE CE QU ON PEUT ESPERER DU QUOTE
KENNEDY ROUND UNQUOTE , DONT LA PRINCIPALE RAISON D ETRE
EST LA REDUCTION DES TARIFS DOUANIERS PAR LES PAYS INDUSTRI-
ALISES . EN CE QUI CONCERNE LES ;

714 8

REGIMES PREFERENTIELS , IL ESTIME QUE L ON DOIT S ATTA-
CHER A LES ACCORDER A TOUS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
ET PAS SEULEMENT A QUELQUES UNS .
IL RAPPELLE QUE LE GATT A ETAULI UN PLAN D EXPORTATIONS

DESTINE A CHAQUE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT .

QUANT ;

P15 ;

AUX INSTITUTIONS INTERNATIONALES , M. GEORGE

TOMEN, MINISTRE DE L ECONOMIE DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE,
SE ;

P16 ;

DECLARE EN FAVEUR DE L EXTENSION DES ACCORDS COMMERCIAUX
INTERNATIONAUX COMPRENANT UN PLUS GRAND NOMBRE DE PRODUITS,
NOTAMMENT LE COTON, EN VUE DE STABILISER LES PRIX SEMI
COLON EN FAVEUR DE L EXPANSION DU MARCHE DES PRODUITS PRIMAIRES
SEMI COLON DE L ETABLISSEMENT D UN SYSTEME FINANCIER DE
P12 ;

COMPENSATIONS SEMI COLON DE LA REDUCTION DES TARIFS DOUANIERS
AFFECTANT L EXPORTATION DE PRODUITS MANUFACTURES ET SEMI MANU-
FACTURES SEMI COLON DE LA REDUCTION DU TAUX D INTERET
DES FRETS INTERNATIONAUX ET DE LA CREATION D UNE NOUVELLE ORGA-
NISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL. IL SOUHAITE QUE CETTE
CONFERENCE SE REUNISSE DORENAVANT TOUS ;

P18 ;

LES TROIS ANS. PARA M. SAYED MOHAMED KFOGALI, XOUS
SECRETAIRE AU MINISTRE DU COMMERCE, DE L INDUSTRIE ET DU
RAVITAILLEMENT DU SOUDAN, ESTIME QUE LE PREMIER OBJECTIF DE
LA CONFERENCE EST DE CREER DE NOUVELLES CONCEPTIONS DU COMMERCE
INTERNATIONAL ET DU DEVELOPPEMENT. LE SOUDAN, ;

P19 ;

QUI EN EST A LA CREATION D UNE INFRA

STRUCTURE A ENCORE

LYPA16

BESOIN D IMPORTANTES RESSOURCES FINANCIERES ET DE CADRES.

P19 ;

QUI EN EST A LA CREATION D UNE INFRASTRUCTURE, A ENCORE
BESOIN D IMPORTANTES RESSOURCES FINANCIERES ET DE CADRES.
SA DELEGATION APPUIERA LES PROPOSITIONS QUI TENDRONT A CREER
UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE, A ABOLIR LES BARRIERES DOUANIERES,
A INSTAURER UN SYSTEME DE COMPENSATIONS FINANCIERES ET A ;

P20/46 ;

ENCOURAGER L AFFLUX DE CAPITAL QUI POURRAIT CONTRIBUER A

SECRETAIRE AU MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU
RAVITAILLEMENT DU SOUDAN, ESTIME QUE LE PREMIER OBJECTIF DE
LA CONFERENCE EST DE CREER DE NOUVELLES CONCEPTIONS DU COMMERCE
INTERNATIONAL ET DU DEVELOPPEMENT. LE SOUDAN, ;

P19 ;

QUI EN EST A LA CREATION D'UNE INFRA

STRUCTURE A ENCORE

UN BESOIN

D'IMPORTANTES RESSOURCES FINANCIERES ET DE CADRES.

P19 ;

QUI EN EST A LA CREATION D'UNE INFRASTRUCTURE, A ENCORE
UN BESOIN D'IMPORTANTES RESSOURCES FINANCIERES ET DE CADRES.

SA DELEGATION APPUIERA LES PROPOSITIONS QUI TENDRONT A CREER
UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE, A ABOLIR LES BARRIERES DOUANIERES,
A INSTAURER UN SYSTEME DE COMPENSATIONS FINANCIERES ET A ;

P20/46 ;

ENCOURAGER L'AFFLUX DE CAPITAL QUI POURRAIT CONTRIBUER AU
DEVELOPPEMENT DES PAYS NON INDUSTRIALISES. UNE TELLE AIDE
DEVRAIT SE FAIRE PAR LE CANAL DES INSTITUTIONS APPROPRIEES,
NOTAMMENT PAR LA FIRD. PAR LA PRESIDENT A ANNONCE ALORS
QUE LE DEBAT GENERAL AVAIT PRIIS FIN. "

COL 647 5 "

ZNN

WILL QUERY GVA THAT IS NOW RECEIVED

RQ RQ RQ

RE OUR ZY503 WITH RPTN PAGE 15 ;

AUX INSTITUTIONS INTERNATIONALES, M. WHITE ESTIME QU
ELLES SONT AUSSI IMPARFAITES QUE LES GOUVERNEMENTS DONNÉES
SONT L'EMANATION. C'EST DONC LA VOLONTÉ D'ACTION DES CLER-
MENTS QUI IMPORTE. PAR M. GEORGE TOMEN, MINISTRE DE
L'ECONOMIE DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE, SE ;

P16 ;

ETC.

| | | | |
|-----------------------------|--------|----------|----------|
| ACTION CIVILIAN MILITARY | C.F.A. | I.C.A.O. | P.X. |
| | C.P.O. | W.H.O. | F.A.O. |
| | C.F.O. | U.N.O. | I.T.U. |
| | | | W.M.O. |
| | | | W.F.A.R. |

21
01

673
01/21/38

2176 ZVACA GVA 512 8 17057

ONUC LEOPOLDVILLE ;

INFCO 646 CHEVALIER DE VANDELLINGHEN .

EXTRAIT DU COMMUNIQUE DU 8 AVRIL MATIN FACHIR BOUMAZA

MINISTRE DE LECONOMIE NATIONALE DE LA REPUELIQUE DEMOCRATIQUE
ET POPULAIRE D ALGERIE APRES AVOIR REGRETTE L ABSENCE DE DIVERSES
REPUELIQUES POPULAIRES ET LA PRESENCE D L AFRIQUE DU SUD ET
DU PORTUGAL ET ;

P2 ;

APRES AVOIR DECLARE QUE QUOTE L ALGERIE N EST PAS ICI POUR
TENDRE LA MAIN OU FAIRE APPEL A LA GENEROSITE DES PAYS UNQUOTE
IL DEMANDE AUX PAYS INDUSTRIALISES D INIQUER LES SACRIFICES
AUXQUELS ILS SONT PRETS . A PROPOS DES HYDROCARBURES QUI
REPRESENTENT ACTUELLEMENT PLUS DE LA MOITIE DES ;

P3 ;

EXPORTATIONS DE L ALGERIE IL DEMANDE SI L ON CONTESTE AUX PAYS
PRODUCTEURS DE PETROLE TOUS DROITS DE PROPRIETE SUR LES
GISEMENTS . L ALGERIE DEMANDE UN MODE DE DETERMINATION DU
PRIX DE VENTE DE LA MATIERE PREMIERE A L ETAT ERUT LUI
RECONNAISSANT UNE VALEUR INTRISEQUE A L ATRI ;

P4 ;

DES FLUCTUATIONS DE PRIX , LA MISE AU POINT D ORGANISMES
DE FINANCEMENT DESTINES A FACILITER LE DEMARRAGE DE L INDUSTRIA-
LISATION , UNE ASSISTANCE TECHNIQUE MASSIVE ET SOUHAITE
QUE SOIT AFFIREME QUOTE LE PRINCIPE QU A TOUTES LES MIGRATIONS
VENANT D UN PAYS SOUS DEVELOPPE CORRESPONDE UN EFFORT DE FORMATION ;

P5 ;

PROFESSIONNELLE EN FONCTION DES OBJECTIFS DU PAYS FOURNISSEUR
DANS SES EFFORTS D INDUSTRIALISATION UNQUOTE . IL ESTIME QU
IL SERA ENCORE LONGTEMPS IMPOSSIBLE A L ALGERIE DE TROUVER
DES MOYENS DE FINANCEMENT PROPRES ET SE DECLARE FAVOURABLE A
LA CONSTRUCTION ;

P6 ;

DES MOYENS DE FINANCEMENT PROPRES ET SE DECLARE FAVOURABLE A
LA CONSTRUCTION ;

P6 ;

~~D UN ORDRE ECONOMIQUE DANS UN CADRE MULTILATERAL PARA M NGON~~

SANANIKONE , MINISTRE DES TRAVOUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS
DU LAOS , RAPPELLE L INTERET QUE SON PAYS A PRIS AUX RECENTES
CONFERENCES QUI ONT ETUDIE LE PROBLEME DES PAYS SOUS DEVELOPPES
SANS ACCES A LA MER ET SE ;

P7 ;

JOINT AUX REPRESENTANTS DE L INDE , DE L AFGHANISTAN ,
DE LA BOLIVIE ET DU NEPAL POUR DEMANDER QUE CE PROBLEME SOIT
SOUMIS A UNE COMMISSION SPECIALE . IL LUI PARAIT SOUHAITABLE
QUE LES PAYS DE TRANSIT FOURNISSENT DES MOYENS DE TRANSPORT
SUFFISANTS POUR ACCELERER LE TRANSIT DES ;

P8 ;

DENREES PERISSABLES SEMICOLON QU ILS AUTORISENT LES INTERESSES
A SE CHARGER DU TRANSPORT ET DU TRANSIT AVEC LES MOYENS
DE LEUR CHOIX SEMICOLON QUE LES TARIFS APPLIQUES AUX MARCHANDISES
EN TRANSIT NE SOIENT PAS SUPERIEURS A CEUX QUI SONT APPLIQUES
AU TARIF LOCAL CORRESPONDANT . L ORATEUR SE DECLARE
FAVOURABLE A ;

P9 ;

L ELABORATION D UNE POLITIQUE INTERNATIONALE ECONOMIQUE ET
A LA CREATION D UNE NOUVELLE ORGANISATION INTERNATIONALE DU
COMMERCE PARA FELIPE HERRERA , PRESIDENT DE LA BANQUE INTER-
AMERICAINE DE DEVELOPPEMENT SOULIGNE L IMPORTANCE DU MOUVEMENT
DES PAYS LATINO AMERICAINS POUR REALISER LEUR INTEGRATION
ECONOMIQUE ET LE ROLE IMPORTANT QUE JOUE ;

P10 ;

LA BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT DANS CE MOUVEMENT .
L INTEGRATION ECONOMIQUE LATINO AMERICAINE EN EST MAINTENANT
A SA SECONDE PHASE . IL S AGIT DE METTRE EN OEUVRE LIS
PROGRAMMES DU MARCHÉ COMMUN D AMERIQUE CENTRALE ET DE
L ASSOCIATION LATINO AMERICAINE DE LIBRE ECHANGE . CETTE
EVOLUTION DEVRAIT ETRE ;

P11/12 ;

~~SOUTENUE , NOTAMMENT PAR LA CREATION D UN PARLEMENT LATINO~~
AMERICAIN . ENDALL "

COL 646 B "

YC148 ZY330 G E N E V A 342 8 12342

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO INFCO 645 CHEVALIER DE VANBELLINGHEN.

EXTRAITS DU COMMUNIQUE DU 7 AVRIL APRES MIDI.

JULIO SANABRIA, SOUS SECRETAIRE D ETAT A L INDUSTRIE*5 -7

COMMERCE DU PARAGUAY, SOULIGNE QUE SON PAYS NE PEUT

POURSUIVRE SON DEVELOPPEMENT SANS UNE AIDE ETRANGERE QUI DEVRAIT
ETRE DONNEE

P2

SOUS FORME D UN TRAITEMENT PREFERENTIEL SANS CONCESSIONS
RECIPROQUES. LE PARAGUAY CONNAIT LES DIFFICULTES QUI SONT CELLES
DE TOUS LES PAYS SANS LITTORAL. SA DELEGATION APPUIERA
LES MESURES QUI ONT ETE DEJA PROPOSEES EN VUE DE LA SUPPRESSION
DES BARRIERES DOUANIERES, ELLE APPSiera EGALEMENT TOUTE MESURE EN

P3

FAVEUR DE LA STABILISATION DES PRIX, TOUTE MESURE DE NATURE
A ACCROITRE LES EXPORTATMNS INVISIBLES DES PAYS EN VOIE DE
DEVELOPPEMENT PARA LLL MARCONI ROBINSON, MINISTRE DE L AGRICULTURE
DE L INDUSTRIE ET DU COMMERCE DE TRINITE ET TOBAGO SE
RALLIE AUX PROPOSITIONS SUIVANTES COLON OUVERTURE DES MARCHES

P4

MONDIAUX, ABOLITION DES PREFERENCES ET DES RESTRICTIONS,
 PLUS GRANDE STABILITE DES PRIX DES PRODUITS PRIMAIRES. M.

ROBINSON ESTIME QU'UNE EXPANSION DU COMMERCE ENTRE LES PAYS A
 ECONOMIE PLANIFIEE ET LES PAYS A MARCHÉ LIBRE SERAIT DE NATURE
 A FAVORISER LES PRODUITS DES PAYS EN VOIE

P5

DE DEVELOPPEMENT. I SE DECLARE D'ACCORD AVEC LES DIX POINTS
 EXPOSES MIER PAR LE DELEGUE DU ROYAUME UNI PARA GGG LLL
 SAKHNOVSKY, MINISTRE DU COMMERCE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE
 SOVIETIQUE D'UKRAINE APRES AVOIR REGRETTE L'ABSENCE DES REPUBLIQUES
 POPULAIRES DE CHINE, DE COREE ET DU VIET

P6

NAM, DECLARE QUE SA DELEGATION APPUIERA LES DEMANDES QUI
 ONT ETE FAITES PAR LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT EN VUE
 DE RESOUDRE LEURS DIFFICULTES ECONOMIQUES PAR DES ACCORDS
 INTERNATIONAUX. IL ESTIME QUE LA TACHE LA PLUS URGENTE DE LA
 CONFERENCE EST D'ETABLIR DES PRINCIPES DE NOUVELLES

P7/42

RELATIONS ECONOMIQUES ET QU'UNE NOUVELLE ORGANISATION DESTINEE
 A REMPLACER LE GATT DOIT ETRE CREEE PAR LA CONFERENCE PARA LA
 SEANCE A ETE LEVEE APRES L'INTERVENTION DE MMM SAKHNOVSKY.
 PROCHAINE SEANCE DEMAIN MERCREDI 8 AVRIL A 10 HEURES 30
 ENDALL "

| | |
|----------|----------|
| ACTION | |
| CIVILIAN | MILITARY |

21

INDEXED TO
2138
C.F.C.

YC89 KZY254 GVA 726 7 1918 ;

ONUC LEOPOLDVILLE ;

INFCO 544

CHEVALIER DE VANELLINGHEN STOP EXTRAITS DU COMMUNIQUE DU
7 AVRIL MATIN STOP M. OOO CCC GUNDERSEN CMA-MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES DE NORVEGE CMA ETABLIT UNE DISTINCTION
ENTRE LAIDE ET LE COMMERCE CMA CAR DIT IL CMA MEME LES SYSTEMES
COMMERCIAUX INTERNATIONAUX LES MIEUX CONCUS POURRAIENT ;

P2 ;

NE PAS APPORTER LES SOLUTIONS ATTENDUES STOP L'EXPANSION DES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DOIT SE FAIRE DANS LE CADRE
DUNE DIVISION RATIONNELLE DU TRAVAIL SUR LE PLAN INTERNATIONAL
ET DANS LE CADRE DU PLEIN EMPLOI STOP UNE PREMIERE ETAPE
CONSISTERAIT A OPERER UNE REDUCTION DES TARIFS DOUANIERS
STOP LORATEUR ;

P3 ;

DECLARE QUE SA DELEGATION APPUIE LE PROGRAMME D'ACTION DU GATT
ET QU'ELLE MET DE GRANDS ESPOIRS DANS LE QUOTE KENNEDY ROUND
UNQUOTE STOP IL EMET DES DOUTES QUANT A L'EFFICACITE DE LA CLAUSE
PREFERENTIELLE LORSQUE ELLE EST APPLIQUEE A DIVERS PRODUITS
DE CERTAINS PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT CE ;

P4 ;

QUI IMPLIQUE UNE DISCRIMINATION DEFAVORABLE A D'AUTRES PAYS
ET PEUT ETRE EXPLOITEE SUR LES MARCHES INTERNATIONAUX
AUX DEPENS DES PAYS LES PLUS FAIBLES STOP PARA M. CORNELIO
PALMACEBA CMA SECRETAIRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE LA
REPUBLIQUE DES PHILIPPINES INSISTE SUR L'INTERET QUE PORTE SA
DELEGATION A LA STABILISATION ;

P5 ;

DES PRIX DES PRODUITS PRIMAIRES A UN TAUX EQUITABLE ET REMUNE-
RATEUR

STOP IL SE DECLARE FAVORABLE A LA CONCLUSION D'ACCORDS INTER-
NATIONAUX CMA PRODUIT PAR PRODUIT STOP IL ESTIME QUE L'ABO-
LITION DES TARIFS DOUANIERS AMELIORERAIT LE COMMERCE INTER-
NATIONAL CMA AINSI QUE L'OUVERTURE DES MARCHES DES PAYS
INDUSTRIALISES AUX PRODUITS PRIMAIRES STOP ;

P6 ;

IL DEMANDE L'AMELIORATION DU COMMERCE INVISIBLE ET INSISTE

INDUSTRIALISES AUX PRODUITS PRIMAIRES STOP ;

P6 ;

IL DEMANDE L'AMELIORATION DU COMMERCE INVISIBLE ET INSISTE SUR LE COUT DU FRET CMA SI IMPORTANT POUR UNE ILE COMME CELLE AU NOM DE LAQUELLE IL PARLE STOP LE TEMPS SEMBLE VENU DIT IL OU LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DEVRAIENT AVOIR LEUR MOT A DIRE DANS LA FIXATION ;

P7 ;

DES TAUX DU FRET STOP ENFIN CMA M. PALMACEA PRECONISE LA CREATION DE COMITES PERMANENTS CHARGES DE LA MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LA CONFERENCE ET QUI SE REUNIRAIENT PERIODIQUEMENT STOP IL SUIVRA AVEC INTERET LES DISCUSSIONS EN FAVEUR DUN GATT RENOVE CMA FONCTIONNANT

DANS LE CADRE DES ;

P8 ;

NATIONS UNIES CMA AINSI QUE CELLES DU QUOTE KENNEDY ROUND UNQUOTE PARA M. KEITA N'FAMARA CMA MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE CHARGE DE LA COOPERATION ET DES PROBLEMES ECONOMIQUES CMA APRES AVOIR REGRETTE L'ABSENCE DE LA CHINE POPULAIRE ET LA PRESENCE DE L'AFRIQUE DU SUD ;

P9 ;

ET DU PORTUGAL A LA CONFERENCE DECLARE QUE LA PREMIERE MESURE A RECHERCHER CEST D'ABORD L'ELIMINATION DES OBSTACLES CRIES PAR LA DOMINATION ECONOMIQUE CMA SEQUELLE DU COLONIALISME ET DE L'IMPERIALISME STOP IL PLACE AU PREMIER PLAN LA REALISATION DUN MARCHÉ COMMUN AFRICAIN STOP SUR LE PLAN INTERNATIONAL IL FAUT ELIMINER ;

P10 ;

LES BARRIERES DOUANIERES SEMICOLON ENVISAGER DES CREDITS A LONG TERME ET A DES TAUX D'INTERET PEU ELEVES SEMICOLON PESER SUR LE COMMERCE INVISIBLE CMA SUR LE TAUX DE FRET ET D'ASSURANCE ET AJOUTE TIL CMA QUOTE SUR LE COUT ONEREUX CMA PARFOIS SCANDALEUX CMA DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE UNQUOTE CMA CREER ;

P11 ;

DE NOUVEAUX ORGANISMES INTERNATIONAUX DANS LE CADRE DE L'ONU STOP PARA M. AIME MATSIKA CMA MINISTRE DU COMMERCE DE L'INDUSTRIE DES MINES CHARGE DE L'AVIATION CIVILE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO BRACKET BRAZZAVILLE UNBRACKET CMA DECLARE QUE POUR SON PAYS PARLER DE DEVELOPPEMENT CEST D'ABORD CREER LES BASES DE CE ;

P12 ;

DEVELOPPEMENT SUR DES ASSISES NATIONALES SOLIDES STOP IL DEMANDE L'ABANDON DES BARRIERES DOUANIERES ET QUE SOIENT PRISES DES MESURES DE NATURE A ARRETER LA FLUCTUATION DES PRIX PARA M. ARMANDO DE PAULA COELHO SECRETAIRE D'ETAT DU COM-

DEMANDE L'ABANDON DES BARRIÈRES DOUANIÈRES ET QUE SOIENT
PRISES DES MESURES DE NATURE À ARRÊTER LA FLUCTUATION DES PRIX
PARA M. ARMANDO DE PAULA COELHO SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU COM-
MERCE DU PORTUGAL DÉCLARE QUE LE PORTUGAL APPUIERA LES MESURES
DESTINÉES À STABILISER

L'EXPORTATION ;

P13 ;

DES PRODUITS PRIMAIRES OU COMPRIS UN SYSTÈME DE COMPENSATION
FINANCIÈRE STOP LA DÉLÉGATION DU PORTUGAL APPUIERA LA PRO-
POSITION DE MESURES PRÉFÉRENTIELLES SANS RÉCIPROCITÉ
EN FAVEUR DES PRODUITS MANUFACTURÉS DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOP-
PEMENT ET L'ÉLIMINATION DES BARRIÈRES DOUANIÈRES STOP EN CE QUI
CONCERNE L'ASSISTANCE TECHNIQUE L'ORATEUR SE DÉCLARE PARTISAN ;

P14 ;

DES CRÉDITS À L'EXPORTATION ET DES PRÊTS CONSENTIS À UN INTÉRÊT
PEU ÉLEVÉ STOP IL SUGGÈRE QU'UNE LARGE PART DES PROFITS
QUI DÉCOULENT DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT SOIT REINVESTIE
DANS LES MÊMES PAYS STOP IL ESTIME QUE LES GROUPEMENTS RÉGIO-
NAUX ÉCONOMIQUES SONT DE NATURE ;

P15/26 ;

À RENFORCER LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE ET SUGGÈRE
EN CE QUI CONCERNE LE GATT QU'IL SOIT MODIFIÉ ET
QUE SON ACTIVITÉ SOIT PLUS ÉTENDUE EN DALL "

COL 644 7 "

YC40 ZY132 GENEVA 932 06 1955 ;

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 642

CHEVALIER DE VANDERLINDEN EXTRAIT DU COMMUNIQUE DU 6
AVRIL MATIN. M. DAVID A. MORSE, DIRECTEUR GENERAL DU
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT) CONSTATE QUE LA
GRANDE FAIBLESSE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT RESULTE
DE L'ABSENCE D'UNE INFRASTRUCTURE DES INSTITUTIONS
SOCIALES ;

P2 ;

UN VASTE PROGRAMME D'EDUCATION DOIT ASSURER LA PARTICIPATION
DE TOUTE LA COMMUNAUTE HUMAINE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE,
CE QUI NE POURRA SE FAIRE SI UN CERTAIN ESPRIT DE SACRIFICE
N'EST PAS CULTIVE. IL CONVIENDRA EGALEMENT D'ADAPTER LA
STRUCTURE DE LA PRODUCTION DES PAYS INDUSTRIALISES AFIN ;

P3 ;

QU'ILS PUISSENT ABSORBER SANS INCONVENIENCE LES IMPORTATIONS
ACCRUES QU'ILS RECEVRONT DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

ENFIN, C'EST UN PRINCIPE GENERAL, SOULIGNE L'ORATEUR,
QUE LA LIBERALISATION DU COMMERCE NE DOIT PAS SE FAIRE AUX
DEPENS DES INDIVIDUS QU'ELLE PRIVERAIT DE LEUR ;

P4 ;

TRAVAIL; LES GOUVERNEMENTS DOIVENT PREVOIR DES MESURES
PERMETTANT LE REEMPLOI, PEUT-ETRE DANS DES EMPLOIS PLUS
REMUNERATEURS QUE CEUX AUXQUELS ON AURA DU RENONCER.

M. EDWARD HEATH, SECRETAIRE D'ETAT POUR L'INDUSTRIE ET LE
COMMERCE DU ROYAUME-UNI, RAPPELLE QUE SON PAYS ;

P5 ;

A ABOLI PRESQUE TOUTES LES RESTRICTIONS AUX PRODUITS QU'IL
IMPORTA DES PAYS MEMBRES DU COMMONWEALTH, CE QUI REPRESENTA
PLUS DE LA MOITIE DES POPULATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOP-
PEMENT REPRESENTA A CETTE CONFERENCE. IL ENUMERE LES DIX
POINTS QUI, SELON LUI, DEVRAIENT RETENIR L'ATTENTION ;

PEMENT REPRÉSENTE A CETTE CONFÉRENCE. IL ÉNUMÈRE LES DIX
POINTS QUI, SELON LUI, DEVRAIENT RETENIR L'ATTENTION ;
P6 ;

DE LA CONFÉRENCE. LES SIX PREMIERS CONCERNENT LA LIBÉRALISATION
DU COMMERCE (REDUCTION OU ABOLITION DE DIFFÉRENTS TARIFS
DOUANIERS EN FAVEUR DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT).
LES QUATRE AUTRES POINTS CONCERNENT LES FORMES QUE DEVRAIT
PRENDRE L'ASSISTANCE AU COMMERCE DES PAYS EN VOIE DE ;
P7 ;

DÉVELOPPEMENT (CLAUSES PRÉFÉRENTIELLES DES PAYS INDUSTRIALISÉS
POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET ENTRE PAYS EN VOIE DE
DÉVELOPPEMENT, STABILISATION DES PRIX GRÂCE À DES ACCORDS
DANS LESQUELS SÉRAIENT COMPRIS L'OUVERTURE AUX MARCHÉS
DES PAYS DÉVELOPPÉS, ASSISTANCE FINANCIÈRE, POUR LAQUELLE
L'ORATEUR DEMANDE DES ;
P8 ;

SUGGESTIONS À LA CONFÉRENCE). M. HEATH SOUHAITE QUE,
PLUTÔT QUE DE CRÉER DES INSTITUTIONS NOUVELLES, CE QUI NE
SAURAIT AVOIR L'ACCORD DU ROYAUME-UNI, ON S'ATTACHE
À GUIDER ET À STIMULER LES INSTITUTIONS EXISTANTES. M.D.
GOMBOJAV, MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ;
P9 ;

DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE, APRÈS AVOIR
REGRETTÉ L'ABSENCE DE CERTAINS PAYS SOCIALISTES ET
ESQUISSE UNE HISTOIRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA
MONGOLIE, DONT AUJOURD'HUI 30 POURCENT DES EXPORTATIONS
CONSISTENT EN PRODUITS MANUFACTURÉS OU SEMI-MANUFACTURÉS
ET DONT PLUS DE LA MOITIÉ DES IMPORTATIONS CONSISTE ;
P10 ;

EN ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL, DEMANDE L'ABOLITION DE TOUTE
MESURE DISCRIMINATOIRE À L'ÉGARD DES
PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT. IL DEMANDE ÉGALEMENT QU'EN
REMPLACEMENT DU GATT, DE NOUVELLES ORGANISATIONS SOIENT
CRÉÉES SOUS L'ÉGIDE DES NATIONS UNIES, POUR L'ORGANISATION
DU COMMERCE INTERNATIONAL. M. ;

P11 ;
ABDUL AZIZ AL-NAFIDH, MINISTRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE
L'IRAK TIENS À REDRESSER UNE QUOTE NOTION QUI SEMBLE ÊTRE
REPANDUE LARGEMENT, MÊME PARMI NOS AMIS DES PAYS EN VOIE
DE DÉVELOPPEMENT UNE QUOTE À SAVOIR QUE LES PAYS PRODUCTEURS
DE PÉTROLE ET NOTAMMENT L'IRAK ;

P12 ;
APPARTIENDRAIENT À UN CLUB DE RICHES. OR, QUOTE LE PÉTROLE
N'EST RIEN DE PLUS QU'UN PRODUIT DE BASE QUI A SES PROPRES

APPARTIENDRAIENT A UN CLUB DE RICHES. OR, QUOTE LE PETROLE
N'EST RIEN DE PLUS QU'UN PRODUIT DE BASE QUI A SES PROPRES
CARACTERISTIQUES UNQUOTE ET DONT L'EXPLOITATION EST
COMPLETEMENT CONTROLEE PAR LES PAYS INDUSTRIALISES, PAR
L'INTERMEDIAIRE DE LEURS COMPAGNIES NATIONALES. L'IRAK ;
P13 ;

A RETIRE DE CES EXPORTATIONS DE PETROLE A UN CERTAIN MOMENT
PLUS DE 94 POURCENT DE SES DEVISES ETRANGERES. MAIS DES
ONZE DOLLARS QUE PAIE POUR UN BARIL DE PETROLE RAFFINE LE
CONSUMMATEUR D'UN PAYS INDUSTRIALISE, SEULEMENT 74 CENTS
REVIENNENT A L'IRAK, ET PLUS DE ;

P14 ;

96 POURCENT DU PRIX VONT AINSI QUOTE AUX PAYS DEJA RICHES,
PROPRIETAIRES DU CARTEL MONDIAL DU PETROLEUNQUOTE. M.

AZIZ AL-MAFIDE DEMANDE UNE PLUS EQUITABLE REPARTITION DES
BENEFICES, CAR LA SITUATION, SI ELLE N'EST PAS CORRIGEE
QUOTE NE SAURAIT ETRE TOLEREE LONGTEMPS UNQUOTE. ;

P15 ;

ENFIN, L'ORATEUR CONSIDERE QUE LES ORGANISMES INTERNATIONAUX
EXISTANTS SONT INADEQUATS ET IL DEMANDE QU'UNE PLUS GRANDE

PART DES FONDS DE DEVELOPPEMENT SOIT FOURNIE PAR L'INTERME-
DIAIRE DES NATIONS UNIES. PARA. JEAN REY, REPRESENTANT
DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE BRACKETS CEE UNBRACKET,
APRES AVOIR ;

P16 ;

CITE LA CEE COMME UN EXEMPLE D'INTEGRATION ECONOMIQUE
REGIONALE, DECLARE QU'A SON AVIS, IL FAUT D'ABORD
PERSUADER LES PAYS DEVELOPPES DE LA NECESSITE DE FAIRE DES
EFFORTS ENCORE PLUS GRANDS SEMICOLON IL FAUT ENSUITE LES
CONVAINCRE DE L'EFFICACITE DES MESURES PROPOSEES. A CE ;

P17 ;

SUJET, IL ESTIME QUE LES PAYS DEVELOPPES NE SONT PAS
ENTIEREMENT CONVAINCUS DU REALISME DES SOLUTIONS PROPOSEES PAR
LE RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE. IL PENSE
QU'IL N'EST PAS POSSIBLE DE TROUVER EN SI PEU DE TEMPS
UNE SOLUTION UNIVERSELLE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES MONDIAUX. ;

P18 ;

IL RAPPELLE QUE LA CEE A DEJA PROPOSE QUE DES ACCORDS INTERNATI-
ONNAUX SOIENT NEGOCIES, PRODUIT PAR PRODUIT, DANS LE CADRE
DU QUOTE KENNEDY-ROUND UNQUOTE. IL DONNE SON APPUI AU
QUOTE PLAN BRASSEUR UNQUOTE BRACKET QUI SUGGERE UN SYSTEME
SELECTIF PREFERENTIEL UNBRACKET ET FAIT REMARQUER ;

P19/32 ;

QUE LE FAIT QUE 18 PAYS AFRICAINS SONT ASSOCIES A LA CEE

LES PAYS DEVELOPPES NE SONT PAS
ENTIEREMENT CONVAINCUS DU REALISME DES SOLUTIONS PROPOSEES PAR
LE RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE. IL PENSE
QU'IL N'EST PAS POSSIBLE DE TROUVER EN SI PEU DE TEMPS
UNE SOLUTION UNIVERSELLE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES MONDIAUX. ;

P18 ;

IL RAPPELLE QUE LA CEE A DEJA PROPOSE QUE DES ACCORDS INTERNATI-
ONNAUX SOIENT NEGOCIES, PRODUIT PAR PRODUIT, DANS LE CADRE
DU QUOTE KENNEDY-ROUND UNQUOTE. IL DONNE SON APPUI AU
QUOTE PLAN BRASSEUR UNQUOTE BRACKET QUI SUGGERE UN SYSTEME
SELECTIF PREFERENTIEL UNERACKET ET FAIT REMARQUER ;

P19/32 ;

QUE LE FAIT QUE 18 PAYS AFRICAINS SONT ASSOCIES A LA CEE
TEMOIGNE DE LA VALEUR DES ACCORDS SIGNES ENTRE LE MARCHE COMMUN
EUROPEEN ET LES PAYS AFRICAINS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT "

COL 642 6 30 94 74 90 18 "

C392 ZY629.

G E N E V E 1049 1049 3 2234
Y

ONUC LEO

INFCO 641

CHEVALIER DE VANDELLINGHEM. EXTRAIT DU COMMUNIQUE DU 3
AVRIL, APRES MIDI. M. SALIA JUSU SHERIFF, MINISTRE DU
COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE SIERRA LEONE ESTIME QUE L'AIDE
EST ENCORE NECESSAIRE SEMICOLON LE COMMERCE NE PEUT LUI ETRE
SUSSTITUE. IL

P2.

SE DECLARE PARTISAN DE L'EXTENSION DES MARCHES, DE L'AMELIO-
RATION DE LA PRODUCTION LOCALE AGRICOLE ET MANUFACTUREE,
D'UNE REPARTITION PLUS EQUITABLE DES BENEFICES DU COMMERCE
INVISIBLE ET DE LA CREATION D'UN ORGANISME INTERNATIONAL CHARGE
DE METTRE EN OEUVRE LES DECISIONS QUE POURRAIT PRENDRE
LA CONFERENCE.

P3.

IL SOUHAITE QUE SOIENT FORMES DES UNIONS DOUANIERES ET DES
ACCORDS ECONOMIQUES REGIONAUX. NEAMMOINS IL NE FAUDRAIT PAS
S'EN TENIR A UNE CONCEPTION REGIONALE. IL ESPERE QUE LA
CONFERENCE TROUVERA LES MOYENS TECHNIQUES D'ATTIRER
LES INVESTISSEMENTS PRIVES DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT,
IL SUGGERE QUE SOIT

P4.

CREER UNE AGENCE DONNANT DES GARANTIES AUX INVESTISSEMENTS DU
CAPITAL INTERNATIONAL PARA M. ALI NAGHI ALIKHANI. MINISTRE DE
L'ECONOMIE DE L'IRAN CONSTATE QUE LE PROBLEME MAJEUR RESTE L'
EXPANSION DU COMMERCE SUR DES BASES EQUITABLES. LE SYSTEME
ACTUEL DU COMMERCE INTERNATIONAL MILITE CONTRE LE DEVELOPPEMENT

P5.

DES PAYS NON INDUSTRIALISES. LES INNOVATIONS DE
LA TECHNOLOGIE, COMME CELLE PAR EXEMPLE DES PRODUITS SYNTHETIQUES,
SONT EGALEMENT UNE CAUSE DE TROUBLE ECONOMIQUE.

LA TECHNOLOGIE, COMME CELLE PAR EXEMPLE DES PRODUITS SYNTHÉTIQUES, SONT ÉGALEMENT UNE CAUSE DE TROUBLE ÉCONOMIQUE.9

DEVELOPPEMENT DEVRAIENT

LES PAYS EN VOIE

ACCEPTER DES CHANGEMENTS DE STRUCTURE DE
LEUR ÉCONOMIE ET LA DIVERSIFIER AFIN D'AUGMENTER
DES

P5.

DES PAYS NON INDUSTRIALISÉS. LES INNOVATIONS DE
LA TECHNOLOGIE, COMME CELLE PAR EXEMPLE DES PRODUITS SYNTHÉTIQUES. SONT ÉGALEMENT UNE CAUSE DE TROUBLE ÉCONOMIQUE.
LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DEVRAIENT

ACCEPTER DES CHANGEMENTS DE STRUCTURE DE
LEUR ÉCONOMIE ET LA DIVERSIFIER AFIN D'AUGMENTER LEURS RECETTES
P6.

EN DEVISES ÉTRANGÈRES. LA DÉLÉGATION DE L'IRAN APPUIE
L'IDÉE QUE DES CONFÉRENCES SEMBLABLES À CELLE CI SOIENT ORGANISÉES
TOUS LES DEUX ANS, ET QUE SOIENT CRÉÉS DES CONSEILS OU
DES NATIONS UNIES

P7.

PARA M. THORKIL KRISTENSEN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION
DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT (OCDE) DÉCLARE QUE LES
PAYS MEMBRES DE L'OCDE SONT PARFAITEMENT CONSCIENTS DE LA NÉCESSITÉ
DE RÉDUIRE LES BARRIÈRES DOUANIÈRES EN FAVEUR DES PAYS EN VOIE
DE DÉVELOPPEMENT. CETTE RÉDUCTION POURRA ÊTRE OBTENUE
P8., PAR LE QUOTE KENNEDY ROUND UNQUOTE. IL EST D'ACCORD
AUSSI SUR LA NÉCESSITÉ DE RÉVISER LES RÉGLEMENTS QUI RÉGISSENT
LE COMMERCE INTERNATIONAL. IL EST ÉGALEMENT SUR LA NÉCESSITÉ
DE NOUVEAUX ACCORDS EN VUE DE LA STABILISATION DES MARCHÉS.
IL DÉCLARE QUE L'OCDE SERA HEUREUSE DE

P9

PRENDRE PART À L'EXPÉRIENCE DES GROUPEMENTS RÉGIONAUX ÉCONOMIQUES
DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT. M. COURMOUARCOUNE,
MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE LA RÉPUBLIQUE
DU NIGER, RECONNAÎT UNE ORGANISATION DES PRODUCTIONS ET
DES ÉCHANGES, LESQUELS DEVRAIENT ÊTRE STIMULÉS PAR L'
ÉLARGISSEMENT

P109

DES POLITIQUES D'IMPORTATION DES PAYS INDUSTRIALISÉS,
PAR L'ABAISSEMENT DES BARRIÈRES DOUANIÈRES ET CONTINGENTAIRES. PAR LA SUPPRESSION DES CLAUSES DE RÉCIPROCIÉ
AUTOMATIQUE DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX. EN CE QUI CONCERNE
LES PRODUITS DE BASE. L'ORATEUR ESTIME QU'IL EST

GÉNÉRALES. PAR LA SUPPRESSION DES CLAUSES DE RÉCIPROCI-
AUTOMATIQUE DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX. EN CE QUI CONCERNE
LES PRODUITS DE BASE. L'ORATEUR ESTIME QU'IL EST
IMPOSSIBLE DE DISJOINDRE LES PROBLÈMES RELATIFS AUX

P1199

PRODUITS PRIMAIRES AGRICOLES ORIGINAIRES DES ZONES TEMPÉRÉES
ET TROPICALES SEMI COLON LES SOLUTIONS EN CETTE MATIÈRE
DOIVENT TENIR COMPTE NON D'UN GROUPE DE PRODUITS SEMI COLON
IL SE DÉCLARE PARTISAN DE LA CONCLUSION D'ACCORDS INTERNATIONAUX.
IL PROPOSE QUE SOIT ÉTABLIE UNE RELATION FIXE ENTRE

P12

PRIX DES PRODUITS PRIMAIRES DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT
ET PRIX DES PRODUITS MANUFACTURÉS EXPORTÉS PAR LES PAYS
INDUSTRIALISÉS. LA RÉFORME DU GATT LUI PARAÎT NÉCESSAIRE

ET LA CONSTITUTION D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE
SOUHAITABLE. PAR M. J.S. NAYANJA-NKANGI,
MINISTRE

PE

DU COMMERCE DE L'UGANDA. SE DÉCLARE
PARTISAN DE L'ABOLITION DES BARRIÈRES DOUANIÈRES ET DES
RESTRICTIONS QUANTITATIVES, AINSI QUE DES TAXES À LA CONSOMMATION
DES PRODUITS EN PROVENANCE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT
NOTAMMENT CELLES QUI AFFECTENT LE CAFÉ SEMI COLON À CE SUJET,
IL

P14

INVITE LES PAYS SOCIALISTES À AUGMENTER LEURS IMPORTATIONS DE
CAFÉ. L'ORATEUR APPUIERA TOUTE PROPOSITION TENDANT À
OUVRIR LE MARCHÉ DES PAYS INDUSTRIALISÉS AVEC DES CLAUSES
PRÉFÉRENTIELLES. IL EXPRIME LA DÉCEPTION DE SA DÉLÉGATION
QUANT AUX EFFETS DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.
TELLE

P15

QU'ON - 549713 S-, 15 -11948 37 4-55. CETTE CLAUSE DOIT
ÊTRE CHANGÉE, IL ESTIME TOUTEFOIS QUE LE PROGRAMME D'
ACTION DU GATT PEUT ÊTRE

P15

QU'ON LA TROUVE DANS LES ACCORDS DU GATT. CETTE CLAUSE DOIT
ÊTRE CHANGÉE, IL ESTIME TOUTEFOIS QUE LE PROGRAMME D'
ACTION DU GATT PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN MINIMUM ACCEPTABLE.
LA DÉLÉGATION DE L'UGANDA SUGGÈRE EN UN SYSTÈME INTERNATIONAL

P15

QU'ON LA TROUVE DANS LES ACCORDS DU GATT. CETTE CLAUSE DOIT
ETRE CHANGEE, IL ESTIME TOUTEFOIS QUE LE PROGRAMME D'
ACTION DU GATT PEUT ETRE CONSIDERE COMME UN MINIMUM ACCEPTABLE.
LA DELEGATION DE L'UGANDA SUGGERE QU'UN SYSTEME INTERNATIONAL
DE COMPENSATION FINANCIERE SOIT CONCU DE

P16

TELLE FACON QU'IL PUISSE JOUER AUTOMATIQUEMENT.

IL SERAIT FINANCE PAR DES CONTRIBUTIONS DES PAYS PARTICIPANTS.
EN CE QUI CONCERNE L'AIDE, IL SUGGERE
QUE SOIT ETUDIE UN ACCORD INTERNATIONAL ETABLISSANT LES
PRINCIPLES REGISSANT LES RAPPORTS ENTRE PRETEURS ET EMPRUNTEURS.
VARA M. JEAN AGTEMEGNAN.

P17.

MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME DE LA
REPUBLIQUE DU TOGO,
ANTIDERN DE LA SUPPRESSION DES BARRIERES DOUANIERES.
LA NECESSITE DACC

P17.

MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME DE LA
REPUBLIQUE DU TOGO,
SE DECLARE PARTISAN DE LA SUPPRESSION DES BARRIERES DOUANIERES.
LA NECESSITE DACCORDS INTERNATIONAUX SUR LES PRINCIPAUX PRODUITS
DE BASE ET CELLE DASSURER DES DETOUCHEES AUX PRODUITS DES PAYS EN
COIE DE

YC354

ZY564 GVA 493 3 18422 ;

ONUC LEOPOLDVILLE ;

INFCO 640 CHEVALIER DE VANBELLINGHEN . EXTRAIT DU COMMUNIQUE
DU 3 AVRIL , MATIN . M SALEM LUTFI AL GADI , MINISTRE
DES FINANCES ET DE LECONOMIE NATIONALE DE LA LIBYE DEMANDE

LA SUPPRESSION DES RESTRICTIONS A L'EXPORTATION DES PAYS EN VOIE DE
DEVELOPPEMENT , EN PARTICULIER CELLES VISANT ;

P2 ;

LES PRODUITS MANUFACTURES ET SEMI-MANUFACTURES . IL SOUHAITE
QUE LES PAYS DEVELOPPES METTENT SUR PIED DES PROGRAMMES
D'EXPORTATION ET DES ACCORDS COMMERCIAUX INTERNATIONAUX .
L'ORATEUR INSISTE PARTICULIEREMENT POUR QUE SOIENT AMELIOREES
LES CONDITIONS DU COMMERCE INVISIBLE POUR LES PAYS EN VOIE DE
DEVELOPPEMENT . PARA M NMACIRE NDOURE , MINISTRE ;

P3 /

DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS DE LA REPUBLIQUE DU MALI , APRES
AVOIR REGRETTE L'ABSENCE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
ET LA PRESENCE DE L'AFRIQUE DU SUD ET DU PORTUGAL , DECLARE
INSUFFISANTS LES ACCORDS COMMERCIAUX DU TYPE TRADITIONNEL .
IL PROPOSE DE LES REMPLACER PAR DES ACCORDS CONCLUS ;

P4 ;

SUR LA BASE DE PLUSIEURS PRODUITS , PLUTOT QUE SUR CELLE
DE PRODUITS INDIVIDUELS SEMICOLON CE QUI IMPLIQUERAIT LA
MISE SUR PIED DUN SYSTEME DE QUOTAS ET DE CONTINGENTS TENANT
COMPTE NON SEULEMENT DU NIVEAU DE PRODUCTION ATTEINT PAR CHAQUE
PAYS MAIS ENCORE DE CRITERES TELS QUE L'APTITUDE DE CHAQUE ;

P5 ;

PAYS SOUS DEVELOPPE A PRODUIRE LA DENREE OU LA MATIERE PREMIERE
EN QUESTION . LE MALI SE DECLARE PRET A PARTICIPER A
L'ELABORATION DUN CODE INTERNATIONAL D'INVESTISSEMENTS AINSI
QU A LA CREATION DUN FONDS INTERNATIONAL DE GARANTIE DESTINE
A COUVRIR LES RISQUES NON COMMERCIAUX PARA M AAA TARCICI ,
REPUBLIQUE ;

A COUVRIR LES RISQUES NON COMMERCIAUX PARA M AAA TARCICI ,
REPUBLIQUE ;

P6 ;

ARABE DU YEMEN , APRES AVOIR REMERCIE M SPINELLI DES EFFORTS
QU IL A FAIT EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DE SONS PAYS , INSISTE
SUR LA NECESSITE DE STABILISATION DES PRIX POUR UN PAYS OU
LE PRODUIT PRIMAIRE EST LE CAFE , LEQUEL A SUBI CES DERNIERES

ANNEES UNE PERTE ;

P7 ;

DE PRIX A L'EXPORTATION EVALUEE AUX DEUX TIERS DU PRIX ORIGINAL
D IL Y A MOINS DE HUIT ANS . L'ORATEUR AFFIRME ENSUITE QUE
QUOTE TOUTE DISCUSSION SERIEUSE , RELATIVE AU COMMERCE ET
AU DEVELOPPEMENT PAR RAPPORT A L'EVOLUTION DU YEMEN DOIT INEVITA-
VLEMENT RECONNAITRE LA NECESSITE FONDAMENTALE DE LA RESTITUTION ;

P8 ;

AU YEMEN DE SON PORT NATUREL , ADEN UNQUOTE PARA M EVAN BOUDINOV ,
MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE
BULGARIE , APRES AVOIR REGRETTE L'ABSENCE DE CERTAINS PAYS
SOCIALISTES A LA CONFERENCE ET SE TRE ELEVE CONTRE LE BLOCUS
DE CUBA , ET APRES SE TRE DECLARE HOSTILE ;

P9 ;

AU MARACHE COMMUN , CONDAMNE LA POLITIQUE COMMERCIALE
FONDEE SUR LINEGALITE DES DROITS , ET NON SUR LA BASE DE
L'AVANTAGE RECIPROQUE . IL DEMANDE L'AMELIORATION DU COMMERCE
INVISIBLE ET QUE SOIT AUGMENTE L'EFFICACITE DES ARRANGEMENTS
DE STABILISATION INTERNATIONAUX EN VIGUEUR . IL SOUHAITE QUE
DE NOUVEAUX ACCORDS SOIENT CONCLUS ;

P10/43 ;

DANS CE DOMAINE , AVEC LA PARTICIPATION DE TOUS LES EXPORTATEURS
ET CONSOMMATEURS DE CERTAINS PRODUITS , EN VUE D ASSURER UN
NIVEAU DE PRIX EQUITABLE . M BOUDINOV CONDAMNE LE GATT ET SE
DECLARE EN FAVEUR DE LA CREATION DUNE ORGANISATION NOUVELLE "

COL 640 3 "

7 ACTION
CIVILIAN MILITARY

1964 APR -3 AM 6 57

O. N. U'Č.

P2/46 :

MM. GIZENGA ET QU'IL EXISTERAIT UNE LISTE NOIRE DES PERSONNES A
APATTRE. LE JOURNAL RAPPORTE QUE LE PORTE PAROLE DE L ONU A ADMI
QUE LES EFFORTS DE L ORGANISATION INTERNATIONALE POUR DESARMER
LES GENDARMES KATANGAIS ONT COMPLETEMENT ECHOUES "

COL 639 "

PLK

| BOOKING THE FORM | | DELIVERED TO: |
|------------------|---|---------------|
| S.P. | ✓ | |
| C.P. | ✓ | |
| F.P. | ✓ | |
| C.P.C. | | |
| C.F.C. | | |
| C.P. | | |
| C.G.S. | | |
| MILITARY | | FARE |

111-6

YC321 ZY490 GVA 649 3 15892 ;

ONUC LEOPOLDVILLE ;

INFCO 638 CHEVALIER DE VANIELLINGHEN . EXTRAIT DU COMMUNIQUE

DU 2 AVRIL, APRES M. JOZSEF PIRO, MINISTRE
COMMERCE EXTERIEUR REPUBLIQUE POPOLAIRE HONGROISE, APRES AVOIR
DECLARE QUE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE HONGRIE ETROITEMENT LIE
AUX ACCORDS COMMERCIAUX A LONG TERME AVEC PAYS SOCIALISTES, ET ;
P2 ;

REGRETTE CERTAINS PAYS ABSENTS, RAPPELLE QUE LES DIFF-
ERENCES ENTRE LES SYSTEMS ECONOMIQUES ET SOCIAUX NE SONT PAS
DES OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE. LA TACHE PRINCIPALE
EST D OUVRIR PLUS LARGEMENT LES MARCHES AUX MATIERES PREMIERES
ET D EN FAVORISER LA CONSOMMATION EN INDUSTRIALISANT LES PAYS
EN VOIE ;

P3 ;

DE DEVELOPPEMENT, CE QUI PERMETTRA D ELEVER LE NIVEAU
DE VIE. IL EST NECESSAIRE DE MOBILISER DE NOUVEAUX FONDS A
CET EFFET. NOTAMMENT GRACE A UN DESARMEMENT GENERAL ET
COMPLET. CRITIQUE GATT ET ESTIME UNE NOUVELLE ORGANISATION
NECESSAIRE. EST EN FAVEUR DU PRINCIPLE DE LA ;

P4 ;

NATION LA PLUS FAVORISEE, DES ACCORDS COMMERCIAUX ET DE
L INDUSTRIALISATION DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DANS LE
CADRE D UNE NOUVELLE DIVISION DU TRAVAIL. PARA M. GEORGES
ERESSON, AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE DE HAUTE VOLTA A
BRUXELLES ET AUPRES DE LA CEE, SE RALLIE ;

P5 ;

AU QUOTE PLAN ERASSEUR UNQUOTE QUI PRECONISE DES PREFERENCES
DEGRESSIVES ET TEMPORAIRES A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES
PAYS SOUS DEVELOPPES SUR UNE BASE SELECTIVE. C EST L AVENIR
QUI DIRA SI UNE ECONOMIE REGIONALE CONCERTEE EST POSSIBLE SANS
UNE FORTE AUTORITE POLITIQUE CENTRALE : IL EST PLUS POSITIF D ;

P6 ;

ASSICIER LA HAUTE VOLTA AUX PAYS RICHES EN VUE DE SON DEMARRAGE
ECONOMIQUE. PARA M. KASEM SRIPHAYAK, MINISTRE DES AFFAIRES
ECONOMIQUES DE THAILANDE, ESTIME QUE LE PRIX DES PRODUITS

PRIMAIRES DEVRAIT ETRE FIXE A L ECHELON INTERNATIONAL ET A UN
TAUX REMUNERATEUR POUR TOUS LES PAYS, ;

P7 ;

QUEL QUE SOIT LEUR NIVEAU DE DEVELOPPEMENT. SE DECLARE
EN FAVEUR DE SYSTEMES PREFERENTIELS. CONSIDERE COMME UN
MINIMUM LE PROGRAMME GATT MAI 1963. DEMANDE LA REDUCTION DES
RESTRICTIONS MISES AUX EXPORTATIONS PAR LES PAYS DEVELOPPES,

ECONOMIQUE . PARA MMM KASEM SRIPHAYAK , MINISTRE DES AFFAIRES
ECONOMIQUES DE THAILANDE , ESTIME QUE LE PRIX DES PRODUITS
PRIMAIRES DEVRAIT ETRE FIXE A L ECHELON INTERNATIONAL ET A UN
TAUX REMUNERATEUR POUR TOUS LES PAYS , ;

P7 ;

QUEL QUE SOIT LEUR NIVEAU DE DEVELOPPEMENT . SE DECLARE
EN FAVEUR DE SYSTEMES PREFERENTIELS . CONSIDERE COMME UN
MINIMUM LE PROGRAMME GATT MAI 1963 . DEMANDE LA REDUCTION DES
RESTRICTIONS MISES AUX EXPORTATIONS PAR LES PAYS DEVELOPPES ,
L ABOLITION DES DROITS QUI CREENT UNE DISCRIMINATION ENTRE
PRODUITS FINIS ;

P8 ;

OU SEMI FINIS . LE GATT POURRAIT ETRE MAINTENU SI MODIFIE .
PARA MMM JJJ CCC KERNISAN , REPRESENTANT DE LA REPUBLIQUE D
HAITI PRES LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE SOUHAITE QUE LA
CONFERENCE TROUVE UN MOYEN EFFICACE POUR CONTRECARRER LES FLUCTUA-
TIONS DES PRIX DES PRODUITS PRIMAIRES SUR ;

P9 ;

LE MARCHE MONDIAL , NOTAMMENT LA FLUCTUATION BIENNALE
QUI AFFECTE LA PRODUCTION CAFEIERE ET LA FLUCTUATION SEMI
ANNUELLE DE LA PRODUCTION DES RECOLTES AGRICOLES DONT SOUFFRE
L ECONOMIE DE HAITI . PARA MMM WAHIDUZZAMAN , MINISTRE DU
COMMERCE DU PAKISTAN , EN FAVEUR DE LA STABILISATION DES
PRIX DES ;

P10 ;

PRODUITS PRIMAIRES GRACE A DES ACCORDS COMMERCIAUX , D UN
SYSTEME COMPENSATION PERMETTANT DE CONTREBALANCER L EFFET DES
FLUCTUATIONS SUR LES BENEFICES DE L EXPORTATION , DE L ABOLITION
DES TARIFS DOUANIERS ET DES TAXES , DES MESURES DE COMPENSATION
FINANCIERE A LA BAISSE DES PRIX ET A LA ;

P11 ;

DETERIORATION DES TERMES DU COMMERCE . DEMANDE L ABOLITION
DES TARIFS DOUANIERS ET LA REVISION DE LA ACCORD SUR LES COTONS ,
AINSI QUE L INSTITUTION D UN SYSTEME PREFERENTIEL . PARA
MMM CARLOS MARTINEZ SOTTOMAYOR , AMBASSADEUR DU CHILI DENONCE
LES POLITIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES ET PROTECTIONNISTES

DES PAYS ;

P12 ;

INDUSTRIALISEES , LA PARTICIPATION INSUFFISANTE AU COMMERCE
INVISIBLE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT , LES FLUCTUATIONS
EXCESSIVES DE PRIX DES PRODUITS PRIMAIRES , LA DETERIORATION
DES TERMES DU COMMERCE ET L USAGE , DANS LES RELATIONS
ECONOMIQUES INTERNATIONALES , DE NORMES QUI NE TIENNENT PAS
COMPTE DES DIFFERENTS DEGRES ;

P13/49 ;

RELATIONS DE L'ÉGLISE ET DU POUVOIR CLANDESTIN

CIV

(23B)

| | | |
|--------|--|--------|
| C.P.O. | | P.A. |
| C.F.O. | | P.J.S. |
| C.M.C. | | C.E. |
| C.G.S. | | M.D. |

MILITARY

YC220 ZY318 G E N E V A 1222 2 12022

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 336 CHEVALIER DE VAMBELLINGHEN,

EXTRAIT COMMUNIQUE 1ER AVRIL APRES MIDI.

M. DONATO GRIECO SOUS SECRETAIRE AU TRESOR DE L URUGUAY REGRETTE
EFFORTS PAYS EN VOIE DEVELOPEMENT CONTRE"-CARRÉS PAR MESURES
CERTAINS PAYS INDUSTRIALISES. CECLARE QUE SI SATISFACTION
NE LEUR EST PAS DONNEE,

P2

CES PAYS DEVRONT DIVERSIFIER LEUR ECONOMIE EN RECOURANT A
DES RESTRICTIONS AU NIVEAU NATIONAL OU REGIONAL. RAPELLE LA
CHARTRE DE ALTA GRACIA ET REFUTE LA THEORIE SELON LAQUELLE
TOUS LES MAUX DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SONT D S A LEUR
PASSE COLONIAL, ETANT DONNE QUE DES PAYS

P3

TELS QUE L URUGUAY N GNT JAMAIS ETE COLONISES ET CEPENDANT
SOUFFREN DES MEMES MAUX. LES PAYS ECONOMIQUEMENT AVANCES
DEVRAIENT ADOPTER UNE POLITIQUE LIBERALE DIMPORTATION, ABOLIR
LA TAXATION INTERIEURE DSUR LA CONSOMMATION DES PRODUITS
DE BASE, ACCORDER UN TRAITEMENT PREFERENTIEL POUR LES PRODUITS
MANUFACTURES DES PAYS EN

P4

VOIE DE DEVELOPPEMENT PARA M. CCC GGG KAHAMA, MINISTRE DU
COMMERCE ET DE LINDUSTRIE DU TANGANYIKA, APRES AVOIR REGRETTE
L ABSENCE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, ESTIME QUE LE
CATT NE REPOND PAS AUX BESOINS DES PAYS PAYS EN VOIE DEVELOPPEMENT.
SOUHAITE QUE SES

P5

SOUHAITE QUE SES

P5

STRUCTURES SOIENT REVISEES, ESTIME QU'UNE AIDE PLUS IMPORTANTE
DEVRAIT ETRE ATTRIBUEE AUX PAYS LES MOINS DEVELOPPES. LE SEUL
ESPOIR DE LEVER LE STANDARD DE VIE AU TANGANYIKA RESIDE DANS
LE TRAVAIL DU PEUPLE. UNE TELLE POLITIQUE NE PEUT ETRE EFFICACE
QUE SI LES PRODUITS DU TRAVAIL ONT

P6

ACCES AUX MARCHES. TOUTES LES FORMES D'AIDE SONT NECESSAIRES
Y COMPRIS PRETS A LONG TERME ET A FAIBLE INTERET. LE DEVELOPPEMENT
DES INFRASTRUCTURES AU TANGANYIKA DEPEND AVANT TOUT
DES PRETS. IL CONNAITRE UNE ORGANISATION INTERNATIONALE
DU COMMERCE SOIT CREEE SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES,

P

PLS HOLD UR RELAY TRY FOR NOW . RFRMAN WORKING ON REPERF
LR 304

PU

S

P7

SUPPLEMENTAIRE AU CATT, ET QUI ETUDIE LES EFFETS DES PLANS
DE DEVELOPPEMENT SUR LES ECHANGES INTERNATIONAUX. IL EMET ENFIN
LE VOEU QUE SOIT MISE EN OEUVRE UNE QUOTE SORTE DE PLAN MARSHALL
UNQUOTE AU PROFIT DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT PARA M.
CCC TTT YANG,

P8

MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE LA REPUBLIQUE DE CHINE,
EXPOSE QUE DANAS LA PROVINCE DE TAIWAN, DES PLANS DE DEVELOPPEMENT
ET UNE REFORME AGRAIRE ONT ETE MIS EN OEUVRE. LES EXPORTATIONS
SE SONT ELEVEES DE 120 MILLIONS DE DOLLARS DES ETATS UNIS EN
1952 A 358 MILLIONS EN

P9

1963. CECI MONTRE DECLARE L'ORATEUR, QUE LES EFFORTS DES
PEUPLES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, SOUTENUS PAR
L'ASSISTANCE ETRANGERE, PEUVENT PRODUIRE DES RESULTATS RAPIDES.
M. YANG ATTIRE ENSUITE L'ATTENTION SUR QUOTE LA DETERIORATION
DU COMMERCE DE LA PARTIE CONTINENTALE DE NOTRE PAYS SOUS

P10

OCCUPATION CHINOISE COMMUNISTE UNQUOTE. EN CE QUI CONCERNE
LES ACCORDS INTERNATIONAUX SUR LES PRODUITS DE BASE, IL SERAIT
POSSIBLE DE LES AMELIORER. QUANT AUX DISPOSITIONS
INSTITUTIONNELLES M. YANG CROIT QUE L'ON POURRAIT RENFORCER LES
ORGANISATIONS INTERNATIONALES EXISTANTES PARA M. VICTOR MIADANA
MINISTRE DES FINANCES DE

P11

LA REPUBLIQUE MALGACHE DECLARE QUE L'INDUSTRIE MALGACHE NE
EST QU'A SES DEBUTS. LES PRODUITS MANUFACTURES SONT ABSORBES
PAR LE MARCHE INTERIEUR OU ILS RESISTENT A LA CONCURRENCE DES
PRODUITS IMPORTES. IL S'AGIT D'AGRANDIR CE MARCHE INTERIEUR
EN LE GROUPANT AVEC CELUI DES PAYS VOISINS. M.

P12

MIADANA SE DECLARE PARTISAN D'UN REGIME PREFERENTIEL A CONDITION
QU'IL SOIT TEMPORAIRE. LES PRODUITS TROPICAUX, REPUTES CHERS,
NE PEUVENT ETRE ACHETES QUE PAR LES PAYS A ECONOMIE DE MARCHE.
LES PAYS A ECONOMIE PLANIFIEE POURRAIENT CONSOMMER BIEN D'AVANTAGE
DE PRODUITS TROPICAUX. TOUTEFOIS LA DIFFICULTE ACTUELLE

P13

PROVIENT PRINCIPALEMENT D'UNE POLITIQUE RESTRICTIVE TRADUITE
DANS LES PLANS. C'EST CETTE POLITIQUE QU'IL CONVIENT D'AMENAGER.

DANS LES PLANS. CEST CETTE POLITIQUE QU'IL CONVIENT D'AMENAGER.
L'ORATEUR EXPRIME LE SOUHAIT QUE LES ECHANGES MALGACHES AVEC
LES PAYS A ECONOMIE PLANIFIEE ECHAPPENT AU CADRE ETROIT
D'ACCORDS BILATERAUX. IL SE DECLARE EN FAVEUR D'UNE ORGANISATION
INTERNATIONALE DES MARCHES COMPORTANT UN

P14

MECANISME DE REGULARISATION ET DE SOUTIEN DES PRIX TELLE QUE
L'A DECRIT LE MEMORANDUM FRANCAIS PARA M. MAITRIPALA SENANAYAKE,
MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE CEYLAN, REGRETTE QU'UNE
AUTRE INSTITUTION INTERNATIONALE QUE LE GATT N'EXISTE PAS.
LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT PEUVENT

P15

S'ENTRAIDER EN ETANT ATTENTIFS A LEUR PROPRE PROGRAMME DE
DEVELOPPEMENT ET EN ADAPTANT LEURS PRODUCTIONS A LA SITUATION
INTERNATIONALE. DES CONSULTATIONS ENTRE PRODUCTEURS PEUVENT
CONTRIBUER A LA STABILITE. LES ACCORDS COMMERCIAUX DOIVENT ETRE
REVISES. M. SENANAYAKE PRECONISE UN ACCES PREFERENTIEL DES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

P16

AUX MARCHES DES PAYS INDUSTRIALISES. EN L'ASSORTISSANT DE
DISPOSITIONS SPECIALES POUR LES PETITS PAYS. IL SE DECLARE
EN FAVEUR DE LA CREATION D'UN FONDS SPECIAL QUI, SOUS LE GIDE
DES NATIONS UNIES, COMPENSERAIT LA BALANCE COMMERCIALE DEFICITAIRE
DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT PARA. M.

P17

KICO NGJELA, MINISTRE DU COMMERCE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE, DECLARE QU'IL FAUT ELIMINER TOUS LES OBSTACLES
DISCRIMINATOIRES, LE BLOCUS ET LES RESTRICTIONS ARTIFICIELLES
DANS LE COMMERCE EXTERIEUR. IL FAUT STABILISER LA SITUATION
SUR LES MARCHES PAR LA SIGNATURE D'ACCORDS DE COMMERCE ET DE

P18

CONTRATS A COURT ET A LONG TERME SANS IMPOSER DE CONDITIONS
ECONOMIQUES. IL CONDAMNE LE BLOCUS DRESSE PAR LES ETATS UNIS
CONTRE CUBA AINSI QUE LES GROUPES ECONOMIQUES FERMES TELS LE
MARCHÉ COMMUN. IL SE PLAINT QUE L'ALBANIE SOIT ELLE MEME

CONTRE CUBA AINSI QUE LES GROUPES ECONOMIQUES FERMES TELS LE
MARCHÉ COMMUN. IL SE PLAINT QUE L'ALBANIE SOIT ELLE MEME
L'OBJET D'UN BLOCUS ECONOMIQUE.

P19

LES MOYENS FINANCIERS QUI SERAIENT LIBERES PAR LE DESARMEMENT POURRAIENT
D'INVESTISSEMENTS QUI SERVIRAIT.

P19

LES MOYENS FINANCIERS QUI SERAIENT LIBERES PAR LE DESARMEMENT POURRAIENT
ETRE UNE RESSOURCE SUPPLEMENTAIRE
D'INVESTISSEMENTS QUI SERVIRAIT. AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.
IL TERMINE EN REGRETTANT L'ABSENCE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE
DEMOCRATIQUE DE COREE. DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE D
VIETNAM ET DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

P20

ET EN INVITANT LA REPUBLIQUE SUD AFRICAINE A SE RETIRER DE LA
CONFERENCE PARA LE REVEREND PERE LOUIS JOSEPH LEBRET REPRESENTANT
DU SAINT SIEGE DECLARE QUE LE ROLE DE SA DELEGATION NE SERA PAS
D'INTERVENIR DANS LE DETAIL DES MOYENS PROPOSES, ENCORE MOINS
DE PRENDRE PARTI DANS DES DEBATS

P21

POLITIQUES, MAIS DAIDER A DECAGER LES FINALITES DES ECHANGES
INTERNATIONAUX A LA LUMIERE DES PRINCIPES DE L'ETHIQUE
INTERNATIONALE. LA FINALITE DE LA CONFERENCE CEST LE DEVELOPPEMENT
ET LE COMMERCE N'EST QU'UN MOYEN. DE PLUS LE DEVELOPPEMENT DOIT
BENEFICIER A CHAQUE CATEGORIE DE POPULATION

P22

ET SOUS TOUS LES ASPECTS. L'ASPECT PROPREMENT HUMAIN ETANT
PRIMORDIAL. TOUT COMME ON PROTEGE LE SALAIRE DES TRAVAILLEURS,
IL CONVIENT DE PROTEGER LES PAYS QUI DE PAR LEUR CONDITION

PRIMORDIAL. TOUT COMME ON PROTEGE LE SALAIRE DES TRAVAILLEURS,
I L CONVIENT DE PROTEGER LES PAYS QUI DE PAR LEUR CONDITION
DE FAIBLESSE, QUOTE SONT A LA MERCI DE CONTRATS DE VENTE,
APPAREMMENT LIBRES. MAIS

P23

EN REALITE IMPOSES UNQUOTE. LES PAYS LES PLUS RICHES ONT
UNE STRICTE OBLIGATION DE SOLIDARITE ET DE JUSTICE PARA
QUATRIEME COMMISSION BRACKET DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES,
METHODES ET MECANISMES POUR EXECUTER DES MESURES RELATIVES A
L'EXPANSION DU COMMERCE INTERNATIONAL UNBRACKET PARA LA QUATRIEME
COMMISSION SEST REUNIE CE MATIN SOUS LA

P24

PRESIDENCE DE M. AAA EEE HOWSON WRIGHT BRACKET NIGERIA
UNBRACKET ET A ELU PAR ACCLAMATION LES AUTRES MEMBRES DE SON
BUREAU COLON M. MOSHE BARTUR BRACKET ISRAEL UNBRACKET,
VICE PRESIDENT, ET M. JULIO AAA LACARTE BRACKET URUGUAY
UNBRACKET, RAPPORTEUR. LA COMMISSION A DECIDE

P25/22

QUELLE COMMENCERA SES TRAVAUX PAR UN DEBAT GENERAL. SA
PROCHAINE REUNION AURA LIEU DEMAIN JEUDI 2 AVRIL A 15 HEURES
ENDALL "

YC252 ZY398 G E N E V A 609 2 2159Z;

ONUC

LEOPOLDVILLE;

INFCO 636 CHEVALIER DE VANBELLINGHEN, EXTRAIT DU COMMUNIQUE
DU 2 AVRIL MATIN. M. VU VAN MAU, VIETNAM, DECLARE QU'IL
APPARTIENT AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DE SURMONTER LES
OBSTACLES PAR LEURS PROPRES EFFORTS. POUR L'ACTION SUR LE
PRIX DES PRODUITS PRIMAIRES;

P2;

IL ESTIME QU'IL N'Y PUS A PAS CONTRADICTION
ENTRE LE RELEVEMENT DU NIVEAU DES PRIX A L'IMPORTATION ET L'
ABOLITION DES OBSTACLES TARIFAIRES ET AUTRES. IL PRECONISE UNE
REVISION DE TARIFS D'ASSURANCE ET DE FRET MARITIME POUR LES
EXPEDITIONS DES PAYS ELOIGNES DU TIERSMONDE ET UNE COOPERATION
PLUS ETROITE DANS LE

P3

DOMAINE DES ETUDES ET DES RECHERCHES ENTRE LES PAYS PRO-
DUCTEURS DU MEME PRODUIT PRIMAIRE. M. FERIDON CEMAL ERKIN,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE TURQUIE, ESTIME QUE LA
TACHE PRIORITAIRE DE LA CONFERENCE EST DE TROUVER LES MOYENS
D'AUGMENTER DANS LES PAYS MOINS DEVELOPPES LES RECETTES
D'EXPORTATION

P4

P4

DONT LA CHUTE ENTRAVE L'EXECUTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, IL PRECONISE LA DIVERSIFICATION DES PRODUITS MANUFACTURES EXPORTES ET L'OUVERTURE DES MARCHES DES PAYS INDUSTRIALISES. DU PROGRAMME D'ACTION ADOPTE PAR LE GATT EN MAI 1963, L'ORATEUR RETIENT LA CONCEPTION DE PREFERENCE UNILATERALE A OCTROYER PAR LES PAYS

P5

AVANCES. IL RAPPELLE QUE C'EST D'ABORD AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT QU'IL APPARTIENT D'ADAPTER LEURS STRUCTURES ADMINISTRATIVES, SOCIALES ET FINANCIERES AUX IMPERATIFS DU DEVELOPPEMENT. M.C. RADULESCU, VICEPRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE ROUMANIE, RAPPELLE QUE LA DELEGATION ROUMAINE S'EST JOINTE A LA DECLARATION

P6

DES 75 PAYS ADOPTEE A L'UNANIMITE LORS DE LA DERNIERE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU. M. RADULESCU ENUMERE LES PRINCIPES QUI GUIDERONT LE TRAVAIL DE LA DELEGATION ROUMAINE. 1. CONTRIBUER A L'EXPANSION DU COMMERCE MONDIAL ET A LA PROMOTION DE RELATIONS ECONOMIQUES JUSTES ENTRE TOUS

P7

LE ETATS SANS DISTINCTION DE REGIME SOCIAL ;
2. CONTRIBUER A AMELIORER LA POSITION DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SUR LE MARCHE MONDIAL, DONC SOUTENIR LES PROPOSITIONS CONCERNANT LA STABILISATION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ET L'AMELIORATION DES TERMES DE L'ECHANGE ; 3. RESPECTER LES

P8

PRINCIPES DE BASE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES. L'ORATEUR EST D'ACCORD AVEC L'IDEE DE CREER UN FONDS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL SOUS L'EGIDE DE L'ONU; IL CONVIENDRAIT D'Y AFFECTER UN CERTAIN POURCENTAGE DEDUIT DES ACTUELS BUDGETS MILITAIRES; M. VEDENAND JHA, MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

DU NEPAL SOUHAITE QU'UNE ORGANISATION NOUVELLE SOIT CREEE QUI
 PUISSE CONTRIBUER A LA STABILISATION DE PRIX REMUNERATEURS,
 UNE AUTRE METHODE QUI PARAIT ESSENTIELLE A L'ORATEUR SERAIT
 L'INSTAURATION D'UNE COOPERATION REGIONALE, ENCORE QU'
 ELLE NE PUISSE REpondre SEULE A DES BESOINS TELS QUE L'
 EQUIPEMENT ET LES CONNAISSANCES TECHNIQUES. M.

P10

LOUIS IGNACIO-PINTO, DAHOMEY, APRES AVOIR CITE LES O
 ORGANISMES QUE LE DAHOMEY A MIS SUR PIED POUR PALLIER L'
 INSTABILITE DES COURS DES PRODUITS TROPICAUX, NOTAMMENT UN
 FONDS DE SOUTIEN DES PRODUITS D'EXPORTATION, CONSTATE QUE,
 MALGRE L'APPARTENANCE DU DAHOMEY A LA ZONE FRANC, PUIS

P11

SON ASSOCIATION A LA CEE, L'EFFONDREMENT DES EXPORTATIONS
 N'A PU ETRE COMPENSEE PAR L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION.
 LA VRAIE SOLUTION NE PEUT VENIR QUE DE LA SOLIDARITE QUI DOIT
 EXISTER ENTRE LES PRODUCTEURS TROPICAUX ET LES PAYS DEVELOPPES,
 ENTRE LES DEUX TENDANCES, CELLE DES MONDIALISTES QUI

P12

REPOUSSENT TOUT ACCORD REGIONAL ET EXIGENT UN ACCORD MONDIAL
 EN FAVEUR DU LIBRE ECHANGE, ET CELLE DES EMPIRISTES QUI
 CHERCHENT UNE STABILISATION DANS L'IMMEDIAT, LE DAHOMEY
 A CHOISI DE S'ENGAGER DANS UN REGIME D'ASSOCIATION AVEC L'
 EUROPE DES SIX. PAR AILLEURS LE DAHOMEY ESTIME QUE DES TRANS-
 FERTS DOIVENT

P13/19

ETRE FAITS DES PAYS RICHES VERS LES PAYS PAUVRES "

| | |
|-------------------|--|
| ACTION | |
| CIVILIAN MILITARY | |
| | |

C1

W9 Cas

ZY2 GVA 69 30 1150 ;
ONUC LEOPOLDVILLE ;
INFCO 632

CHEVALIER DE RALAIMIMOATRA STOP DANS UNE LETTRE DU CONGO CMA
LA SUISSE DU 30 MARS ANNONCE QUE DES ELECTIONS AURONT LIEU

AU CONGO EN JUIN ET SE DEMANDE CE QUELLES

SERONT EN L'ABSENCE DES CASQUES BLEUS ET EN RAISON DE LA REBEL-
LON DE MULELE STOP LE ;

P2/19 ;

JOURNAL ECRIT QUE LES POSITIONS DE MESSIEURS CASABUBU ET ADOULA
AINSI QUE DU GENERAL MONBUTU

SONT FORTEMENT MENAGEES STOP "

COL 632 30 "

| NAME | COVERED TO |
|------|------------|
| S.P. | ✓ |
| C.V. | ✓ |
| C.A. | ✓ |
| C.P. | ✓ |
| C.F. | ✓ |
| C.G. | ✓ |
| C.H. | ✓ |
| C.I. | ✓ |
| C.J. | ✓ |
| C.K. | ✓ |
| C.L. | ✓ |
| C.M. | ✓ |
| C.N. | ✓ |
| C.O. | ✓ |
| C.P. | ✓ |
| C.Q. | ✓ |
| C.R. | ✓ |
| C.S. | ✓ |
| C.T. | ✓ |
| C.U. | ✓ |
| C.V. | ✓ |
| C.W. | ✓ |
| C.X. | ✓ |
| C.Y. | ✓ |
| C.Z. | ✓ |

| | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| ACTION | |
| CIVILIAN | MILITARY |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

C1

200/10
ORI

WJ
C140
C.F.C.
C.F.C.
C.F.C.
C.F.C.

BOOK 2 ;

YC324 ZY511 (UN) GENEVA 925 26 2113Z ;

ONUC LEO ;

YC325 ZY512 (UN) GENEVA 925 26 2113Z ;

ECA ADDISABABA ;

INFCO 431 A CHEVALIER DE VANIELLINGEN.

VOICI RESUME SEANCE CONFERENCE COMMERCE 26 MARS APRESMIDI.

NOUS VOUS LE CAULONS ENCORE CESOIR, BUREAUX ETANT ENSUITE

FERMES JUSQU'A LUNDI MATIN, JOUR AUQUEL CONFERENCE REPENDRA

SES TRAVAUX. M. KURT SCHMUCKER (REPUBLIQUE FEDERALE

DALLEMAGNE), MINISTRE ;

P2 ;

DE LECONOMIE, DECLARE QUE LES PAYS INDUSTRIALISES DOIVENT VEILLER
A CE QUE L'EXPANSION DE LEUR PROPRE ECONOMIE SEFFECTUE SANS
ENTRAVES, AFIN DE SAUVEGARDER LES CONDITIONS QUI PERMETTRONT
A LEURS GRANDS MARCHES DE MULTIPLIER LES BESOINS NECESSAIRES
AUX PRODUITS EN PROVENANCE DES PAYS EN VOIE DE ;

P3 ;

DEVELOPPEMENT. QUANT AUX JEUNES PAYS, ILS AVENT QUE TOUT
BENEFICIAIRE D'UNE AIDE EXTERIEURE DOIT ETRE MIS EN ETAT DE
S'AIDER LUI-MEME. LA CONFERENCE DOIT PROMOUVOIR LA STABI-

LISATION DES MARCHES INTERNATIONAUX DES MATIERES DE BASE

S'AJDER LUI-MEME. LA CONFERENCE DOIT PROMOUVOIR LA STABILISATION DES MARCHES INTERNATIONAUX DES MATIERES DE BASE, L'OBJECTIF FINAL RESTANT DE SUPPRIMER LA DEPENDANCE ;

P4 ;

DES PAYS DE MONOCULTURE ET DE DIVERSIFIER LA PRODUCTION DE LA PLUPART DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. LES MARCHES ALLEMANDS SONT DEJA ACCESSIBLES A LA MAJEURE PARTIE DES PRODUITS SEMI-FINIS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES, M. SCHMUCKER DECLARE ;

P5 ;

QUE DES ORGANISATIONS EXISTENT QUI DEVRAIENT CONTINUER A EXERCER LEURS FONCTIONS. M. J. MCEWEN, PREMIER MINISTRE ADJOINT ET MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE L'Australie RAPPELLE QUE L'Australie CONNAIT D'EXPERIENCE LES PROBLEMES DU DEVELOPPEMENT ET INSISTE POUR QUE LA CONFERENCE SE PRONONCE SUR ;

P6 ;

LA QUESTION PRIMORDIALE DE PRIX STABLES ET REMUNERATEURS. IL DEMANDE QUE DES DISPOSITIONS SOIENT PRISES POUR COMPENSER LE DESAVANTAGE INITIAL DES EXPORTATEURS DE PRODUITS MANUFACTURES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, QUI SONT OU SERONT DE NOUVEAUX VENUS DANS LE MONDE DE L'EXPORTATION. IL RECOMMANDE QUE ;

P7 ;

LES ORGANISATIONS EXISTANTES SOIENT UTILISEES DANS UN CADRE

INSTITUTIONNEL PLUS LARGE. M. BERNARDO MATTARELLA, MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR D'ITALIE, DECLARE QUE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EST UNE TACHE DE LONGUE HALEINE EN RAISON D'OBSTACLES TELS QUE LA PROMOTION HUMAINE, QU'AUUCUNE AIDE, AUSSI IMPORTANTE ;

P8 ;

SOIT-ELLE, NE SAURAIT SURMONTER D'UN SEUL COUP. M. MATTARELLA FAIT REMARQUER QUE L'ON N'A PAS JUSQU'ICI ENVISAGE LE ROLE QUE LES COMMISSIONS REGIONALES DES NATIONS UNIES POURRAIENT ASSUMER DANS DES INSTITUTIONS FUTURES. IL SOUHAITE QUE LA CONFERENCE PUISSE INSTAURER UNE COOPERATION ;

P9 ;

INTERNATIONALE AYANT POUR OBJECTIF LA STABILISATION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ;, UNE LIBERALISATION GRADUELLE DES ACCORDS INTERNATIONAUX. M. IL KWON CHUNG, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DE COREE, DEMANDE QUE LES PAYS AVANCES ENVISAGENT DE REDUIRE OU DE SUPPRIMER LES TARIFS ET

P10 ;
AUTRES BARRIERES AUX IMPORTATIONS DE PRODUITS PRIMAIRES ET AUTRES EN PROVENANCE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, JUSQU'A CE QUE CEUX-CI PUISSENT EQUILIBRER LEUR POSITION FINANCIERE EN

MATIERE DE COMMERCE INTERNATIONAL. LES ACCORDS SUR LES PRODUITS

MAITIERS DE COMMERCE INTERNATIONAL. LES ACCORDS SUR LES PRODUITS
DE BASE DEVRAIENT ETRE ETENDUS A UNE GAMME DE ;

P11 ;

PRODUITS PLUS GRANDE. LA DELEGATION DE COREE ESTIME QUE LE CATT A
JOUÉ UN RÔLE UTILE, MAIS QU'IL CONVIENT D'ADAPTER
POSITIVEMENT SES FONCTIONS EN FAVEUR DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPE-
MENT. ENFIN, DES RENCONTRES TELLES QUE LA CONFERENCE ACTUELLE
DEVRAIENT ETRE ORGANISEES PERIODIQUEMENT. ;

P12 ;

M. VICTOR KANGA, MINISTRE DE L'ECONOMIE NATIONALE DU CAMEROUN,
DECLARE QUE L'ORGANISATION EFFECTIVE DU MARCHE DES PRODUITS DE BASE,
LA STABILISATION

N

DE LEURS COURS SUR UNE BASE REMUNERATRICE, LA
LEVÉE DES OBSTACLES S'OPPOSANT ENCORE A L'IMPORTATION DE CES
PRODUITS DANS CERTAINS PAYS ;

P13 ;

DEVELOPPES, SONT DE NATURE A CORRIGER SENSIBLEMENT LES ALEAS
DU DESEQUILIBRE ACTUEL. L'ORATEUR SOUHAITE LA CREATION D'UN
ORGANISME PERMANENT, ANIME D'UN ESPRIT NOUVEAU. A DEFAUT DE LA
CREATION D'UN TEL ORGANISME, DECLARE L'ORATEUR, LES STRUCTURES
ACTUELLES DEVONT ETRE ATTENTIVEMENT ;

P14 ;

REVISEES EN VUE DE LEUR ADAPTATION AUX PRINCIPES NOUVEAUX QUI SERONT
DEGAGES AU COURS DE LA PRESENTE CONFERENCE. M. PINCHAR
SAPIR, MINISTRE DES FINANCES, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
DISRAEL, APRES AVOIR ANALYSE LES FACTEURS NEGATIFS DE LA
SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE, CONCLUT A ;

P15 ;

LA NECESSITE D'UNE EXPANSION COORDONNEE DE LAIDE ACCORDEE PAR
LES PAYS INDUSTRIALISES AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, AFIN
QUE CES DERNIERS PUISSENT CREER LEUR INFRASTRUCTURE ET DIVERSIFIER
LEURS ECONOMIES. L'ORATEUR PRECONISE LA CREATION D'UNE INSTITU-
TION INTERNATIONALE QUI POURRAIT OFFRIR DES GARANTIES AU CAPITAL ;

P16 ;

PRIVE, AFIN D'ENCOURAGER DES INVESTISSEMENTS DANS LES PAYS LES
MOINS DEVELOPPES. L'ORATEUR ESTIME QUE LE KENNEDY ROUND OFFRE
UNE OCCASION EXCEPTIONNELLE D'ABAISSER LES BARRIERES DOUANIERES
QUI GENENT LES EXPORTATIONS. IL RAPPELLE ENFIN QU'IL EXISTE
DEJA DES INSTITUTIONS, NOTAMMENT LE CATT, CAPABLES DE ;

P17 ;

METTRE EN OEUVRE CERTAINES DES DECISIONS QUI POURRAIENT ETRE PRISES
PAR LA CONFERENCE. M. ANDREAS ARAUZOS, MINISTRE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE DE CHYPRE, SE FELICITE QUE L'AGE DE L'ISOLEMENT

ECONOMIQUE SOIT PASSE. LES PRODUITS PRIMAIRES, SUJETS

A DE GRANDES FLUCTUATIONS, ;

PIS ;

DOIVENT ETRE STABILISES. LE SEUL PROBLEME DES PETITS PAYS

CONSISTERAIT A VOIR DENONCES LES ACCORDS REGISSANT LES EXPORTA

-TIONS JOUISSANT DE REGIMES PREFERENTIELS. AU SUJET DU

PROBLEME DES INSTITUTIONS, LE DELEGUE DE CHYPRE CONSTATE QUE, SANS

VOULOIR MINIMISER LE GATT, LE PROJET D'UNE ORGANISATION QUI ;

019/25 ;

SERAIT PLACEE SOUS L'EGIDE DES NATIONS UNIES A GAGNE DU TERRAIN

PARTI LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. IL EN EST AINSI A

CHYPRE "

COL 631 26 "

| | |
|----------|----------|
| ACTION | |
| CIVILIAN | MILITARY |

YC294 ZY495 G E N E V A 855 26 18522

ONUC

LEOPOLDVILLE

Handwritten notes and stamps:
 INCOMING TELETYPE
 1/10/54
 C.P.
 C.F.
 C.G.
 M. 1/6

INFCO 630 CHEVALIER DE VANBELLINGHEN. RESUME CONFERENCE SUR
 COMMERCE SEANCE MATIN 26 MARS 1964. M. SEN, FAO, ESPERE
 QUE LA CONFERENCE ETUDIARA L AIDE NECESSAIRE AUX PAYS EN VOIE
 DE DEVELOPPEMENT SANS PERDRE DE VUE LE PRINCIPLE FONDAMENTAL
 SELON LEQUEL LE PUT GENERAL DOIT

P2

ETRE DINCITER DHAQUE PAYS BENEFICIAIRE A FOURNIR UN EFFORT
 MAXIMUM POUR ACCELERER SA CROISSANCE ECONOMIQUE PARA IL RAPPELLE
 ENSUITE LE ROLE QUOTE CRUCIAL UNQUOTE DE L AGRICULTURE DANS L
 ESSOR ECONOMIQUE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. IL ESTIME
 QUE SI LA PRODUCTION DE CE SECTEUR PROGRESSE SIMPLEMENT
 AU RYTHME DE

P3

LA POPULATION, COMME C EST LE CAS ACTUELLEMENT, D ICI LA
 FIN DU SIECLE LE NOMBRE DES MAL NOURRIS AURA DOUBLE PARA EXAMINANT
 LE PROBLEME DES MARCHES M. SEN CONSIDERE COMME QUOTE UNE VERI-
 TABLE TRAGEDIE UNQUOTE LE FAIT QUE LEXPORTATION DES PAYS EN VOIE
 DE DEVELOPPEMENT SE MEURTE A

P4

DES BARRIERES ARTIFICIELLES. M. SEN FAIT REMARQUER AUX
 PAYS A ECONOMIES CENTRALEMENT PLANFIEES QUILS OFFRENT DES DEVOUCHES
 POTENTIELS CONSIDERABLES AUX EXPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE
 DEVELOPPEMENT ET QUE SILS AUGMENTAIENT LEURS ACHATS LEFFET
 SERA APPRECIABLE PARA M. BRUNO KREISKY, AUTRICHE, SOUHAITE
 RAPPELER AUX PAYS EN

P5

VOIE DE DEVELOPPEMENT QUE LES FONDS DASSISTANCE NE PROVIENNENT
 PAS DE QUOTE GAINS ILLICITES DES GRANDS MONOPOLES UNQUOTE OU
 DU TRESOR PRODUIT PAR LE PAYS COLONIAL. M. SEN A

PAS DE QUOTE GAINS ILLICITES DES GRANDS MONOPOLES UNQUOTE OU
DU TRESOR PRODUIT PAR LE PASSE COLONIAL, MAIS QUIL S AGIT DU
FRUIT DU TRAVAIL DE MILLIO/S DE PERSONNES. CEST POURQUOI IL
DEMANDE A CES PAYS DEXAMINER LEUR STABILITE POLITIQUE,

P6

DE VEILER A L ETABLISSEMENT DE LEURS PROGRAMMES ECONOMIQUES
SUR DES BASES SAINES, DAVOIR DES BUTS REALISTES ET UNE GESTION
EFFICACE. PAR M. NNN SSS PATOLITCHEV PAREN URSS UNPAREN DIT
QUIL EXISTE DANS LE DOMAINE DU COMMERCE INTERNATIONAL UNE SERIE
DE FACTEURS FONCIEREMENT NEGATIFS COLON LES CONSEQUENCES

P6

DE L ACTIVITE DES MONOPOLES CAPITALISTES AUX MARCHES, LA
POLITIQUE DU NEOCOLONIALISME, LACTIVITE DES GROUPEMENTS
ECONOMIQUES FERMEES DES PAYS OCCIDENTAUX ET DES PHENOMENES ANORMAUX
QUI SE MANIFESTENT DANS LE COMMERCE A LA SUITE DE LA GUERRE
FROIDE. PAR AILLEURS L UNION SOVIETIQUE A TOUJOURS ETE DU
COTE DES

P8

PEUPLES DANS LEUR LUTTE CONTRE LES OPPRESSEURS. LA DELEGATION
SOVIETIQUE VOUDRAIT QUE LA CONFERENCE ADOPTE LES RESOLUTIONS SUR
DES MESURES APPROPRIEES A PRENDRE POUR SUPPRIMER TOUTES LES
MANIFESTATIONS DU COLONIALISME EN CE QUI CONCERNE LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET LE COMMERCE EXTERIEUR DES PAYS EN VOIE DE DEVELO-

PEME

N
T. L URSS

P9

DESIREUSE DE CONTRIBUER A LEXTENSION DES EXPORTATIONS DES PAYS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ACCROITRE SES ACCROITRA SES ACHATS DE
MATIERES PREMIERES ET DE PRODUITS FINIS ET SEMI FINIS AUPRES DES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT TANT AUX TERMES DACCORDS RELATIFS
AUX PRODUITS DE BASE QU A TITRE DE PAYEMENTS DE

P10

CREDITS OCTORYES PAR L URSS AUX DITS PAYS XSEMICOLON ELLE EST
PRETE A COOPERER AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT INTERESSES

PRETE A COOPERER AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT INTERESSES
EN MATIERE DE SPECIALISATION ET DE COOPERATION DE LA FABRICATION
DE CERTAINS TYPES DE PRODUCTION EN SIGNANT NOTAMMENT DES ACCORDS
ET CONTRATS A LONG TERME ET EN PRETANT

P11

L ASSISTANCE TECHNIQUE NECESSAIRE PARA MM LALL PAREN INDE
UNPAREN FAIT UNE DECLARATION AU NOM DU GROUPE AFRO ASIATIQUE,
DE LA TRINITE ET TOBAGO, DE LA JAMAIQUE ET DE LA YOUGOSLAVIE.
IL PROTESTE CONTRE LA PRESENCE DES DELEGUES DES GOUVERNEMENTS
DE L AFRIQUE DU SUD ET DU

P12

PORTUGAL, DONT, DECLARE T IL, LES POLITIQUES D APARTHEID
ET DE COLONIALISME SONT A L OPPOSE DES PRINCIPES ET DES BUTS DE
LA CONFERENCE DONT LE SUCCES REQUIERT LA COMPREHENSION DES
PROBLEMES MUTUELS ET DES ASPIRATIONS DES PEUPLES, SANS DISTINC-
TION.

M. LALL DECLARE

P13

COLON QUOTE NOUS AVONS DONC DECIDE DE NE PAS COOPERER AVEC
CES DELEGATIONS, EN QUELQUE MANIERE QUE CE SOIT. EN FAIT NOUS
SOURAITONS QU ELLES SOIENT EXCLUES DE CETTE CONFERENCE (...)
UNQUOTE. IL TERMINE EN EXPRIMANT L ESPOIR QUE LES DELEGATIONS
NE TIENDRONT PAS LE MOINDRE COMPLTE

P14

DE LA PRESENCE DE LAFRIQUE DU SUD ET DU PORTUGAL PARA M. OLAVI
MATTILA PAREN FINLANDE UNPAREN ESTIME QUE LA CONFERENCE ETABLIT
DEUX FAITS, DUNE PART QUE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT EST INTIMEMENT LIE A LEXPANSION
DU COMMERCE INTERNATIONAL, ET DAUTRE PART

P15

QUE LE DEVELOPPEMENT DE CE DERNIER DEPUIS 1950 NA PAS REPONDU
AUX BESOINS GRANDISSANTS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.
LA CONFERENCE DOIT TROUVER DES MARCHES AUX PRODUITS PRIMAIRES
ET RESOUDRE LE PROBLEME DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, DONT LA

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT EST INTIMEMENT LIE A L'EXPANSION
DU COMMERCE INTERNATIONAL, ET D'AUTRE PART

P15

QUE LE DEVELOPPEMENT DE CE DERNIER DEPUIS 1950 NA PAS REPONDU
AUX BESOINS GRANDISSANTS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.
LA CONFERENCE DOIT TROUVER DES MARCHES AUX PRODUITS PRIMAIRES
ET RESOUDRE LE PROBLEME DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, DONT LA
SOLUTION DEPEND FINALEMENT DE LA DIVERSITE DES

P16

EXPORTATIONS, EN PARTICULIER DE L'EXPORTATION DES PRODUITS
SEMI MANUFACTURES PARA M. PIERRE PAUL SCHWEITZER, DIRECTEUR
GENERAL DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL, RAPPELLE QUE LA
PLUPART DES 103 PAYS MEMBRES DE CETTE ORGANISATION EN SONT AU
~~STADE DU DEVELOPPEMENT~~

P

PEMENT ET QUE LES POLITIQUES DU FONDS AU COURS DE

P17

CES RECENTES ANNEES ONT ETE LARGEMENT INFLUENCEES PAR CE FAIT. LE
FONDS RECONNAIT QU'IL EST VITAL D'ACCROITRE ET DE STABILISER
LES RECETES EN DEVICES DES PAYS SOUS DEVELOPPES, MAIS IL FAUT
AUSSI QUE CES PAYS SOIENT CONSCIENTS DE LA NECESSITE DE CONCEVOIR
LEUR PROGRAMME VISANT A AMELIORER

P18/55

LE COMMERCE INTERNATIONAL ET A ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT,
LES PAYS PARTICIPANT A CES PROGRAMMES DOIVENT ETABLIR DES COURS
DE CHANGE REALISTES, ET MAINTENIR LA VALEUR DE LEUR MONNAIE.
L'ORATEUR DEMANDE QUE L'ON NE FASSE RIEN QUI PUISSE AFFAIBLIR
LE SYSTEME MULTILATERAL DE PAIEMENTS QUI A MAINTENANT ETE SOLID-
EMENT ETABLI.

ENDALL "

YC228 ZY368 (UN) GENEVA 611 25 2041Z ;

ONUC LEOPOLDVILLE ;

INFCO 628 CHEVALIER DE VAN BELLINGHEN VOTRE OPI 1929 SUITE

ERREUR MATERIELLE CABLE DU 24 ENVOYE SEULEMENT LE 23

AU MATIN. VOICI LE RESUME POUR AUJOURDHUI 25 MARS SEANCE MATIN
PARA MMM EEE AAA BIANCO MINISTRE DE LECONOMIE DARGENTINE A DEMANDE
AUX DELEGUES D ADOPTER UNE ATTITUDE ;

P2 ;

AUDACIEUSE AFIN DE RENOVER LA POLITIQUE DE COOPERATION MONDIALE.
TRAITANT DE LA STAGNATION ECONOMIQUE QUE CONNAIT SON PAYS,
M. BLANCO A DECLARE QUE CETTE SITUATION EST CELLE DE NOMBREUX PAYS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET PROUVE QUE CES PAYS DEPENDENT DANS UNE
LARGE MESURE DU SECTEUR EXTERIEUR ;

P3 ;

POUR ASSURER LEUR PROGRES ECONOMIQUE PARA M. GEORGE WWW BALL
SOUS SECRETAIRE DETAT DES ETATS UNIS A RAPPELE QUE SON PAYS
DESIRE QUE SOIENT CREEES DE MEILLEURES CONDITIONS ECONOMIQUES DANS
LE MONDE. CETTE VOLONTE SE REFLETE DANS SES POLITIQUES COMMERCIALES
SES PROGRAMMES ECONOMIQUES ET DASSISTANCE TECHIQUE, ;

P4 ;

DANS LE PROGRAMME QUOTE FOOD FOR PEACE UNQUOTE ET LA CREATION
DU CORPS DE LA PAIX PARA M. BALL A ENUMERE LES MESURES QUE
POURRAIENT PRENDRE LES PAYS INDUSTRIALISES POUR CONTRIBUER A
LESSOR DU COMMERCE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. A SES
YEUX LA PLUS IMPORTANTE DE CES ;

P5 ;

MESURES SERAIT QUE LES PAYS INDUSTRIALISES ATTEIGNENT ET
MAINTIENNENT LE PLEIN EMPLOI AINSI QU UN TAUX ELEVE DE CROISSANCE
ECONOMIQUE. CES CONDITIONS AMELIORERAIENT TOUT ENSEMBLE LA
DEMANDE ET LES PRIX DES PRODUITS DEXPORTATION PROVENANT DES
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT PARA M. BALL ESTIME PAR AILLEURS QUE
LES ;

P6 ;

PAYS INDUSTRIALISES DOIVENT CONTINUER DE REDUIRE LES DROITS DE
DOUANE ET DABAISSEZ TOUS LES AUTRES OBSTACLES AUX IMPORTATIONS

PAYS INDUSTRIALISES DOIVENT CONTINUER DE REDUIRE LES DROITS DE
DOUANE ET DABAISSEZ TOUS LES AUTRES OBSTACLES AUX IMPORTATIONS
DES PRODUITS PRIMAIRES. IL FAIT REMARQUER QUE LON PEUT FAIRE
~~PLUS EN PROCEDANT A DE FORTES REDUCTIONS LINEAIRES A L~~

OCCASION DU QUOTE KENNEDY ROUND UNQUOTE. LES ETATS UNIS ;

P7 ;

SONT DISPOSES A ACCORDER CES AVANTAGES AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
UNILATERALEMENT PARA M. BALL FAIT REMARQUER ENSUITE QUE LA
DECOLONISATION A COUTE FORT CHER ECONOMIQUEMENT MAIS QUE LINTEGRATION
DES MARCHES NATIONAUX DANS DES MARCHES REGIONAUX OFFRE UN MOYEN
DE RECUPERER CES COUTS ECONOMIQUES SEMI COLON ET BIEN ;

P8 ;

AU DELA. LES ETATS UNIS SONT DISPOSES A FAVORISER LES EFFORTS
QUI SERONT FAITS DANS CE BUT, NOTAMMENT EN CONTRIBUANT A LASSOUP-
LISSEMENT DES RELES DE LACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS
ET LE COMMERCE PAREN GATT UNPAREN PARA M. GEORGE DDD WOODS,
, PRESIDENT DE LA BANQUE INTERNATIONALE ;

P9 ;

POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT DECLARE QUE LE ROLE
DE CETTE INSTITUTION CONSISTERA PRINCIPALEMENT,
, NON PAS A FINACER DES MESURES PALLIATIVES, MAIS A FACILITER
LE LONG PROCESSUS DE DIVERSIFICATION ET DE MODERNISATION DES ECONOMIES
SOUS DEVELOPPEES . LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DEVRONT
DE LEUR COTE ;

P10 ;

CREER LES CONDITIONS FAVORABLES A DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS.
M. MANUBHAI SHAH, MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL DE LINDE,
ESTIME QU, DU POINT DE VUE DES INSTITUTIONS, LE GATT DEVRAIT
ETRE REMANIE, ET QU UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DU
COMMERCE DEVRAIT SE REUNIR TOUS LES DEUX OU ;

P11 ;

TROIS ANS, POUR EXAMINER LA POLITIQUE GENERALE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE
LES ACCORDS COMMERCIAUX INTERNATIONAUX DEVRAIENT PREVOIR UN REMBOURSEMENT
AUTOMATIQUE AUX PAYS EXPORTATEURS SI LES PRIX MONDIAUX DUN
PRODUIT DE BASE TOMBENT EN DESSOUS DUN MINIMUM. LORATEUR A
DEMANDE UN TRAITEMENT PREFERENTIEL, SANS DISCRIMINATIONS,
POUR 1

P12 ;

LES EXPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. LASSISTANCE
ECONOMIQUE NE DEVRAIT ETRE LIEE NI AUX PROJETS NI AUX PAYS,
MAIS DEVRAIT PLUTOT APPROTER LE SUPPLEMENT NET NECESSAIRE AUX
RESSOURCES DUNE ECONOMIE PARA FIN RESUME SEANCE STOP MESSAGE
STOP A PARTIR CE JOUR
RESUME SEANCE MATIN SERA CABLE ;

P12 ;

LES EXPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. L'ASSISTANCE
ECONOMIQUE NE DEVRAIT ETRE LIEE NI AUX PROJETS NI AUX PAYS,
MAIS DEVRAIT PLUTOT APPROTER LE SUPPLEMENT NET NECESSAIRE AUX
RESSOURCES DUNE ECONOMIE PARA FIN RESUME SEANCE STOP MESSAGE
STOP A PARTIR CE JOUR

RESUME SEANCE MATIN SERA CABLE ;

P13 11 ;

LAPRES MIDI ET RESUME APRES MIDI SERA CABLE LENDemain MATIN ENDALL "

COL 628 1929 24 25 25 ""

IN P11 FIRST LINE AT END READ ... LA CROISSANCE ECONOMIQUE.
AND AT END OF 2ND LINE READ PREVOIR UN REMBOURSEMENT
AUTOMATIQUE ... ETC.

023
01/2/233